22e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - AVRIL 1979

N° 79

Le numéro : 8 F - Belgique : 65 FB - Italie : 1.400 Lires - Suisse : 5 FS - Portugal : 40 esc.
Price per copy : U.K. : 80 p. - U.S. and Canada : $ 1.50

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat** 1
- **Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire** .. 6
- **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion** 29

L'AFRIQUE, PROIE DES IMPERIALISMES

III. Les investissements étrangers en Afrique .. 35

- **Nouvelles des faux socialismes** 79
  A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat

Il y a soixante ans, la III[e] Internationale lançait son défi au monde capitaliste, en renouant avec l'héritage immuable de la I[re] Internationale (poser les « *fondements de l'organisation internationale des travailleurs pour la préparation de leur assaut révolutionnaire contre le capital* ») et en rétablissant, contre toutes les déformations opportunistes et social-chauvines, l'héritage de la II[e] (« *la préparation du terrain pour une large diffusion de masse du mouvement dans bon nombre de pays* »). Un mois après son congrès constitutif, Lénine écrivait :

« *La portée historique universelle de la III[e] Internationale, l'Internationale Communiste, est d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle, le mot d'ordre qui s'exprime ainsi : dictature du prolétariat* » (*La III[e] Internationale et sa place dans l'histoire*, 15 avril 1919).

L'œuvre glorieusement entreprise par la III[e] Internationale a été interrompue, puis finalement détruite, par une série de désastres. La génération actuelle de communistes révolutionnaires — les seuls qui puissent revendiquer le nom de *communistes* — est malheureusement très loin d'avoir « *commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx* ». Mais la petite phrase de Lénine renferme le sens et la direction de *toute* la bataille que les communistes sont appelés à mener, aujourd'hui comme hier, *plus encore* qu'hier, contre un déploiement *mondial* de forces de conservation de l'ordre économique, social et politique bourgeois.

Que signifie en effet cette phrase, sinon que le « *mot d'ordre qui s'exprime dans le concept de dictature du prolétariat* », et qui synthé-

tise un siècle et demi de luttes de classe prolétariennes, n'est pas un appendice de circonstance de la doctrine marxiste, un accessoire occasionnel et discutable, mais représente *l'essence même du marxisme* ? Revendiquer ce mot d'ordre c'est, *de manière inséparable,* revendiquer le matérialisme dialectique comme explication de l'histoire et de la société ; c'est revendiquer la *théorie* marxiste comme doctrine scientifique de la succession des modes de production et des sociétés divisées en classes, qui doit nécessairement aboutir à la « suppression de toutes les classes » et à l'instauration de la « société sans classes », selon les termes de Marx dans sa lettre à Weydemeyer ; c'est revendiquer *le programme* marxiste de la prise révolutionnaire du pouvoir et de son exercice dictatorial, en tant que passage obligatoire au communisme ; c'est revendiquer la *méthode* de l'action intransigeante de classe comme condition de cette grandiose conquête. C'est revendiquer le *parti* qui en est à la fois le dépositaire et l'instrument, le parti qui est par définition *unique et mondial* puisque, comme Marx et Engels disaient dans le *Manifeste, « dans les différentes luttes nationales des prolétaires, il met en avant et fait valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat »,* et que *« dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois il représente toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité »,* de même qu'il représente *« dans le présent du mouvement, son avenir ».*

La petite phrase de Lénine, en un mot, signifie que revendiquer pour programme la dictature du prolétariat et pour stratégie et tactique la méthode révolutionnaire, c'est revendiquer dans son *intégralité monolithique* la doctrine qui les fonde.

Or c'est précisément contre cette doctrine monolithique que toutes les *polices idéologiques,* laïques et religieuses, du monde bourgeois, sont mobilisées, en une offensive qui, sous des *formes* variées, a un *contenu* unique : s'efforcer d'arracher du cœur, de l'esprit et des bras des prolétaires la seule arme qui, dans la lutte titanesque contre le capital, peut leur assurer la victoire. Et ce ne sont pas tant les partis bourgeois qui mènent l'offensive ; ce sont avant tout les partis « ouvriers », les partis qui n'ont jamais vraiment adhéré au « plus grand mot d'ordre de Marx » ou qui l'ont renié (en reniant du même coup *toute* la théorie marxiste) pour embrasser une version édulcorée et exsangue — tantôt de type libéral ou, si on veut, « libertaire », tantôt ouvertement démocratique — de la théorie bourgeoise des « principes éternels ». Les intellectuels et les hommes de culture que les caprices de la mode avaient rapprochés du marxisme, et qui après s'être brûlé les doigts à son feu implacable se sont réfugiés à nouveau sous l'aile de l'idéalisme, de l'irrationalisme ou même du mysticisme, apportent à ces partis le concours de leurs incomparables « lumières ». Les spontanéistes, qui naissent dans le Parti la synthèse et l'incarnation même du « principe du Mal », l'autorité, couvrent leurs flancs. Les trotskystes, qui ont ravalé la dictature du prolétariat au niveau des « informes parlements ouvriers » impitoyablement raillés par Trotsky, leur servent d'arrière-garde. Et les foules de « novateurs » en tout genre, ceux qui se réclament de Mao ou de Deng, de Castro ou de Ho Chi Minh, ceux

qui radotent de contre-pouvoir ou ceux qui exaltent l'autonomie ouvrière, les acclament et les encouragent.

C'est à cette offensive, unitaire dans sa substance sous ses formes multiples, que les *communistes révolutionnaires* doivent opposer une barrière infranchissable.

Pour Marx, « les révolutions sont les locomotives de l'histoire ». Les grands partis « ouvriers », eux, ont choisi *les réformes.* Nous revendiquons la locomotive de la révolution contre tous les freins — les réformes, précisément — avec lesquels la classe dominante essaie de ralentir et d'arrêter le cours de l'histoire.

Les grands partis « ouvriers » ont découvert une paisible « voie démocratique au socialisme ». Nous proclamons avec le Marx de la *Critique du programme de Gotha* qu' « *entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que* la dictature révolutionnaire du prolétariat ».

Les grands partis « ouvriers » reconnaissent dans le parlement démocratique l'arène de la « voie pacifique au socialisme ». Nous répondons avec les *Thèses du 2e congrès de l'Internationale Communiste* : « *Le communisme* nie *le parlementarisme comme forme de l'ordre social futur. Il le* nie *comme forme de la dictature du prolétariat. Il* nie *la possibilité d'une conquête du parlement ; il se donne comme tâche la destruction du parlementarisme.* »

Les grands partis « ouvriers », copies conformes des partis démocratiques petits-bourgeois, « *ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes* ». Fort logiquement, comme dit Lénine dans *L'Etat et la révolution,* ils « *se représentent la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve, sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches* ». Nous répondons avec le même Lénine : « *La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la* domination politique *du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses* ». A ceux qui rêvent d'un Etat au-dessus des classes, d'un organe qu'il s'agirait seulement de réformer pour le rendre plus représentatif de la volonté populaire et de la mythique égalité de tous les citoyens, nous opposons les fières paroles prononcées par Lénine au nom du prolétariat russe victorieux :

« *L'Etat, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre* [...] *Cet appareil qui s'appelle l'Etat, qui inspire aux hommes une superstitieuse vénération, ajoutant foi aux vieilles fables d'après lesquelles l'Etat, c'est le pouvoir du peuple entier, le prolétariat le rejette et dit : c'est un mensonge bourgeois.*

Cette machine, nous l'avons enlevée aux capitalistes, nous nous en sommes emparé. Avec cette machine, ou avec ce gourdin, nous anéantirons toute exploitation ; et quand il ne restera plus sur la terre aucune possibilité d'exploiter autrui, qu'il ne restera plus ni propriétaires fonciers, ni propriétaires de fabriques, qu'il n'y aura plus de gavés d'un côté et d'affamés de l'autre, quand cela sera devenu impossible, alors seulement nous mettrons cette machine à la ferraille. Alors, il n'y aura plus d'Etat, plus d'exploitation. » (*De l'Etat*, 11 juillet 1919).

Les grands partis « ouvriers » ont inventé autant de « voies nationales au socialisme » qu'il y a d'Etats bourgeois, de nationalités, de « cultures ». Nous répétons avec le Manifeste du Parti Communiste : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie ; on ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas* » ; et avec les Statuts de la I^re^ Internationale : « *L'émancipation des ouvriers n'est pas un problème local ni national, mais un problème social embrassant tous les pays où existe la société moderne* ».

En parfaite cohérence avec le rejet du mot d'ordre central du mouvement communiste, la dictature du prolétariat, et pour les raisons indiquées plus haut, les grands partis « ouvriers » et les intellectuels qu'ils courtisent voient dans le marxisme une « philosophie » *parmi d'autres*, éphémère et passagère comme les autres, subjective et variable, susceptible d'être liquidée ou rafistolée selon les goûts. Nous, nous sommes du côté de Lénine, pour qui « *il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire* » et pour qui la seule théorie de la révolution prolétarienne est le marxisme.

Pour les spontanéistes, l'émancipation de la classe ne peut être que le fruit du *mouvement* dans ce qu'il a de plus directement *immédiat*. Nous répondons par les paroles des Statuts de la I^re^ Internationale (article 7 a, 1872) : « *Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes* ». Nous répondons avec les points 3 et 4 du programme de Livourne du Parti Communiste d'Italie (1921) : « *Le prolétariat ne peut briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production, dont dérive son exploitation, sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti politique de classe* » qui, « *réunissant en son sein la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat* ».

Quant aux trotskystes, ils ont versé dans le vin robuste de la dictature prolétarienne dirigée par le parti de classe la limonade douceâtre d'une « démocratie ouvrière » qui, dans la meilleure hypo-

thèse, implique la reconnaissance de tous les partis plus ou moins composés d'ouvriers, et dans la pire prévoit leur collaboration aux commandes de l'Etat prolétarien. Pour leur répondre au nom de tous, de Marx, d'Engels, de Lénine et de la Gauche communiste, nous donnons la parole aux Thèses du 2e congrès du Komintern sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne : « *Le Parti Communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière* avant *et* pendant *la conquête du pouvoir, mais encore* après *le passage du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière* ». Nous donnons la parole au Trotsky de *Terrorisme et Communisme* qui explique :

« *Le rôle exceptionnel que joue le Parti communiste, lorsque la révolution prolétarienne a remporté la victoire, est bien compréhensible. Il s'agit de la dictature d'une classe. La classe se compose de différentes couches, les opinions et les sentiments n'y sont pas unanimes, les niveaux intellectuels varient. Or, la dictature présuppose unité de volonté, unité de tendance, unité d'action. Par quelle autre voie pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un Parti pourvu d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline intérieure indiscutée. La politique de bloc est en contradiction intime avec le régime de la dictature prolétarienne. Nous envisageons ici non pas un bloc constitué avec les partis bourgeois, il n'en saurait être question, mais un bloc de communistes avec d'autres organisations « socialistes » qui représentent à divers degrés les idées arriérées et les préjugés des masses laborieuses* ».

Voilà les bases sur lesquelles s'était constituée la IIIe Internationale. Voilà le point de départ auquel il faut revenir. Non seulement dans les proclamations de principe, mais dans chaque épisode, dans chaque aspect et chaque manifestation de l'activité de parti.

C'est à cette condition que le prolétariat — enfin redevenu *classe pour soi* et non classe pour le capital — pourra reprendre sa marche vers la victoire.

Le prolétariat et la guerre

Un problème d'une brûlante actualité

La crise capitaliste mondiale ravive et aiguise les antagonismes entre les Etats, rallume des conflits encore pour l'instant *locaux, et prépare les conditions du tournant historique qui verra se reposer le dilemme :* guerre impérialiste mondiale ou révolution prolétarienne mondiale. *Rien n'est donc plus actuel que la republication des articles de la série « Sur le fil du temps » parus dans notre bimensuel* Battaglia Comunista *en 1950 (1) pour rappeler l'appréciation que le marxisme donne des guerres de la bourgeoisie, ainsi que son attitude face aux innombrables « justifications » qui en sont données.*

Au lieu de se laisser éblouir par les aspects changeants, séduisants et trompeurs du quotidien, *ces articles remontent au* fil rouge *qui a toujours guidé le mouvement marxiste révolutionnaire* tout au long *de son histoire en dépit des voix qui s'élevaient pour le renier. Leur actualité vient de ce qu'ils se rattachent à des principes* non *changeants, qui seuls permettent de s'orienter dans les hauts et les bas, les avancées et les reculs, les va-et-vient de la situation* au jour le jour.

Pour jeter les prolétaires dans la fournaise de l'épouvantable massacre de la deuxième boucherie impérialiste (qui venait à peine de s'achever lorsque ces articles ont été écrits), bourgeoisie et opportunisme avaient invoqué les mêmes arguments que ceux qui avaient servi dans la première : défense de la nation, de la civilisation, de la paix, etc. Mais pour rendre la rengaine plus séduisante, on y avait ajouté le fantôme d'un autre « bien » à « sauver » : le « socialisme » en vigueur en URSS, alliée à l'Amérique, à l'Angleterre et à la France.

Une fois le massacre terminé, les mêmes arguments (la patrie retrouvée, la démocratie reconstruite, le socialisme en marche) avaient servi à justifier la « reconstruction nationale » opérée par des gouver-

(1) Il s'agit d'une série de 6 articles publiés dans les nos 9 à 14 (1950) de *Battaglia Comunista.* Nous publions dans ce numéro de la revue les trois premiers articles ; les trois suivants paraîtront dans *Programme Communiste* n° 80.

nements de large coalition comprenant les « représentants des travailleurs » bras dessus bras dessous avec les représentants (sans guillemets, ceux-là) des bourgeois.

Si l' « unité nationale » s'était ensuite rompue avec la guerre froide, c'était uniquement parce que les Grands de ce monde avaient commencé à se disputer sur la manière de se partager les dépouilles des vaincus ; mais les « partis ouvriers » n'avaient pas cessé pour autant de prêcher la démocratie, la collaboration entre tous les citoyens pour le salut de la nation, le désarmement et la paix, en l'honneur de laquelle le prince des intellectuels de l'époque, Picasso, imaginait la célèbre Colombe. On peut même dire que, précisément parce que l'alliance de guerre s'était rompue et qu'on recommençait à parler de la possibilité d'une nouvelle guerre provoquée par la méchanceté de l'un ou l'autre des deux « libérateurs », les slogans de rigueur — l'indépendance nationale, les frontières sacrées de la patrie, la liberté ou le socialisme en danger, la civilisation et la paix ne tenant qu'à un fil, etc. — se faisaient encore plus stridents.

Dans le travail entrepris pour reconstruire dans son intégralité l'édifice de la doctrine marxiste à contre-courant de l'ivresse démocratique et patriotique universelle, il était donc essentiel de rappeler la position que Marx, Engels, Lénine et la Gauche marxiste en général avaient pris sans la moindre hésitation face à la manifestation suprême du « progrès » bourgeois, la guerre, et ce dans l'aire où l'affirmation de la bourgeoisie était historiquement accomplie, l'Europe arrivée à la phase du capitalisme non seulement mûr, mais en putréfaction (2).

Les adversaires du marxisme ont changé depuis de nom et de visage, mais pas de nature. Au contraire, jetant aux orties leur dernier voile de pudeur, ils ont désormais mis le marxisme aux oubliettes en tant qu'outil noble mais inutile — quand ils ne l'ont pas proclamé défunt, ou mortellement en crise. Ils pataugent dans la seule mare qui leur convienne, celle de la démocratie, de la nation, de la patrie, des valeurs morales et culturelles de la vieille Europe bourgeoise, sans autres points de repère que ceux de l'unité nationale, de l'indépendance nationale, de l'économie nationale, de la démocratie universelle. Il n'est donc pas besoin d'être prophète pour prévoir le jour où, les menaces de guerre s'accumulant, ils « choisiront leur camp » dans le sillage de leurs ignobles précurseurs de 1914 et de 1939 — d'autant que leur démocratie s'est indissolublement liée à leur « socialisme » et que plus rien ne permet de les distinguer. Ce jour-là, les prolétaires de tous les pays s'entendront une fois de plus répéter les fables au son desquelles, en moins d'un quart de siècle, leurs grands-pères, puis leurs pères, ont été envoyés s'égorger les uns les autres.

---

(2) C'est en effet de l'aire européenne qu'il s'agit dans ces articles. La question des guerres et des mouvements de libération nationale et coloniale (et de leur caractère progressif) en Asie et en Afrique notamment a été traitée dans de nombreux autres textes de parti, en particulier *Facteurs de race et nation dans la théorie marxiste*, qui paraîtra prochainement en français.

A ce moment suprême il faut se préparer dès maintenant, *en sachant bien qu'à l'heure H, seul un noyau compact de prolétaires qui auront* assimilé *dans un long parcours les contre-poisons du marxisme et se seront organisés autour du parti qui les défend, résistera à l'armée des sirènes démocratiques et patriotiques (et bien sûr « socialistes »), pour opposer au front de la guerre le front de la révolution. Sans ce travail préventif, il serait vain d'attendre « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » ; il serait creux de parler de révolution et de dictature prolétariennes ; il serait utopique de penser au communisme.*

Socialisme et nation

Hier

La place du problème national dans la doctrine marxiste est bien claire dès les formulations du *Manifeste communiste.* Ce texte admirable a un double avantage : il a été écrit à la veille de la montée révolutionnaire de 1848, qui se présentait comme la liquidation des revendications bourgeoises contre les vestiges du féodalisme, libérant aussitôt la voie pour la lutte prolétarienne directe contre la classe capitaliste ; et il donne dans des chapitres distincts l'encadrement théorique et programmatique radical de la question, ainsi que l'application stratégique à la situation de l'époque et des forces en jeu.

La doctrine de la lutte ouvrière contient une révision radicale de l'idée nationale si chère à l'idéologie extrémiste bourgeoise. Elle affirme sans aucune hésitation ni réserve : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas* ». Mais dira-t-on, la patrie est peut-être une idée vague, mais l'Etat national délimité par des frontières précises est bien un fait historique ! A cette objection, il a déjà été répondu : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est au début une lutte nationale, mais dans sa forme, non dans son contenu. Le prolétariat de chaque pays doit évidemment en finir *d'abord* avec sa propre bourgeoisie » (1). Dès lors, le lien entre socialisme ouvrier et internationalisme est établi de manière irrévocable.

Mais l'effondrement de la grande vague révolutionnaire de 1848 n'est pas seulement celui du prolétariat européen qui cherchait à prendre la tête de la révolution, c'est aussi l'échec partiel de la

(1) *Manifeste du Parti Communiste,* 1er Chapitre.

liquidation de formes prélibérales qu'on cherchait à restaurer. Tandis qu'en Europe le despotisme féodal conserve la formidable forteresse russe, les régimes politiques des pays germaniques ne réussissent pas à confluer dans un Etat national nettement bourgeois, cependant qu'en France le coup d'Etat de Louis Bonaparte apparaît comme un retour « à droite » bien que le nouveau régime constitue un abri douillet pour le capital.

De 1848 à 1870, une série de guerres de constitution nationale consolide la formation des puissances capitalistes modernes et joue un rôle essentiel dans la formation de la structure sociale européenne, dans laquelle s'encadrent toujours mieux la lutte de classe ouvrière et le mouvement socialiste. Quant nous répétons que 1871 constitue en Europe le tournant entre cette période et celle de l'impérialisme sans fard et généralisé, nous n'inventons certainement rien.

La guerre franco-allemande de 1870 apparaît comme une agression française, une tentative du Second Empire, avec son militarisme affiché, d'établir son hégémonie en Europe. La Prusse de Bismarck, malgré ses institutions féodales et son militarisme tout aussi déclaré, apparaît injustement menacée : ce qui paraît surtout menacé, c'est la formation d'une nation allemande libre et moderne, puisque l'Allemagne, qui se débat déjà sous le poids féodal des régimes traditionnels de Berlin et de Vienne, risquerait en outre d'être prise en tenaille entre deux empires réactionnaires, l'empire russe et l'empire français. Ce tournant historique n'a pas été compris à fond par les socialistes malgré les puissantes analyses de Marx, jusqu'à ce que la critique léniniste éclaire d'une puissante lumière la situation de 1914-18 et la trahison de groupes entiers de chefs du prolétariat. Il est indéniable qu'avec la guerre de 1939-45 une grande partie de la classe ouvrière mondiale est retombée dans les ténèbres.

Publiée à la veille de la guerre franco-prussienne, la première *Adresse* du Conseil général de l'Internationale parle elle-même, tout en répétant les principes de la solidarité ouvrière internationale, d'une guerre de défense à laquelle les ouvriers allemands participent par la force des choses. Elle ne peut toutefois oublier que l'opposition au sein du corps législatif français — une opposition qui n'était pourtant socialiste qu'en partie, et seulement de nom — a refusé de voter les crédits de guerre au ministère de Napoléon III. Des deux côtés, les socialistes semblent considérer comme une issue favorable la défaite de l'agresseur Bonaparte.

Après la première Adresse du 23 juillet 1870, écrite au moment où les armées françaises faisaient mouvement de manière menaçante, vient celle du 9 septembre, qui suit les défaites que les divisions de Moltke ont infligées, à la stupeur générale, aux divisions françaises. Cette seconde Adresse est une protestation des socialistes allemands et internationaux contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et le pangermanisme naissant. Comme Engels le signale, elle prévoit ce que le compagnon de Marx lui-même ne vécut pas assez longtemps pour voir — à savoir que le pillage militariste en territoire français n'a

pas donné naissance à la liberté allemande mais à une grande guerre « non localisée », une nouvelle « guerre défensive » et « de races, contre les races latine et slave coalisées ».

A partir de ce moment historique, c'est de France que vient la plus grande leçon de l'histoire pour la théorie de la révolution. Le Second Empire s'effondre dans les revers militaires, aux applaudissements des ouvriers français. Mais ceux-ci se trouvent bientôt confrontés à des problèmes terribles. Les bourgeois proclament la République, à laquelle participent les partis et les chefs les plus équivoques du monde politique : opposants plus ou moins authentiques au dictateur, sans compter ceux de la onzième heure, monarchistes orléanistes, républicains bourgeois, bourreaux de la répression anti-ouvrière de juin 1848. Dès cette deuxième Adresse historique, Marx avertit : « la classe ouvrière française se trouve placée dans des circonstances extrêmement difficiles ». Chose remarquable, Marx lui-même n'invoque pas à ce moment le déchaînement de la guerre civile « alors que l'ennemi frappe presque aux portes de Paris », mais il dit aux ouvriers français qu'ils « ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792 ». L'Adresse conclut en se tournant ensuite vers les ouvriers de tous les pays : « *Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que l'annonciatrice de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque pays à de nouvelles défaites des ouvriers battus par les seigneurs du sabre, de la terre et du capital* » (2).

La classe ouvrière italienne s'est elle aussi trouvée, lors de la chute du fascisme provoquée par la défaite militaire, dans une situation extrêmement difficile. Mais les enseignements que l'histoire donna aussitôt après au marxisme, et que Lénine reprit contre la vague honteuse de la trahison de 1914, ne lui ont malheureusement pas suffi. Ses chefs, en l'emprisonnant dans une république plus fétide encore que celle de Monsieur Thiers, lui ont fait totalement oublier son devoir envers elle-même et envers la révolution.

Deux jours seulement après les sanglants événements de mai 1871 Marx put, comme le remarque Engels, écrire des pages qui comptent parmi les plus puissantes pages révolutionnaires à la gloire de la Commune.

Lorsque le 4 septembre 1870, grâce aux ouvriers, flamboie à nouveau dans Paris, comme en février 1848, le cri historique de « Vive la république ! », la France n'est plus un pays agresseur, et l'envahisseur prussien se lance contre la capitale. Le prolétariat a applaudi à la défaite de Napoléon le petit, mais il ne peut encore être indifférent au destin de la nation. Il n'est pas encore mûr pour découvrir son devoir de classe dans toute sa plénitude. Pendant un demi-siècle on commémora la Commune et beaucoup ne surent pas

(2) *Deuxième Adresse du Conseil Général sur la guerre franco-prussienne,* dans *La guerre civile en France,* Editions sociales, 1968, p. 40.

apprécier le poids du facteur patriotique, qui avait incité Garibaldi lui-même à venir offrir son épée à Paris, par rapport au facteur classiste et révolutionnaire. Lénine nous apporta une aide puissante, à nous tous qui dès les premières années avions su lire dans Marx, et avec Marx dans l'histoire. Rapprochons la première et la dernière de ces pages inoubliables. Le premier sursaut des travailleurs de Paris contre la république bourgeoise se produit lorsqu'ils découvrent que les nouveaux représentants de la classe dirigeante fricotent avec les Prussiens. Ils s'insurgent contre eux au cri infâmant, devenu historique, de *capitulards*. Lorsqu'on tente d'enlever ses canons à la garde nationale — qui n'est pas encore une garde ouvrière — l'insurrection éclate. Marx en comprend pleinement le mobile : il rappelle que les documents que les Trochu, les Faure, les Thiers ont abandonnés en s'enfuyant à Versailles fournissaient les preuves de leur connivence avec l'ennemi. L'histoire n'avait pas encore démêlé l'écheveau entremêlé des exigences nationales et des exigences de classe ; les partis socialistes de l'époque suivaient des doctrines inadéquates ; mais le prolétariat comprit que la bourgeoisie française qui manœuvrait pour sauver ses privilèges n'hésitait pas à prendre ses ordres et son argent chez son ami de classe Bismarck, en lui offrant entre autres clauses d'armistice l'engagement de disperser la *canaille* révolutionnaire de Paris. A la fin de la lutte, de leur effort titanesque pour affronter les bourgeois français et l'armée allemande, les fédérés tombent ; mais il reste à l'histoire de la révolution ouvrière le premier exemple historique de sa dictature rouge, en même temps que son émancipation définitive du préalable national, dont le poids avait jusqu'alors été pleinement reconnu par la théorie marxiste. « *La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national. LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX NE FONT QU'UN CONTRE LE PROLETARIAT* » (3) : c'est ainsi que Marx clôt l'un des essais qui expriment le mieux la progression parallèle de l'expérience historique et de la théorie de parti, fût-ce dans la défaite de l'insurrection.

Quand la grande guerre de 1914 éclata et que les socialistes allemands trahirent leur préparation marxiste en la qualifiant sérieusement de « défensive », comme Marx l'avait dit ironiquement quarante ans plus tôt, Karl Liebknecht — c'est Lénine qui le rappelle dans ses thèses de 1915 — leur répliqua qu'avec l'expression de *guerre défensive* les marxistes d'avant 1870 indiquaient en réalité les guerres de développement de la forme capitaliste, alors que celle de 1914 était une guerre impérialiste entre des capitalismes en plein développement : c'était donc une trahison de parler de défense, que ce fût en Allemagne, en France ou en Russie. Cette idée fondamentale, que nous revendiquons ici, est exprimée par Lénine dans ses thèses : à la différence des pacifistes bourgeois et des anarchistes nous comprenons, dit Lénine, la nécessité d'apprécier chaque guerre historiquement dans son caractère spécifique. Il y a eu des guerres qui ont été utiles à l'évolution de l'humanité : depuis la révolution française jus-

(3) *Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs*, dans *La guerre civile en France*, op. cit., p. 87.

qu'à la Commune de Paris (1789-1871) les guerres nationales bourgeoises ont été des « guerres progressives ». Ensuite vient l'impérialisme moderne et ses guerres : la période du « capitalisme progressif » finit en 1871. La bourgeoisie impérialiste moderne « trompe les peuples au moyen de l'idéologie nationale et de la notion de défense de la patrie » alors que ses guerres ne sont que des guerres entre esclavagistes, qui ont « pour enjeu l'aggravation et le renforcement de l'esclavage » (4).

Fidèles écoliers, nous remontons avec Marx et Lénine le long du fil du temps, dont ces maîtres n'ont jamais perdu la direction. En l'abandonnant et en se laissant tomber dans la boue de l'abjuration, les nationaux-communistes se voient aujourd'hui encore dans la période du « capitalisme progressif » : ils ont défini la dernière guerre comme une nouvelle guerre de « libération nationale ». Alors que le phénomène impérialiste, dont les données avaient été mises en évidence par Lénine en 1915, avait atteint dans le quart de siècle qui a suivi une intensité aveuglante !

Aujourd'hui

La théorie léniniste de l'opportunisme, établie en appliquant rigoureusement la méthode marxiste, montre que dans la période relativement pacifique 1871-1914, celui-ci, niant « *le fond du problème,* [c'est-à-dire] *que l'époque des guerres nationales entre les puissances européennes a fait place à l'époque des guerres impérialistes* » (5) allia l'erreur de doctrine à la trahison dans l'action politique ; le contenu de cette trahison était la collaboration des classes, l'abandon de l'action révolutionnaire, la reconnaissance inconditionnelle de la légalité bourgeoise, « *l'alliance des valets de la bourgeoisie avec cette dernière, contre la classe qu'elle exploite* » (6).

La même analyse s'applique à la trahison actuelle des staliniens, qui à l'échelle internationale ont qualifié la guerre des impérialistes américains, anglais et français contre les impérialistes allemands de *guerre de libération* et qui, après avoir dans une première phase pratiqué le compromis impérialiste avec les Allemands eux-mêmes, ont dans la seconde pratiqué l'alliance avec les Occidentaux. Pour cela ils ont dû affirmer que les Occidentaux s'étaient transformés d'impérialistes en « libérateurs » désintéressés, ils ont dû rompre le fil du temps, déchirer les *Guerres civiles* de Marx, fouler aux pieds les thèses de Lénine. C'était un crime d'admettre que les Anglo-Américains avaient cessé d'être impérialistes très exactement entre 1941 et 1945, alors qu'Engels décrivait les premiers comme impérialistes en 1844, et les seconds en 1891 (précisément en commentant le texte de Marx de 1871) ; mais il n'est pas besoin de le démontrer polémiquement

(4) *Le socialisme et la guerre,* juillet-août 1915, *Œuvres,* tome 21, p. 311.
(5) *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale,* janvier 1916, *Œuvres,* tome 22, pp. 117-118.
(6) *Ibid,* p. 119.

aujourd'hui [1950], alors que toute la presse inspirée par Moscou se déchaîne à nouveau contre l'impérialisme agresseur de Washington et de Londres.

L'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou, aussi riche en textes qu'en possibilités de cacher et de falsifier les originaux, ose invoquer comme preuve du fait que Lénine admettait la coexistence entre l'Etat prolétarien et les Etats capitalistes une interview de février 1920, que ceux qui ont su rester fidèles au marxisme connaissent bien, et qui n'est inédite que pour les dernières des crapules (7). Dans cette interview, Lénine se payait magistralement la tête des journalistes bourgeois en invoquant effectivement la coexistence pacifique, mais « *avec les ouvriers et les paysans* [...] *qui s'éveillent à une vie nouvelle, une vie sans exploitation, sans grands propriétaires fonciers, sans capitalistes, sans marchands* ». Ces messieurs de l'Institut coexistent avec des propriétaires fonciers, des capitalistes et des marchands, et ils ne trouvent rien d'autre à sortir de leurs archives ! Lénine répond magistralement à l'allusion à une alliance possible avec l'Allemagne social-démocrate : nous sommes pour une alliance avec *tous* les pays sans en excepter *aucun* ! Et les membres de l'Institut et autres pharisiens picasso-pacifistes ne comprennent pas que cette thèse condamnait et considérait comme une trahison toute éventualité d'alliance politique et militaire avec l'un des rivaux et adversaires impérialistes, qu'il s'agisse de l'Allemagne bourgeoise ou de l'Angleterre et de l'Amérique tout aussi bourgeoises !

La version italienne du repli sur le mensonge national *renverse totalement* la position marxiste du problème en ressuscitant le cadavre du capitalisme progressif qui avait été enseveli par les obus des communards et par la plume de Karl Marx ; c'est la plus pourrie de toutes. La substitution de l'égalité *fascisme* = *féodalisme* à l'égalité lumineuse établie en 1923 *fascisme* = *impérialisme*, marque la chute dans le précipice. Elle vaut cette autre identité non moins bestiale : *Mussolini* = *Louis Bonaparte*, ou encore *Hitler* = *Nicolas Romanov*.

La résistance que le prolétariat de Paris sut glorieusement opposer à la manœuvre de sauvetage du pouvoir bourgeois lors de la chute du dictateur, le parti communiste né à Livourne, trahi par cette erreur fondamentale, ne sut hélas pas même l'ébaucher. Alors qu'il s'agissait de greffer la bataille de classe sur la défaite militaire de l'Etat (qu'il soit despotique ou démocratique) en appliquant le défaitisme de Lénine, on appliqua au contraire un « capitulardisme » à la Trochu et les chefs, exploitant le mot d'ordre creux de *résistance*, mirent les masses au service des armées alliées dont ils étaient les larbins stipendiés.

---

(7) Il s'agit d'une interview publiée le 21 février 1920 dans le *New York Evening Journal* (*Œuvres*, tome 30, pp. 377-379), dont est tirée la citation qui suit. Elle fut republiée en avril 1950 dans la *Pravda* et peu après dans l'organe du PC italien l'*Unità*.

Ils arrivèrent avec pour programme de réunir dans le comité des capitulards non seulement les champions d'une république en toc, comme la république bourgeoise française de septembre 1870, mais même la monarchie fasciste et belliciste. Ils appliquèrent une méthode pleine d'un tel zèle « passéiste » et anti-marxiste qu'ils justifièrent leur trahison par le devoir « national » et le « salut du pays », alors que plus de quatre-vingts ans auparavant les naïfs blanquistes parisiens avaient tiré de leur sentiment pour la « défense de la patrie » la force de se battre contre les deux armées intérieure et étrangère coalisées.

Il s'agit d'un double « capitulardisme » : celui des chefs du prolétariat, qui trahissent la cause révolutionnaire et passent à la collaboration de classe, et celui de la bourgeoisie, qui impose aux travailleurs de renoncer à leur autonomie de classe au nom du préalable de la « nation » et de verser leur sang un jour contre les Anglais, le lendemain contre les Allemands. Quant à la « patrie », la bourgeoisie y tient tellement qu'après s'être d'abord louée aux derniers cités elle s'est ensuite louée aux premiers pour mieux préserver ses intérêts de classe, mais en évitant de leur remettre les « responsables » de la guerre, ceux que Lénine désignait sarcastiquement comme étant tous les propriétaires fonciers et les capitalistes de tous les pays (8) ; mais que de la libération nationale il sorte une Italie qui a renoncé à toute dignité et tout juste bonne à se faire culbuter, la bourgeoisie s'en fiche royalement, encore plus que nous autres réfractaires.

Laissons donc la parole à ceux qui se moquent de la fidélité au *fil du temps* du marxisme — ils sont plus éloquents que nous et que l'histoire, et nous serions incapables de paraphraser tant d'ignominie : « Dès le début de la guerre mondiale, nous avons déclaré que nous appuierions dans le front antifasciste même un mouvement monarchiste qui aurait éliminé Mussolini à temps et qui aurait évité l'entrée de l'Italie en guerre, ou bien, après juin 40, aurait fait sortir l'Italie de la guerre [...] En mars 1944, nous avons appliqué courageusement cette politique : il est vrai qu'il y avait eu le 25 juillet et que l'Italie avait été battue, mais il fallait un *bloc politique national* le plus large possible afin que le *Pays* puisse faire ses premiers pas en avant » (9).

La polémique théorique pourrait poser cent questions, parmi les-

---

(8) Une question de l'interview citée plus haut demandait l'opinion de Lénine « sur l'extradition des responsables de la guerre, demandée par les Alliés ». Et Lénine de répondre : « *Pour parler sérieusement, les responsables de la guerre sont les capitalistes de tous les pays. Livrez-nous tous les grands propriétaires fonciers* [...] *et les capitalistes* [...], *nous leur apprendrons à faire un travail utile, nous les déshabituerons du rôle honteux, vil et sanglant d'exploiteurs et de fauteurs de guerre pour le partage des colonies. Dès lors les guerres deviendront bien vite absolument impossibles* » (*op. cit.*, p. 378).

(9) Extrait de la *Réponse de Togliatti à Gaetano Salvemini* dans *l'Unità* du 9 avril 1950. Le 25 juillet 1943 est la date de la destitution de Mussolini par le roi, suite à la prise de position du Grand Conseil fasciste contre la politique militaire du Duce. En fait l'Italie ne sortit pas de la guerre mais fut envahie par les armées allemandes au Nord et par les Alliés en Sicile.

quelles celle-ci : si on croit à ce bloc national le plus large possible, pourquoi ne comprend-il pas en premier lieu l'Etat engagé dans la guerre ? Pourquoi si on y croit, répétons-nous, n'évite-t-il pas au « Pays » l'issue la plus horrible c'est-à-dire la défaite militaire ? Y a-t-il un seul de ces péchés de l'enfer que Mussolini aurait commis contre ces « intérêts supérieurs de la nation » dont vous avez plein la bouche, y en a-t-il un seul dans lequel n'aient pas trempé le monarchisme et ses alliés de 1944, à l'instar des bonapartistes, des orléanistes et des flics républicains en France en 1870 ?

Mais on peut toujours jongler avec la doctrine, surtout quand on a un appareil de propagande bien subventionné et rodé à une publicité démagogique du type Coca-Cola. La chronologie, en revanche, cause un peu plus d'ennuis à ceux qui revendiquent la « cohérence ». Le mot d'ordre maudit de front antifasciste ne date pas de 1939, mais de 1923. En 1939 et en juin 1940, le stalinisme n'était pas préoccupé d'éviter l'alliance de Mussolini avec Hitler, puisque lui-même était l'allié du Führer dans le partage de la Pologne ; le cri de « rompez les rangs », il le lançait depuis les radios rhénanes aux poilus français, vétérans depuis 1792 de la défense de la liberté. Ce n'est qu'en juin 1941 qu'on recommence le bordel pour emmerder Mussolini et faire le jeu des Anglais puis des Américains, et qu'on identifie la liberté nationale avec la victoire de ceux-ci et leur obscène promenade *off limits*. Et en 1946 on redécouvre que les Américains sont capitalistes, impérialistes et agresseurs.

Sur le fil des dates nous accrochons à l'adresse des social-traîtres un écriteau : Ne touchez pas ! Danger de mort !

Guerre et révolution

Hier

Tous les renégats qui ont quitté le terrain de la classe et de la guerre sociale pour se porter sur celui de la guerre entre les armées des Etats et des nations cherchent leur justification historique dans les traditions françaises de 1792-93 ; or c'est précisément contre ces traditions que Marx mettait le prolétariat parisien en garde, dans un passage si important que Lénine le rappela en 1915 : « L'engouement d'une partie des ouvriers parisiens pour l' « idéologie nationale » (la tradition de 1792) attestait de leur part une défaillance petite-bourgeoise, que Marx avait signalée en son temps et qui fut une des causes de l'échec de la Commune » (10).

(10) *Le socialisme et la guerre, op. cit.*, p. 324.

Nous le répétons nous aussi avec lui. *Repetita juvant.*

Quand Mussolini quitta définitivement le parti de classe et le marxisme (11), il mit sur l'en-tête du *Popolo d'Italia* deux manchettes : « La révolution est une idée qui a trouvé des baïonnettes » — *Napoléon ;* « Qui a du fer a du pain » — *Blanqui.* Et de déverser sa propagande en faveur de la guerre démocratique. libératrice, nationale, socialiste et révolutionnaire — toute cette pacotille au nom de laquelle ses dignes disciples finirent par le pendre la tête en bas.

Le schéma du bourgeois est le suivant : idée — force armée — intérêt de classe. Le schéma du révolutionnaire prolétarien naïf est : idée prolétarienne — force armée prolétarienne — intérêt de classe prolétarien.

Le schéma dialectique marxiste est : intérêt réel de classe prolétarien — lutte de classe prolétarienne — et deux dérivations parallèles : organisation en parti de classe et théorie révolutionnaire ; conquête et exercice armé du pouvoir prolétarien.

Dans le caquetage littéraire, les processus traditionnels de la révolution bourgeoise restent des *modèles* pour la révolution ouvrière. Dans la position scientifique du marxisme, le lien entre les deux révolutions s'exprime autrement : la victoire de la bourgeoisie dans les révolutions qui portent son nom était nécessaire pour libérer les forces productives et laisser le capitalisme prendre son plein essor, ce qui est la condition de la généralisation de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat, et donc de la révolution socialiste. De cette dernière, la révolution bourgeoise a été la prémisse, non le modèle. Le développement des situations historiques remplace les évocations poétiques et les confusions clownesques entre ardeur patriotique et force révolutionnaire, dont nous avons vu les saturnales durant la seconde guerre mondiale dans les *résistances* des partisans ; nous pourrions en voir de pires dans une troisième guerre, de la part de groupes toujours nouveaux de disciples du « mussolinisme », comme nous l'appelons justement.

Les guerres entre la France et les coalitions européennes successives, qui se conclurent par la restauration de la monarchie absolue, représentèrent un stade fondamental pour la diffusion du capitalisme en Europe (diffusion qui ne fut en rien empêchée par la victoire des armées féodales, alliées à l'Angleterre archi-capitaliste). Dans toute cette période historique, non seulement les révolutionnaires bourgeois appliquent une politique de patriotisme et de nationalisme poussé, mais ils entraînent avec eux le prolétariat naissant ; tous deux sont poussés à cette politique, ainsi qu'aux idéologies qui en dérivent, par

(11) Fin octobre 1914 Mussolini, alors directeur de l'*Avanti !*, fut exclu du Parti socialiste italien pour avoir pris face à la guerre une position de « neutralité active », prélude à son adhésion à la guerre aux côtés des Alliés, qu'il défendra dans le *Popolo d'Italia.*

la nécessité sociale d'abolir les dernières entraves féodales. Ceci ne signifie pas pour autant que le choc militaire des Etats et des armées *se substitue* à la guerre civile entre les classes qui se disputent le pouvoir. Le fait déterminant du développement social reste la lutte entre les classes, qui s'allume successivement dans tous les pays ; sans cela nous ne pourrions expliquer le déroulement même des guerres, avec la généralisation du militarisme moderne et son nouveau caractère de masse. Les Jacobins eux-mêmes, malgré la nouvelle « bataille des Thermopyles » qui se jouait aux frontières de la France (et dont le Léonidas, Dumouriez, ne tarda pas à trahir et finit comme un traître) ne détournèrent jamais le centre de leur attention de la lutte intérieure.

Les coalitions commencèrent lorsque la monarchie avait encore le pouvoir sous une forme constitutionnelle, et les révolutionnaires extrémistes accusèrent les monarchistes, puis les républicains modérés, d'avoir provoqué les guerres : « Avant de déclarer la guerre aux étrangers, détruisons les ennemis de l'intérieur..., faisons triompher la liberté à l'intérieur, et aucun ennemi n'osera nous attaquer : c'est avec le progrès philosophique et le spectacle du bien-être de la France que nous étendrons l'empire de notre révolution, non par la force des armes et la calamité de la guerre ». La réalité dialectique est bien autre chose que les clichés romantiques et l'histoire romancée à la mode. Le 10 août 1792, les modérés dominent à l'Assemblée Législative nationale, tandis que les Jacobins tiennent le Conseil Général de la Commune. La guerre semble terminée, mais la trahison du général monarchiste La Fayette provoque la chute de Longwy, puis de Verdun, et la nouvelle que les Prussiens de Brunswick marchent sur la capitale arrive à Paris. La Commune fait sonner le tocsin, le peuple se réunit et demande des armes, Danton entre à l'Assemblée et lui impose des mesures de défense militaire. Mais les sans-culottes ont plus urgent à faire que de rejoindre le front : avant de marcher avec leurs « épiques colonnes » vers Châlons, ils courent aux prisons et font justice des inculpés contre-révolutionnaires que le gouvernement tarde à faire juger.

Ce n'était pas « notre » révolution et nous ne lui demandons pas de modèles, mais nous pouvons en tirer des enseignements. Comme le marxisme l'a mis en évidence, la révolution vint de la machine plus que de la guillotine ; mais pour ses propres acteurs et ses idéologues les plus résolus, la révolution vint plus de la guillotine que du canon ; c'est au Temple, non à Valmy ou à Jemmapes, qu'elle remporta la bataille décisive.

Nous savons que le marxisme a considéré les guerres de la période 1792-1871 comme des guerres de développement ; pour simplifier, on peut les appeler guerres de progrès, mais sans tomber dans le piège des « guerres de défense ». Lénine remarque en effet à juste titre qu'elles peuvent être aussi des guerres « offensives », et que dans l'hypothèse de guerres entre Etats féodaux et Etats bourgeois les marxistes pourraient « justifier » l'action de l'Etat le plus

avancé, « indépendamment de qui a commencé les hostilités ». L'argument était directement polémique et visait les socialistes français et allemands qui étaient *les uns et les autres* pour la guerre sous le vil prétexte de la « défense ». Ceci veut dire : si à un moment historique donné une guerre se trouvait être « révolutionnaire », elle serait à soutenir même si elle n'était pas défensive. Au fond, si elle existe, la *guerre révolutionnaire* est typiquement une guerre d'offensive, d'*agression*. Cet argument dialectique battait en brèche la basse hypocrisie de toutes les campagnes qui mobilisent les masses pour la guerre en faisant semblant de ne pas la préparer et de ne pas vouloir les hostilités, mais d'être contraints à repousser la guerre préparée et voulue *par l'ennemi*.

Ce n'est donc pas en vertu du critère moraliste de la défense, diamétralement opposé au sien, que le marxisme a porté une appréciation sur les guerres qui vont de la date classique de 1792 à 1871, mais en se plaçant du point de vue de l'effet des guerres sur le développement général ; bien souvent, dans sa critique, il a considéré comme utiles et accélératrices des initiatives d'offensive militaire, comme par exemple celle de Napoléon III en 1859 et celle de la Prusse en 1866. Il ne s'agit donc pas de dire que jusqu'en 1871 le parti marxiste était pour la « défense de la patrie » ou pour la « défense de la liberté », mais de tout autre chose.

Après la victoire de la contre-révolution en 1848, Marx et Engels, nous l'avons souvent répété, ne regrettèrent pas seulement que le prolétariat n'ait pas vaincu, mais aussi qu'un obstacle historique ait subsisté à la pleine affirmation du pouvoir bourgeois dans toute l'Europe. Il était hélas bien clair que les ouvriers et les socialistes auraient encore à donner un coup de main et à verser leur sang pour ces buts qui n'étaient pas directement les leurs. Mais de là à accepter, fût-ce dans la propagande, les principes et les concepts de *nation*, de *patrie* et de *démocratie* propres aux bourgeois (comme le font sans pudeur les ex-marxistes d'aujourd'hui), il y a loin. Si la constatation historique que nous avons faite devait amener à une telle conclusion, toute la vision politique de la lutte de classe et du rôle propre du prolétariat s'écroulerait. Une chose est de dire : pour l'établissement complet du système productif capitaliste, il y aura encore des luttes menées sous les drapeaux des idéologies patriotiques et nationales, et le prolétariat a intérêt à ce que ces luttes soient victorieuses ; autre chose est de faire siennes les revendications patriotiques et nationales en elles-mêmes. De 1848 à 1871, Marx et Engels suivirent le droit chemin sans la moindre hésitation ; aujourd'hui que cette position historique ne se répète pas et appartient à un lointain passé, nous voyons une double trahison : le mensonge qui falsifie la situation en soutenant que les conditions de la lutte de classe font défaut et qu'il faut encore satisfaire des exigences *préalables* de libération nationale ; et l'infâmie consistant à mener ces campagnes non comme des revendications historiques passagères, mais en adhérant ouvertement aux idées générales et anti-classistes d'*intérêt national* et de *devoir patriotique* en tout temps et en toute phase historique.

Après 1848, par exemple, Engels est furieux que la bourgeoisie allemande soit lâche et retardataire au point d'être incapable de liquider les vestiges du féodalisme, et il suivra par une analyse patiente et détaillée les coups de fouet que l'histoire lui donnera dans les épisodes de 1859, 1866, 1870... Mais dès 1850 il critique impitoyablement l'idéologie et la politique des réfugiés démocrates comme Mazzini, Ledru-Rollin et autres, et il déchire à belles dents un texte du « Comité Central Démocratique Européen ». Il s'agissait de mouvements qui font la paire avec les blocs récents d'émigrés antifranquistes et antifascistes, et avec la propagande qui nous a empoisonnés pendant toute la guerre de 1939-45. Ecoutons Engels : « Donc : progrès — association — loi morale — liberté, égalité, fraternité — famille, commune, Etat — caractère sacré de la propriété, crédit, éducation — Dieu et Peuple... le résumé de cet évangile est un Etat social où Dieu constitue le sommet et le peuple, ou comme on le dit ensuite, l'*humanité,* la base. C'est-à-dire que ces messieurs croient en la société actuelle où Dieu est notoirement le sommet, et la vile plèbe la base » (12). L'ironie est féroce, et la citation n'a pas besoin d'être plus longue. Un siècle a passé. Mais de quels autres plats se nourrit donc la propagande kominformiste ?

Dans sa préface de 1874 à la *Guerre des paysans,* Engels revendique toutes ses invectives et ses apostrophes contre le sourd bourgeois allemand, et ses complaisances dialectiques pour Solférino, Sadowa, Sedan. Un étourdi le prendrait pour un précurseur de l'*Anschluss :* « Les Allemands d'Autriche doivent maintenant se poser une bonne fois cette question : Qu'est-ce qu'ils veulent être : Allemands ou Autrichiens ? A quoi tiennent-ils le plus : à l'Allemagne ou à leurs appendices transleithaniens étrangers à l'Allemagne ? » (13).

Quel raciste cet Engels ! Quel matériel pour la légende du couple pangermaniste Marx-Engels, semblable au couple panslaviste Lénine-Trotsky !

L'analyse critique marxiste n'est pas dupe de la forme bâtarde et semi-bourgeoise du régime d'Etat de Berlin après la fondation de l'Empire. Du fait même que toutes les institutions féodales n'ont pas disparu, ce type d'Etat peut sembler une dictature de classe imparfaite, comme le sont du reste à l'époque les républiques parlementaires bourgeoises elles-mêmes. Sous prétexte que ces gouvernements bâtards ne sont pas directement des comités d'affaires de la classe industrielle, la spéculation réactionnaire a tenté de leur assurer l'appui de mouvements équivoques de corporatisme ouvrier. Avec son admirable prescience historique, Engels définit le régime de l'empire Hohenzollern après la victoire de 1870 comme *bonapartiste.* Dans la préface citée de 1874, il revendique d'avoir déjà donné cette défini-

(12) Dans la *Neue Rheinische Revue - Politisch - œkonomische Revue,* n° 5-6, mai-octobre 1850.

(13) Préface de 1870 à *La guerre des paysans,* Paris, Ed. Costes, 1936, p. 170. Les « appendices transleithaniens » désignent la Hongrie (la *Leitha* étant l'affluent du Danube qui sépare celle-ci de l'Autriche).

tion dans la *Question du logement* de 1872. Un tel régime *semble*, comme la première et la seconde dynastie napoléoniennes, avoir un réseau bureaucratique et militaire plus puissant que les classes. Mais il a pour fondement, explique Engels, le cours impétueux du capitalisme : développement industriel résolu, naissance d'un prolétariat nombreux et conscient, transplantation, depuis la France du Second Empire, non seulement des milliards d'indemnités de guerre, mais de « l'indice le plus certain de la floraison industrielle, la *spéculation* [...] attachant à son char de triomphe comtes et ducs » (14). Cette analyse pourrait apprendre beaucoup à tous ceux qui cherchent la clé de formes bourgeoises tout à fait actuelles. Mais attention : Engels ne propose pas une campagne pour une forme pleinement démocratique contre le *bonapartisme* allemand sous prétexte que celui-ci est une forme bourgeoise de retour en arrière ! Le bonapartisme a été la voie pour tirer la Prusse de l'époque féodale, pour la sortir de son état « *semi-féodal* ». Les formules d'Engels sont toujours limpides : « Le bonapartisme est en tout cas une forme moderne d'Etat qui a comme condition la suppression du féodalisme » (15). En plaisantant, Engels fixe à 1900 la fin de ce pénible processus de « bourgeoisification » du pouvoir allemand, mais il souhaite à chaque pas que la force prolétarienne puisse bientôt abattre en bloc les nobles, les junkers, les propriétaires fonciers et les industriels bourgeois.

En 1914, le développement économique allemand est devenu un des faits *prééminents* de la scène mondiale : ses données conduisent Lénine à le désigner comme l'un des impérialismes-types. Et voilà que les sociaux-chauvins à la Mussolini réussissent dans tous les grands pays (l'Italie exceptée) à convaincre les gens que la guerre contre le Kaiser est la guerre révolutionnaire par excellence, sous prétexte que l'empire allemand voudrait non pas disputer des marchés impérialistes pour son appareil industriel ultra-moderne, mais restaurer l'époque féodale ! Guerre donc pour défendre la révolution démocratique bourgeoise, toujours menacée, toujours à refaire !

Aujourd'hui

La puissante démolition de l'opportunisme effectuée par Lénine et la Troisième Internationale se fonde donc sur des positions politiques et sur des directives marxistes qui déclarent *close* la phase des luttes pour l'antithèse féodalisme-capitalisme. Elle s'applique intégralement à l'appréciation de la seconde guerre impérialiste qui a éclaté en 1939.

De même qu'on peut déduire du texte d'Engels qu'après la situation de la fin du siècle la prochaine guerre ne pouvait plus être une guerre de liquidation du féodalisme, de même on peut déduire du

(14) *Ibid.*, p. 171.
(15) *Ibid.*

texte de Lénine de 1915 que la seconde guerre impérialiste, et toutes les autres, ne pouvaient pas plus que la guerre de 1914 être définies comme des guerres de défense et de libération nationale, de quelque côté que ce soit.

Lénine le dit explicitement : notre tâche ne sera correctement remplie que par « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile [...] *On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie* [de la guerre civile, de la victoire de la lutte de classe] » (16).

Tous ceux qui, d'un côté quelconque du front, ont soutenu pour la guerre de 1914 la politique de la guerre de défense, de la guerre nationale, de la guerre démocratique, en imposant silence à la lutte de classe au nom de ces buts bourgeois, ont trahi la ligne de Marx et Engels. De même *tous ceux qui* dans la guerre de 1939, dans tous les pays bourgeois, en Allemagne, en France, en Angleterre, en Amérique, en Italie, ont appuyé la guerre des gouvernements en collaborant avec eux militairement et politiquement, ont, exactement au même titre, trahi la ligne de Lénine, la seule ligne révolutionnaire prolétarienne.

Et en effet, de même qu'en 1914 on voulut voir renaître le féodalisme dans le *kaiserisme* de l'Allemagne devenue un des premiers Etats industriels, de même en 1939 on le répéta à propos de l'Allemagne de Hitler et de l'Italie de Mussolini. On soutint également qu'une issue de la guerre favorable aux Allemands et une défaite de pays démocratiques comme la France, l'Angleterre et l'Amérique auraient ramené l'histoire d'un siècle en arrière et rendu à nouveau nécessaire une révolution libérale, c'est-à-dire la révolution bourgeoise. Comme alors, on invoqua et on pratiqua le bloc de l'union sacrée avec les gouvernements capitalistes occidentaux ainsi qu'avec les partis bourgeois d'opposition aux gouvernements de Berlin et de Rome, donnant ainsi de l'oxygène à ces oppositions pratiquement mortes qui ne méritaient plus que d'être enterrées ; *on renonça à la lutte de classe et à la guerre civile.*

La guerre fut interprétée par les nouveaux social-traîtres comme une guerre « révolutionnaire » au sens de la révolution bourgeoise. La question a un autre aspect, que ce « Fil du temps » ne traite pas pour l'instant : celui de la « guerre révolutionnaire prolétarienne » ou de ce qu'on a appelé la « défense nationale révolutionnaire », qui serait à l'ordre du jour après la conquête du pouvoir par les ouvriers. Lénine lutta durement aussi contre les mensonges et les fausses positions de cette thèse, et il dut étriller les Kamenev et les Zinoviev, puis surtout les Boukharine et les Staline. Mais ici nous ne faisons état que des justifications de la guerre au nom de la soi-disant « révolu-

(16) *Le socialisme et la guerre*, op. cit., p. 324.

tion » anti-féodale et bourgeoise. On ne peut nier qu'il fut fait une véritable orgie de ces justifications dans la propagande contre l'Axe, dans le sillage des radios anglaise et américaine. Si la propagande contre l'Axe s'était fondée sur des motifs classistes, d'abord on n'aurait pas dû passer par la phase d'alliance Berlin-Moscou pour le partage de la Pologne ; on n'aurait pas eu l'adhésion servile et toujours d'actualité à l'exaltation de la « libération nationale » ; en Italie par exemple, on n'aurait pas eu l'apologie du « second Risorgimento » et de la « révolution libérale », auxquels s'identifièrent les retours au pouvoir de quelques imbéciles, anti-fascistes impuissants, anti-ouvriers de vieille date, vieux mussoliniens typiques, écœurants, datant de la première orgie guerrière aux flonflons de la démocratie bourgeoise, nostalgiques de la lointaine victoire de la première guerre mondiale, qui fut comme d'habitude due aux armées étrangères, puisque la plus haute entreprise nationale eut pour nom *Caporetto* (17).

La révolution bourgeoise fut dans l'histoire une chose sérieuse et elle marqua de son empreinte des guerres grandioses. Les deux dernières guerres en Europe ne furent pas des guerres révolutionnaires, mais des massacres d'esclaves du capital.

Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire

Hier

Idée fondamentale : il y a deux types de guerres. Les guerres *bourgeoises progressives*, de développement antiféodal, de libération nationale ; les guerres impérialistes. Date séparant les deux époques : 1871, Commune de Paris. Le mouvement du prolétariat mondial se porte sur le plan de la Révolution, il rompt avec la Nation. Voulons-nous entendre répéter cette idée par Lénine ? Ecoutons. Résolution des bolcheviks à l'étranger, 4 mars 1915 :

> « L'une des formes de mystifications de la classe ouvrière est le *pacifisme* et la propagande abstraite de la paix. En régime capitaliste, et particulièrement à son stade impérialiste, les guerres sont *inévitables*. Mais, par ailleurs, les social-démocrates ne sauraient nier la valeur positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire de guerres non impérialistes, telles que celles menées de 1789 à 1871 pour le renversement de l'oppression nationale et la création, à partir d'Etats morcelés, d'Etats

(17) Nom de la déroute de l'armée italienne devant les Autrichiens en octobre 1917.

capitalistes nationaux, ou encore de guerres *éventuelles* visant à sauvegarder les conquêtes d'un prolétariat *victorieux* dans sa lutte contre la bourgeoisie » (18).

Bien avant la révolution russe, par conséquent, Lénine ajoute un troisième type de guerre aux deux précédents : celui d'une guerre entre un Etat où la révolution prolétarienne a vaincu et des Etats où domine encore le capitalisme.

Mais avant de nous occuper de ce troisième type, nous ne pouvons pas ne pas compléter la citation, à la honte de ce mouvement (19) qui reproche aux impérialistes de croire à la guerre et qui débite des boniments sur la possibilité de la paix non seulement entre les puissances impérialistes, mais même entre celles-ci et celle qu'on prétend être un gouvernement du prolétariat, sans changement des régimes politiques en place dans tous les pays :

> « A l'heure actuelle, une propagande *de paix* qui n'est pas accompagnée d'un appel à *l'action révolutionnaire* des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment, l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une *paix dite démocratique* sans une *série de révolutions* est profondément erronée » (20).

Et maintenant, voyons calmement. D'abord, un rappel pour ceux qui prétendent que la *première* guerre impérialiste mondiale a été une guerre du premier type, une guerre de libération. Puis, un rappel pour ceux qui prétendent que la *deuxième* guerre impérialiste était une guerre du premier type, c'est-à-dire une guerre de progrès et de libération, *ou bien* une guerre du troisième type, une guerre de défense d'une révolution prolétarienne. Enfin le grave problème historique : la *troisième guerre* éventuelle sera-t-elle encore et toujours du premier type, comme ne manqueront pas de le prétendre les écœurants quakers du gangstéro-capitalisme américain, ou sera-t-elle du troisième type, comme on le prétendra dans le camp opposé ?

La rectification de la position historique prolétarienne est *inséparable* pour les trois périodes. Les inversions, les contradictions et les retournements historiques dans ces questions sont un clair symptôme de cette peste que le vaccin léniniste n'a hélas pas réussi à éliminer : l'opportunisme propre à ceux qui *cherchent à faire croire que la guerre impérialiste a une signification bourgeoise progressive de libération nationale* (cf. Lénine, 1915). La puissance de la dialectique permet de définir en 1915 l'ignominie de 1945...

La polémique de 1914 éclate. Les sociaux-chauvins lisaient le Manifeste Communiste de la manière suivante : certes, il y est écrit que « *les prolétaires n'ont pas de patrie* » ; mais ensuite, ils en acquièrent

(18) *La conférence des sections à l'étranger du POSDR, Œuvres*, tome 21, pp. 161-162.
(19) Allusion au *Mouvement de la paix*, créé par les partis staliniens occidentaux.
(20) *La conférence..., op. cit.*, p. 162.

une. Quand ? C'est tout le problème. Le texte dit, immédiatement après : « *Comme le prolétariat de chaque pays doit conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dominante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national ; mais ce n'est pas au sens bourgeois du terme* » (21). Or que disent les sociaux-chauvins ? Que ce passage se produit avec l'avènement des institutions démocratiques, c'est-à-dire avec la révolution libérale bourgeoise ! Est-ce qu'en Italie en 1914 nous avons un Etat parlementaire ? Incontestablement ! Donc le prolétariat a la « domination politique », il est déjà constitué en « classe nationale », et donc il doit monter au front au service de la bourgeoisie !

Une longue bataille contre l'interventionnisme démocratique et pour démontrer que le prolétariat n'a la domination politique que quand il a détruit celle du capitalisme fut définitivement gagnée, avec l'aide de Lénine, quand on parvint à faire rentrer dans la tête de ceux qui se croyaient marxistes (certains de bonne foi) que le prolétariat n'est classe dominante que lorsque l'Etat bourgeois parlementaire a été brisé par la révolution armée, et que la dictature prolétarienne ôte le droit d'ouvrir politiquement la bouche non seulement aux bourgeois, mais aussi à leurs laquais menchéviks et sociaux-chauvins. *Pas avant.*

En 1914, seules les bourgeoisies sont des *classes nationales,* et la guerre est une guerre de suprématie entre elles, *solidaires en tant que classe, ennemies en tant que nations.* En revanche, les guerres du premier type de Lénine (1789-1871) ont servi aux bourgeoisies à se constituer en « classe nationale » dans les différents pays. Ce fait était, pour le marxisme, « positif ». N'oubliez pas : dans le processus *progressiste* et *libérateur* à des fins bourgeoises, Marx, Engels, Lénine soulignent cent fois la *centralisation* des Etats bourgeois sur les ruines du morcellement féodal : là aussi, et depuis un siècle, en sens *contraire* des féodalismes petit-bourgeois, utopistes, anarchisants et irrédentistes. Le marxisme explique ces guerres dialectiquement, les petits-bourgeois en font l'apologie avec leurs misérables petites idéologies littéraires et philistines.

Pour que la centralisation économique soit pleinement réalisée, il faut donc la victoire politique des différentes bourgeoisies nationales. Sous le régime féodal, la bourgeoisie n'est pas une classe nationale : sous le pouvoir de l'aristocratie il n'y a pas de véritables formes et valeurs *nationales* au sens propre, d'une part à cause des autonomies féodales locales, de l'autre à cause de l'étroitesse extrême des cercles militaires et bureaucratiques — tandis que l'Eglise, elle, est supranationale.

L'Etat national et « populaire » naît avec la bourgeoisie, avec ses prétentions à représenter la liberté et les revendications de toutes les classes pour pouvoir « mettre en mouvement », dans l'intérêt de son propre développement économique et social, les grandes masses qu'elle doit diriger et exploiter.

(21) *Manifeste du parti communiste,* chap. II.

Mais c'est *elle-même* que la bourgeoisie constitue en classe nationale, non ses esclaves salariés qui lui servent de soldats dans les guerres de libération. En restant fidèles à la théorie de la lutte de classe, non celle de « Strouvé-Brentano » (dont Lénine se moque en l'appelant *marxisme libéral*), mais celle de la lutte *pour la dictature,* il est bon que nous autres marxistes de gauche n'oubliions pas que les termes de *nation, peuple, démocratie,* correspondent tous à la *collaboration entre les classes sociales,* c'est-à-dire à l'emprisonnement du prolétariat à l'intérieur des limites de l'Etat capitaliste. Avant 1848 en Allemagne, avant 1917 en Russie, cela avait un sens précis, dialectique et anti-bourgeois, de menacer la bourgeoisie, qui ne savait pas se constituer en classe nationale, de la remplacer même dans cette tâche face aux ultimes barrières féodales, en prenant en main la révolution et la nation. Dans les pays de capitalisme socialement et politiquement établi depuis longtemps, où les couches que l'on désigne du terme général de « classes pauvres » n'ont désormais plus de poids par rapport aux véritables adversaires en présence, la bourgeoisie et le prolétariat salarié, nous n'avons plus à marcher vers la Nation, ni *avec* la bourgeoisie ni *contre* elle, mais seulement vers *l'Internationale.*

En 1914, donc, et au cours des années suivantes, nous convainquîmes notre chétif contradicteur opportuniste que la guerre n'était progressive d'aucun côté du front, mais *impérialiste.* Qu'est-ce qui définit l'époque impérialiste ? Est-il possible qu'après Lénine elle se soit close pour ouvrir la voie à d'autres guerres de type progressif ? Les libéraux pourraient le soutenir, s'il leur reste encore de la salive, et se vanter d'avoir remporté contre nous une victoire scientifique, mais on ne peut le faire sans se vanter du même coup d'avoir remporté une victoire *contre Marx* et *contre Lénine.*

La définition de l'impérialisme est en effet la suivante (Lénine dans son *Anti-Kautsky,* citant *L'impérialisme*) :

> « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » (22).

Ces caractères se sont-ils estompés entre la première et la deuxième guerre mondiale, ou bien se sont-ils au contraire accentués de façon terrifiante ? Qu'est-ce donc qui pouvait faire de la deuxième guerre mondiale, de cette entreprise de pillage à travers les océans, à l'échelle de continents entiers, une guerre de premier type, progressive et libératrice ?!

L'opportuniste, le chauvin façon 1939-45 a toujours un alibi à invoquer contre l'histoire. En Allemagne, en Italie, ailleurs, la démocratie parlementaire qu'on avait conquise a été victime d'un *attentat,* elle a

(22) *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Œuvres,* tome 28, p. 239.

été supprimée, piétinée. D'où le caractère sacré de la guerre visant à la *restaurer*. D'où le caractère de la guerre, non pas impérialiste, au grand jamais, mais guerre du premier type, guerre juste du côté des progressistes et des *libérateurs* américains et anglais !

Mais dans l'analyse de Lénine, que pouvait bien changer le fait que le parlement et la légalité aient été violés ? Certainement pas les caractères économiques et sociaux de l'époque, on vient de le voir. Historiquement, la bourgeoisie était et est restée « classe nationale » ; on peut même dire que les formes national-socialistes et de syndicalisme d'Etat ont accentué la concentration. Les formes d'oppression policière étaient déjà *pleinement prévues* par les marxistes. Lénine explique le soi-disant légalitarisme d'Engels sur la fin de sa vie : messieurs les bourgeois, tirez les premiers ! Autrement dit, sortez de la légalité, et nous en sortirons à notre tour pour la révolte armée et la dictature rouge ! Ce mot d'ordre dialectique a été inversé par les traîtres : messieurs les bourgeois, sortez de votre légalité et nous autres, pauvres niais, nous entrerons en lutte pour la restaurer !

C'est *précisément* parce qu'entre les deux guerres mondiales ont existé les systèmes allemand et italien, mais en réalité universels, de strict pouvoir capitaliste moderne, que la seconde a été *plus* impérialiste que la première. Lénine savait aussi cela :

> « La dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la *violence* [c'est Lénine qui souligne] exercée contre la bourgeoisie ; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite [...] par l'existence du *militarisme* et de la *bureaucratie*. Or ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70 du XIX[e] siècle, époque à laquelle Marx fit sa remarque, n'existaient pas. (Maintenant elles existent et en Angleterre et en Amérique) » (23).

Maintenant elles existent, écrivait Lénine *dès 1918*, ô banqueroutiers de la chronologie ! Ceux qui en 1942 ont feint de ne voir l'impérialisme qu'en Allemagne et en Italie, et le « progressisme » à l'Ouest, ne peuvent avoir le culot d'invoquer ce texte et d'autres piliers du marxisme. Surtout si en 1940 ils ont serré la main du premier !!!

Mais ce n'est pas tout :

> « Le capitalisme prémonopoliste, dont l'apogée se situe précisément entre 1870 et 1880 se distinguait, en raison de ses caractères *économiques* primordiaux qui furent particulièrement typiques en Angleterre et en Amérique, par le maximum — toutes proportions gardées — de pacifisme et de libéralisme. »

C'est Lénine qui souligne, pour qu'un quelconque idiot n'aille pas s'imaginer qu'Engels et Marx croyaient que certains traits psychologiques

(23) *Ibid.*, p. 247.

ou idéologiques auraient fait défaut au « barbare » allemand (qui est d'ailleurs de la même race). Mais maintenant c'est nous qui soulignons :

> *« L'impérialisme, lui, c'est-à-dire le capitalisme de monopole, dont la maturité ne date que du XX^e^ siècle, se distingue, en raison de ses caractères économiques primordiaux, par le minimum de pacifisme et de libéralisme, par le développement maximum et le plus généralisé du militarisme. »*

Les disciples du stalinisme pourront-ils jamais se décharger de la responsabilité de leurs quatre ou cinq années de fieffée propagande qui avalisait le militarisme occidental comme le champion de la paix et de la liberté ? Une telle politique, entièrement identique à celle des libéraux et des démocrates bourgeois, peut-elle être défendue sans repousser intégralement la vision des caractéristiques économiques et politiques du capitalisme du vingtième siècle *établie par Lénine* ?

Aujourd'hui

La totale identité de la politique de guerre des staliniens et de celle, disons, d'un Churchill, ou d'un de Gaulle, d'un Amendola ou d'un Roosevelt sur un front commun entièrement « antiféodal » et « révolution démocratique », ne change rien à l'effronterie de la diversion tentée par les premiers. Convaincus d'avoir tenté de « faire tourner en arrière la roue de l'histoire » avec la revendication d'un retour à la démocratie bourgeoise, d'un recul du capitalisme impérialiste au capitalisme prémonopoliste (retour qui, si on le prenait au sérieux, serait aussi réactionnaire qu'au XIX^e^ siècle un retour du capitalisme libéral à la féodalité), ils disent qu'ils l'ont fait au contraire tourner en avant. Certes, ils ont inspiré aux alliés « libérateurs » leur propagande de guerre, mais ce n'était qu'une ruse, leur but réel étant d'empêcher la victoire militaire des armées allemandes qui auraient envahi la Russie et détruit le premier Etat ouvrier. Cela valait bien une série de « messes » célébrées selon le rituel démocratique qui est, messieurs les staliniens le savent aussi bien que nous, la plus grande des stupidités pensables.

Cette horrible dernière guerre veut donc être tout sauf de l'impérialisme capitaliste. Elle veut échapper à son temps, à sa propre histoire, faire passer les clés du déterminisme économique, qui fonctionnèrent si bien aux mains de Marx et de Lénine, pour des crochets d'idéologues égarés. Si on n'admet pas qu'elle fut une campagne de défenseurs sentimentaux et généreux de la démocratie progressive à base de bonbons atomiques, alors elle prétend qu'on l'élève au rang de guerre révolutionnaire du prolétariat mondial.

Cette seconde manière de présenter l'épouvantable massacre pose une série de problèmes historiques ardus. Une fois établie, selon les caractères économiques essentiels définis par Lénine et au-delà des caractères raciaux et littéraires, la nature capitaliste et impérialiste

des Etats vaincus de Berlin et de Tokyo, comme de leurs vainqueurs de Londres et de Washington (des journaux qui tirent mille fois plus que celui-ci les traitent finalement de fascistes, mais pour nous il n'y a pas de pire insulte que de les traiter de bourgeois), il reste à savoir dans quelle catégorie on classe la puissance étatique et militaire de Moscou.

Il reste à reconstituer la position des régimes du prolétariat vainqueur face aux attaques militaires dans les exemples historiques qui sont à notre disposition. Le rapport entre la Commune de Paris et l'armée prussienne, tandis que se prolongeait la guerre civile, est un premier exemple. Puis, l'histoire de la révolution russe. Juste après février 1917, en Russie et ailleurs, l'opportunisme veut tirer argument de la chute du tsarisme pour transformer la guerre despotique en une guerre démocratique, et il lance le mot d'ordre de la *défense nationale révolutionnaire.* Lénine arrive avec ses thèses historiques d'Avril et le mot d'ordre de la liquidation de la guerre. Kautsky lui rétorque que les menchéviks étaient pour l'efficacité de l'armée, et les bolchéviks pour sa désorganisation. Lénine réplique :

> « La guerre impérialiste ne cesse pas d'être impérialiste lorsque les charlatans ou les phraseurs, ou les philistins petits-bourgeois lancent un « mot d'ordre » à l'eau de rose, mais seulement lorsque *la classe* qui mène cette guerre et lui est attachée par des millions de fils (si ce n'est de câbles) économiques, est *renversée* en fait et remplacée au pouvoir par la classe vraiment révolutionnaire, *le prolétariat.* Il n'est pas d'autre moyen de s'arracher à la guerre impérialiste, de même qu'à une paix de rapine impérialiste » (24). (A nouveau, c'est Lénine qui souligne.)

Le prolétariat triompha, il eut l'armée *rouge,* et il fit la guerre. Mais les guerres de 1918-1920 en Russie furent révolutionnaires parce qu'elles étaient conduites contre *les deux camps* de l'impérialisme bourgeois, les alliés et les Allemands, *y compris quand ils se battaient entre eux.*

La polémique contre Kautsky fit ressortir toute l'ignominie du *centrisme.* La social-démocratie d'extrême-droite épousa, en France, la cause de l'Entente en la déclarant progressive. Dans les pays allemands elle épousa, pour les mêmes raisons, celle des Empires centraux. Kautsky, encore plus jésuite, trouva juste que le prolétariat appuie *partout sa* nation dans la guerre. La révolution russe, au contraire, lutta à la fois contre les deux forces mondiales sans en choisir aucune, et elle eut le dessus.

Quelle « révolution », en vingt ans, dans les positions, pour aboutir à la politique qui admet que les forces de l'Etat et des partis « prolétariens » se rangent *d'abord* avec *l'un* des deux camps impérialistes contre-révolutionnaires, *puis* avec *l'autre* !

Ombre classique et tourmentée du renégat Kautsky, les staliniens te saluent !

---

(24) *Ibid.*, p. 292.

La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale

Une première conclusion

L'étude que nous avons entreprise dans le n° 68 de cette revue et poursuivie dans les n°s 69-70, 73, 74, 76, 77 et 78, a fini par prendre une physionomie et un caractère qui ne correspondent plus du tout à ce que suggère son titre. Ce qui devait être une analyse du débat entamé dans le PC russe courant 1926 (et qui s'est prolongé durant toute l'année 1927) autour des problèmes posés par la crise interne de l'URSS et les événements internationaux, et par leurs reflets sur le mouvement ouvrier et communiste, est devenu une *introduction*, longue et détaillée, à cette analyse. Il y a à cela deux raisons essentielles.

Nous étions partis de la lettre écrite le 28 octobre 1926 par Amadeo Bordiga à Karl Korsch, pour essayer de mettre en évidence les raisons qui ont empêché les « oppositions » italienne et allemande de se rencontrer en 1926 (et *a fortiori* les années suivantes) sur le terrain de la résistance à la dégénérescence du parti russe et de l'Internationale. Ce sont ces mêmes raisons qui poussaient la première à s'affirmer solidaire de l'Opposition Unifiée (tout en en réaffirmant des divergences anciennes et bien connues) et à vouloir rester, pour un temps au moins, dans le Komintern, la seconde à rompre avec l'une et avec l'autre, en se plaçant sur un terrain jugé dès ce moment-là par nous inacceptable.

Cette recherche visait en même temps à faire un peu plus de lumière sur l'histoire non seulement du Parti allemand, mais de l'Internationale elle-même, afin d'avancer vers une analyse non superficielle des vicissitudes des nombreux courants qui s'opposaient (ou prétendaient s'opposer) au stalinisme en Europe après 1927.

L'axe de notre étude s'est cependant très vite déplacé de l'Europe centrale et occidentale vers l'URSS. Ce « changement de cap », qui a pu surprendre, voire décevoir certains lecteurs, nous était imposé de manière déterministe par la constatation suivante : la véritable question à élucider n'était pas celle du désaccord entre les deux courants représentés par Bordiga et Korsch, dont les origines et les positions étaient trop *différentes et discordantes* pour qu'ils puissent en quelque sorte se « rencontrer » ; la véritable question était celle de la fracture qui s'était ouverte au sein du « Parti de Lénine », un parti qui, malgré une succession de crises et de frictions internes, avait constitué jusqu'à quelques années auparavant un bloc *unique* et *unitaire*.

Mais une fois engagés dans cette voie, il nous fallait inéluctablement reparcourir à reculons tout l'arc de temps qui sépare *objectivement* la Russie économique et sociale de 1926 de celle de 1921, et qui en même temps sépare *subjectivement* la vision léninienne, unitaire et globale, des tâches de la dictature prolétarienne en Russie et de la NEP, des visions toujours plus discordantes et partielles qui affleuraient progressivement aux deux extrêmes (si on peut employer ce terme) du Parti.

Pour comprendre ces visions déformées, il était tout aussi indispensable de remonter à Lénine et à sa bataille constante pour maintenir le Parti, qui était en même temps le nerf de l'Etat, sur la voie clairement prévue et formulée à la lumière du marxisme. Ensuite, il fallait essayer de mettre en évidence dans le sous-sol économique et social russe (inséparable, bien entendu, du fond mondial du rapport de force entre les classes) les *bases matérielles* des multiples désaccords — pas seulement en matière de « politique économique » — qui ont éclaté dans le PC russe et gagné de là l'Internationale. En d'autres termes, il fallait faire ressortir les *bases matérielles* qui ont permis la victoire du stalinisme, agent de la transformation capitaliste nationale de l'URSS et, par contre-coup, de la désorganisation et du désarmement d'abord, puis de la dispersion complète du mouvement communiste et ouvrier mondial.

Il fallait donc reconstituer le cours cahotique des positions prises par les divers courants du Parti au cours des trois années qui ont précédé la crise finale de 1926-27, en parallèle avec le processus contradictoire de l'évolution économique et sociale en Russie et dans le monde ; il fallait chercher dans celui-ci la clé du processus non moins contradictoire des alignements politiques, et même de l'histoire « personnelle » des principaux protagonistes de la crise interne du PC russe, une histoire qui était certes conditionnée en partie par leur passé politique, mais qui n'en découlait pas toujours directement.

C'est ainsi que le filon originel s'est divisé en une série multiforme et complexe de filons dont il fallait suivre les développements au moins dans leurs grandes lignes, afin de mettre en évidence les raisons de leurs éloignements et de leurs rapprochements, ou à l'inverse de leurs

rapprochements et de leurs éloignements (1), qui étaient le reflet « matérialistement » déterminé d'un cycle historique riche d'antagonismes inconciliables.

Le tableau que nous en avons tiré ne prétend être ni complet, ni définitif. Il n'en constitue pas moins la seule trame, développée ici plus ou moins exhaustivement, permettant une analyse marxiste sérieuse de cette période tourmentée, en échappant aux banalités de la chronique comme aux misères de l'hagiographie ou, à l'opposé, de la démonologie.

Ceux qui s'adonnent à de pareilles « disciplines » ne voient dans la crise des années 1926-27 qu'un épisode accidentel, dû à des facteurs *imprévus* d'ordre essentiellement *personnel*, et tels qu'une conjonction différente de ces facteurs aurait donné un cours différent. Tout ce qu'on peut faire selon eux, c'est donc d'*enregistrer* dans les minutes de l'histoire ce qui s'est effectivement passé. Nous voyons au contraire dans cette crise un tournant crucial, dont les répercussions profondes se font sentir encore aujourd'hui dans le mouvement ouvrier, ce qui nous donne mille raisons supplémentaires d'y reconnaître l'effet d'un heurt catastrophique de forces *matérielles* ; et nous devons comprendre *pourquoi*, étant donné une conjonction bien précise de facteurs prévisibles, et en réalité *prévus*, d'ordre *impersonnel* (ce qui ne veut pas dire exclusivement « objectifs ») les choses *devaient* se passer de cette façon.

Nous savons que pour comprendre ces événements, il nous faut chercher leurs causes dans une chaîne longue et complexe, qui fait notamment intervenir le processus de formation des partis de la III[e] Internationale (y compris le parti russe), les solutions apportées centralement et localement aux problèmes tactiques, les méthodes d'organisation et de direction adoptées, l'inertie de traditions pluridécennales, le poids des conquêtes limitées et des défaites dévastatrices du mouvement prolétarien, etc. Cela explique aussi pourquoi cette recherche des causes à la lumière d'une méthode rigoureusement matérialiste est la seule qui permette de ne pas s'arrêter à un enregistrement objectif du *fait accompli*, mais oblige à aller plus loin, et permet ainsi de recueillir un patrimoine d'enseignements précieux et de confirmations lumineuses, que nous avons appelés les « leçons des contre-révolutions ».

***

Nous sommes ainsi arrivés *au seuil* du grand « débat » de 1926-27 Les tendances qui, dans l'analyse effectuée jusqu'ici, semblaient être

(1) On aurait tort de voir là un simple jeu de mots. Ce qui fait les tourments, mais aussi les délices de l'historiographie courante, c'est précisément l'alternance « paradoxale » de positions *inversées* chez les porte-parole de la « droite » et de la « gauche » du PC russe, et leurs brusques « renversements de front ». Inutile de dire que l'explication de ce phénomène est hors de sa portée, et qu'il s'agit pour elle d'un mystère insondable.

les fils épars d'un écheveau embrouillé, vont se regrouper début 1926 en deux grands faisceaux qui se heurtent sur le terrain *théorique* et par conséquent aussi sur le terrain *politique*. Encore une fois, ce n'est pas par hasard. Les faits implacables de l'évolution sociale, économique et politique *mondiale* élargissent les problèmes posés aux grands militants bolchéviks. Ils n'ont plus seulement affaire à des problèmes apparemment isolés et passagers de politique économique russe, ces problèmes qu'ils cherchaient tous à résoudre en cohérence rigoureuse avec la doctrine marxiste, et à la solution desquels tous contribuaient sans qu'on puisse donner *entièrement* raison ou tort aux uns ou aux autres. Maintenant, ils sont confrontés à des problèmes qui touchent le patrimoine *tout entier* du Parti et de l'Internationale, tout son patrimoine théorique, programmatique, tactique et organisatif.

Pour nous, il est bien certain que le sort du mouvement communiste russe et mondial ne se décidait pas dans l'arène du débat sur la « question russe ». En réalité, il s'était *déjà* décidé sur le terrain des *rapports matériels des forces*. Mais il est tout aussi certain que cette bataille authentique *devait être livrée*, sous peine de ne laisser aux générations futures que les cendres de la grandiose épopée d'Octobre.

Même si ce n'est que pendant quelques mois, — mais des mois denses de tragédies sur tous les fronts de la guerre mondiale de classe — l'Opposition Unifiée russe, dépassant ce qui avait séparé et même opposé ses composantes, s'est levée pour défendre la tradition classiste, internationaliste, révolutionnaire du mouvement ouvrier, et elle s'est battue jusqu'au bout pour sauver cette tradition de l'assaut convergent des liquidateurs. Pour les avoir ressentis à l'époque, nul n'est plus conscient que nous des insuffisances, des hésitations et des silences qui, comme c'était inévitable étant donné les événements antérieurs rappelés dans notre étude, entachaient sa bataille malheureusement presque solitaire. Mais la place de l'Opposition Unifiée dans l'histoire du communisme ne saurait être appréciée au vu des « faiblesses » collectives du passé et du présent ; ce qui lui donne tout son poids, c'est qu'elle a eu la capacité de s'élever, malgré elle, *à la hauteur des principes*, à un moment où le mouvement tout entier dégringolait dans le bourbier de l'absence de principes et le présentait comme modèle aux générations futures.

L'étude que nous avons entreprise — et qui ne pourra reprendre, pour entrer enfin dans l'analyse du débat de 1926-27, que dans quelques temps — a donc élargi, du moins nous l'espérons, l'optique dans laquelle nos principaux textes de parti ont toujours présenté et commenté la terrible *débâcle* de ces années-là, mais elle ne l'a absolument pas modifiée. Dans cette optique le parti de classe, et par conséquent ses militants, même les plus grands, sont sans aucun doute un puissant *facteur* de l'histoire, mais aucune vertu miraculeuse ne peut les soustraire au destin d'être en même temps un *produit* de l'histoire, d'une histoire non pas étroitement nationale, mais internationale.

C'est pourquoi la postérité n'a pas le droit de juger le parti bolchévik d'après ce qu'il était inévitable qu'il devienne *après* la défaite — mais avec quels soubresauts jusqu'à la fin ! — ni d'après ce qu'il avait non moins inévitablement *commencé* d'être dans les phases d'éclipse qui ont précédé son écroulement. Elle doit le juger d'après ce qu'il a su *incarner* dans cette bataille que l'historiographie conformiste prend pour une folle et passagère donquichottade : ce parti saigné à blanc par la guerre civile, étouffé par l'isolement de la dictature du prolétariat dans un pays essentiellement paysan, a trouvé la force, avant de succomber sous le poids écrasant d'une conjoncture historique à tous points de vue défavorable, de produire en son sein une avant-garde décidée à défendre et à revendiquer à contre-courant, envers et contre tout, le patrimoine tout entier du marxisme.

Cela explique aussi qu'en reconstituant les escarmouches qui ont précédé le heurt théorique et politique au sein du PC russe (et accessoirement de l'Internationale), nous ne pouvions nous borner à chercher les causes proches ou lointaines de son issue, ni les points faibles qui existaient même chez les porte-parole des positions théoriques les plus solides. Nous avons pu, au contraire, redécouvrir *chez tous* les protagonistes, chez les vaincus comme chez les vainqueurs apparents (la droite « boukharinienne », qui sera mise en déroute à son tour quelques années plus tard), au moins *un fragment* des grandes vérités de classe, au moins un point de référence pour le mouvement communiste cherchant à atteindre la victoire par un chemin ardu, à travers le dédale du monde bourgeois et les mille séductions de ses « valeurs » empoisonnées.

En fait, le duel théorique et politique s'est déroulé entre enfants d'une même souche, qu'un cours historique funeste a condamnés à chercher leur voie, péniblement et seuls, dans les conditions objectives les plus défavorables. Avant de les massacrer tous, le stalinisme les a laissés croiser le fer une dernière fois, dans une bataille dont il n'était pas partie prenante. Cette bataille *n'était pas, ne pouvait pas être la sienne.* Une seule chose l'intéressait dans son issue : recueillir les dépouilles des combattants pour en tirer un titre de légitimité à son propre triomphe en Russie et dans le monde et, ainsi armé, liquider — y compris physiquement, comme il le fera par la suite — l'obstacle gênant et dangereux que représentait pour lui le Parti de la révolution d'Octobre. Même les rares fois où les « devoirs de leur charge » ont obligé ses hommes à y prendre la parole, le stalinisme est resté *en dehors* du grand duel ; il était engagé dans l'administration du capital et de l'Etat national, il n'avait ni le temps ni l'envie de participer à un tel débat. C'est pour cela que nous ne l'avons même pas évoqué dans notre travail.

Si, dans cette étude, nous avons longuement montré les faiblesses de l'Opposition, tant dans la conception du cycle historique que traversait la Russie, que dans les grandes questions de tactique et d'organisation du Parti russe et surtout de l'Internationale, il faut souligner que malgré ces faiblesses la bataille farouche de l'Opposition de 1926-27

s'inscrit dans « *la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie, à la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne* ». Mais il faut souligner aussi à quel point la persistance de ces faiblesses a contribué à *aggraver* la défaite de ces années-là. Comprendre cela est capital, c'est tirer un enseignement inappréciable pour « *la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste* », la rude tâche de rétablir la *ligne* révolutionnaire, dans laquelle nous sommes engagés, et qui « *distingue notre Parti* ».

En 1926, cette ligne *ne pouvait pas* être rétablie. Mais c'est seulement en se rattachant à la bataille désespérée menée ces années-là qu'on pourra la rétablir dans toute sa puissance.

LA "MALADIE INFANTILE"

CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS

(Sur la brochure de Lénine : « La maladie infantile du communisme »)

I. La scène du drame historique de 1920.
II. Histoire de la Russie, ou de l'humanité ?
III. Points cardinaux du bolchévisme : centralisation et discipline.
IV. La trajectoire accélérée du bolchévisme.
V. Lutte contre les deux camps antibolchéviks : le réformisme et l'anarchisme.
VI. La clé des « compromis permis par Lénine ».
VII. Appendice sur les « questions italiennes ».

Une brochure de 100 pages - Prix : 7 F.

L'Afrique, proie des impérialismes

Les deux premières parties de cette étude ont paru dans Programme Communiste *n°s 76 et 77.*

III - Les investissements étrangers en Afrique

« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, écrit Lénine dans son *Impérialisme,* c'était l'exportation des *marchandises.* Ce qui caractérise le capitalisme actuel, c'est l'exportation des *capitaux* ». Nous avons montré dans le chapitre précédent de cette étude comment le continent africain était enserré dans la toile d'araignée de la finance internationale. Si l'étude du pillage financier nous a permis de mettre en lumière non seulement la pression économique de l'impérialisme mais également sa pression sociale et politique, l'étude des investissements directs doit nous donner des indications sur le pouvoir réel des différents impérialismes et le degré de soumission des classes dirigeantes locales à leurs maîtres.

En effet, en investissant directement ses capitaux, l'impérialisme ne se comporte plus seulement en créancier possédant des « droits » sur le produit social (et donc également sur la manière de mener la politique des pays débiteurs), mais carrément en dirigeant d'entreprises industrielles, commerciales et bancaires (1) ; en tant que tel, il tend à se subordonner l'Etat local, tout comme il l'a fait pour son Etat « national ».

Ce qui pousse les capitalistes à investir hors des frontières nationales n'est pas difficile à deviner : ils cherchent à réaliser de meilleurs taux de profit (ou, ce qui revient au même, à lutter contre la baisse

(1) Rappelons qu'on entend par investissement direct la création d'entreprises, de succursales ou de filiales, ainsi que les prises de participation donnant effectivement le contrôle d'entreprises, à l'exclusion de participations purement spéculatives visant non à contrôler la direction et la gestion mais à placer des capitaux dans le seul but immédiat d'un dividende élevé (*investissements de portefeuille*). On y ajoute les prêts des sociétés-mères à leurs filiales, qui rapportent des *intérêts* à côté de la participation aux bénéfices.

tendancielle du taux de profit) en dirigeant leurs capitaux vers les pays de capitalisme plus jeune, où la composition organique du capital est plus faible (et donc le taux de profit, toutes choses égales par ailleurs, théoriquement plus élevé) et les salaires beaucoup plus bas. Marx notait déjà dans le Livre III du *Capital* que les capitaux investis dans les colonies

> « sont en mesure de rendre des taux de profit plus élevés parce qu'en raison du moindre développement le taux de profit y est d'une façon générale plus élevé et plus élevée aussi, grâce à l'emploi d'esclaves, de coolies, etc., l'exploitation du travail » (2).

Comme Lénine le fera remarquer plus tard en critiquant la théorie de Rosa Luxemburg sur l'impérialisme, c'est là, et non parce qu'il serait impossible de « réaliser » autrement la plus-value, que réside toute l'importance pour le capitalisme impérialiste des zones moins développées :

> « Ce n'est pas au nom de la « réalisation de la plus-value », mais au nom des *commodités* de l'exploitation (« fouet », travail gratuit, etc.) que le capital s'est transplanté dans les pays sauvages. Le pourcentage est plus élevé ! Un point c'est tout. Le pillage des terres (gratuité), les emprunts à 12-13 %, etc., etc., voilà où est la *racine* » (3).

A l'époque où la production est concentrée dans d'énormes trusts qui ne peuvent plus contenir leurs immenses besoins de profit dans le cadre étriqué de la nation, ce phénomène de l'exportation de capital devient la *norme* de l'activité économique, la condition *sine qua non* de la vie du capitalisme. Et cette tendance devient nécessairement pathologique à l'heure où un cycle d'accumulation capitaliste touche à sa fin, où la baisse tendancielle du taux de profit se fait de plus en plus durement sentir (4), et où la prise de possession d'entreprises est un atout indispensable dans la guerre commerciale internationale. On peut aisément se rendre compte sur le tableau 1 de l'accroissement constant des flux d'investissements directs des grands pays impérialistes, dont le rythme a globalement triplé en l'espace d'une décennie ; d'autres chiffres montreraient que leur poids relatif (mesuré par exemple

(2) Marx, *Le Capital*, Livre III, ch. XIV (Ed. Sociales, tome IV, p. 250).

A la lecture d'un article se proposant « un survol des théories explicatives des mouvements d'investissements directs », on constate que toutes ces théories partent du besoin des capitaux d'obtenir un taux de profit supérieur à ceux existant sur le marché mondial : elles ne diffèrent entre elles que sur les modalités de l'explication. L'une « privilégie la recherche de la maximisation du taux de rendement du capital en s'appuyant sur des considérations monétaires ou financières » ; l'autre voit comme moyen de cette recherche « une allocation optimale des facteurs de production » ; la dernière insiste sur « le rendement du capital par secteurs d'activité » (*Banque* n° 354, sept. 1976). On voit que la « science économique » bourgeoise a dit son dernier mot depuis bien longtemps et ne fait aujourd'hui que répéter... ce que le marxisme expliquait déjà il y a plus de cent ans...

(3) Notes marginales de Lénine sur « L'accumulation du capital » de Rosa Luxemburg, *Leninskii Sbornik*, vol. XXII, Moscou, 1933, p. 346.

(4) Voir « Cours de l'impérialisme mondial », *Programme Communiste* n° 78.

TABLEAU 1 - FLUX D'INVESTISSEMENT DIRECT DES PRINCIPAUX IMPERIALISMES OCCIDENTAUX
(Moyennes annuelles)

millions de $	1967-69	1970-72	1973-75	1976-77
Etats-Unis	5.331	7.573	11.562	11.911
Canada	223	305	751	650
Japon	183	479	1.846	1.816
France	297	454	905	1.308
Allemagne	491	1.160	1.866	2.608
Pays-Bas	382	542	1.347	1.374
Grande-Bretagne	1.024	1.573	3.357	3.564
Total 7 pays	7.931	12.086	21.634	23.231

Source : Fonds Monétaire International, **World Summary of International Transactions, 1967-72 ; Balance of Payments Yearbook,** Supplement to Vol. 29, Dec. 1978.

par rapport au PNB des pays exportateurs de capitaux) a lui aussi fortement augmenté.

L'hypocrisie capitaliste présente naturellement l'investissement direct comme la forme noble de l' « aide au développement », qui serait susceptible de « créer » la richesse dans les pays industriellement sous-développés. Cette prétention est doublement mensongère. D'abord, parce que les machines ne créent aucune valeur, mais ne font que transmettre une valeur déjà produite : elles sont du « travail mort » et ont besoin du travail vivant, de la sueur de l'ouvrier, pour que la valeur qu'elles contiennent se transmette au produit fabriqué et devienne socialement utile. Les investissements productifs ne créent donc nullement la richesse, mais permettent à la société de produire de façon plus productive. Ce n'est évidemment pas négligeable, mais dans la *société capitaliste,* cela se produit de façon contradictoire : la machine au service de la recherche du profit devient un instrument de dilapidation de la nature et de la force de travail active, en même temps que des larges masses de la population sont littéralement éjectées de la production. Ce phénomène prend naturellement un caractère catastrophique dans les pays à peine entrés dans le tourbillon capitaliste : l'écart béant entre la productivité du secteur moderne et celle des vieux modes de production élimine ces derniers, désormais liés au marché, sans pouvoir intégrer les populations dans le secteur moderne. Mais le capitalisme qui provoque par son avance irrésistible la misère généralisée, donne en même temps la clef du problème : en mettant les machines au service de l'humanité tout entière, le communisme pourra donner une impulsion nouvelle aux forces productives, en faisant participer l'ensemble de la population au travail productif, et nourrir l'humanité affamée tout en diminuant radicalement le temps de travail dans le cadre d'un *plan mondial unique.*

D'autre part, c'est précisément dans l'investissement international que le capital révèle le mieux sa véritable nature parasitaire : son but

TABLEAU 2 - TAUX DE RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

	1967	1973	1976
Monde entier	8,1	9,0	7,8
Pays sous-développés	13,7	16,9	14,7

Sources : Calculs effectués en rapportant les chiffres des profits fournis par : FMI, **Balance of Payments Yearbook,** aux stocks d'actifs, fournis, pour le monde entier, par ONU, **Transnational Corporation in World Development : A Re-examination,** New York, 1978, p. 236 ; pour les pays sous-développés, par les publications de l'OCDE citées au tableau 3.

n'est que le profit et sa dynamique est la concentration de la richesse à un pôle de la société. Deux chiffres très simples le montrent de manière éloquente : le montant cumulé de tous les investissements directs réalisés entre 1971 et 1977 s'élève d'après le Fonds Monétaire International à 113,5 milliards de dollars ; mais les *profits* des investissements s'élèvent à 130,9 milliards de dollars (encore ce chiffre est-il certainement sous-évalué), soit en définitive une *entrée nette* de capitaux en faveur des pays investisseurs de 17,4 milliards de dollars (5). Tout se passe comme si, à partir d'une *mise initiale,* la part de la richesse mondiale prélevée par les pays exportateurs de capitaux grandissait chaque année d'elle-même, à un rythme de 10 % par an. Voilà bien la forme moderne de l'usure !

Certes, les flux d'investissements directs internationaux ne se dirigent pas seulement vers les pays du Tiers Monde, mais aussi vers les pays développés. Ceci est notamment dû aux différences de taux de profit existant entre les pays industrialisés et impérialistes eux-mêmes, mais surtout à deux raisons. La première est que si le rendement du capital est supérieur dans les pays sous-développés, le marché de l'investissement y est relativement étroit ; en revanche si le taux est plus faible dans les pays plus anciennement capitalistes, la masse des profits dégagés y est malgré tout plus grande. La seconde raison est que l'investisement direct n'est pas uniquement fonction du profit qu'il peut immédiatement rapporter, mais qu'il fait partie de la stratégie globale des grands monopoles, qui cherchent à conquérir le marché

(5) Fonds Monétaire International, *Balance of Payments Yearbook,* Supplement to vol. 29, Dec. 1978. La sous-évaluation des profits mentionnée provient du fait que les profits réinvestis dans le pays « d'accueil » ne sont pas toujours pris en compte dans les statistiques.

Les bourgeois qui parlent hypocritement d' « aide » sont évidemment parfaitement conscients de ce résultat. Ainsi, lorsqu'à la fin des années 60 le gouvernement britannique voulut restreindre les exportations de capitaux en raison de la situation de la balance des paiements, le patronat s'empressa de protester que « *le capital investi outremer rapporte un meilleur taux de profit qu'aucun autre emploi possible des mêmes fonds* » et qu' « *à long terme, l'investissement outremer renforce la balance des paiements, comme le montre n'importe quelle étude de l'investissement direct à l'étranger de n'importe quel pays au cours du dernier quart de siècle* » (Industrial Policy Group, *The case for overseas direct investments,* Londres, 1970).

TABLEAU 3 - LES INVESTISSEMENTS IMPERIALISTES DANS LES CONTINENTS DOMINÉS
(Valeur cumulée en fin d'année)

	1967		1976		Actifs étrangers en %
	milliards $	%	milliards $	%	du PNB (1976)
Amérique latine	18,4	50,5	36,5	46,8	8,9
Moyen Orient	3,1	8,5	2,2	2,8	1,3
Asie/Océanie	5,0	13,7	20,4	26,2	7,5
Afrique	10,0	27,3	18,9	24,2	10,6
Total 3 continents	36,5	100,0	78,1	100,0	7,6

Sources : OCDE, **Les actifs correspondant aux investissements directs du secteur privé des pays du CAD dans les pays en voie de développement — Etat à la fin de 1967**, Paris 1972 ; **Les investissements privés étrangers dans les pays en développement — Etude documentaire** (ronéoté), Paris, 17 juillet 1978 ; les chiffres de l'Afrique incluent ceux de la République Sud-Africaine, estimés à partir des données de : South African Reserve Bank, **Quarterly Bulletin.**

mondial. C'est la raison pour laquelle la part relative des pays développés dans les avoirs extérieurs des grands pays exportateurs de capitaux a augmenté encore plus vite, jusqu'à la crise de 1975, que celle des pays sous-développés. Mais les chiffres du tableau 2 montrent clairement l'intérêt pour l'impérialisme d'aller investir dans ces derniers : les taux de profit y sont en effet nettement supérieurs à la rentabilité moyenne des investissements directs à l'étranger.

C'est en Afrique que le poids des investissements étrangers est le plus lourd

Une estimation officielle de la valeur des actifs des pays impérialistes dans les continents dominés est donnée par les chiffres de l'OCDE résumés dans le tableau 3. Ces chiffres donnent pour les années 1967 et 1976 la valeur globale cumulée des investissements directs à l'étranger en fin d'année (ou *stock* d'investissement direct, à ne pas confondre avec le *flux* qui représente la valeur des investissements effectués une année donnée). Leur signification doit être appréciée en tenant compte du fait que les actifs sont estimés à leur valeur *comptable*, et non réelle : en d'autres termes, les capitaux sont inscrits à leur valeur d'origine, sans tenir compte des variations de valeur de la monnaie : ainsi un investissement de 100 millions de dollars en 1967 est porté pour la même valeur qu'un investissement de même valeur nominale en 1977, alors qu'entretemps la valeur des biens industriels que l'on peut se procurer avec la même quantité de dollars a été divisée par deux. En outre, les méthodes d'évaluation de l'investissement peuvent varier selon les pays (prise en compte ou non des bénéfices réinvestis, seuil de contrôle définissant un investissement direct, etc.). Pour donner une idée de la différence entre la valeur comptable et la valeur réelle, nous prendrons l'exemple du Gabon : selon l'OCDE, le

stock comptable d'investissements étrangers y était de 425 millions de dollars en 1973 et de 700 en 1976 (voir tableau 7, p. 47). Mais le *Department of Commerce* américain donne pour 1974 le montant réel de 1.300 millions de dollars (6), soit au moins le double de la valeur comptable.

Les mêmes différences doivent cependant se retrouver plus ou moins dans tous les pays et continents, si bien que même si nous ne pouvons avoir une estimation précise des avoirs réels de l'impérialisme dans les continents dominés, le tableau 3 donne néanmoins une idée approximative de l'importance relative de chaque continent. Ainsi, au cours de la dernière décennie, les grandes modifications ont été le désinvestissement dans le monde arabe (qui correspond aux prises de participation des Etats locaux ou aux nationalisations pétrolières en Afrique du Nord et au Moyen-Orient), et la forte croissance de l'Asie, les autres régions conservant à peu près leur place. En gros, l'Amérique latine compte pour un peu moins de la moitié des investissements réalisés, l'Afrique dans son ensemble pour un quart et l'ensemble de l'Asie pour un autre quart. Ces proportions donnent une idée de l'importance de chaque continent pour l'impérialisme pris « dans son ensemble ». Mais pour évaluer la pression impérialiste qui s'exerce à travers l'investissement direct, les stocks doivent être mis en rapport avec la taille économique des différents continents. On voit sur le même tableau que malgré un stock global d'investissements inférieur de moitié à celui de l'Amérique latine, c'est en Afrique que le poids de l'investissement étranger rapporté à la richesse produite annuellement (mesurée par le PNB) est le plus grand : 10,6 %, contre 8,9 % pour l'Amérique latine et 7,5 % pour l'Asie ; la raison en est simplement que la production annuelle de l'Afrique représente moins de la moitié de celle de l'Amérique latine dans son ensemble.

Nous avions déjà vu que l'Afrique était, par la structure de son commerce extérieur, le continent le plus dépendant de l'impérialisme et, parce qu'il est aussi le plus endetté, celui où l'exploitation financière est la plus lourde. L'étude de l'investissement direct ne fait que confirmer que c'est en Afrique que la pression économique et politique de l'impérialisme atteint les records. L'analyse des chiffres par zone (tableau 4) est encore plus révélatrice, et montre en particulier que le poids des investissements étrangers est beaucoup plus élevé que la moyenne en Afrique centrale et surtout en Afrique du Sud, véritable semi-colonie de l'Occident impérialiste.

L'Afrique du Sud, paradis capitaliste et enfer esclavagiste

Selon l'estimation faite au tableau 4, la seule Union Sud-africaine totalisait fin 1976 8,7 milliards de dollars d'actifs étrangers, soit 46,2 % de tout l'investissement direct des pays de l'OCDE en Afrique. Mais si

(6) US Department of Commerce, *Overseas Business Reports*, « Marketing in Gabon », mars 1976.

TABLEAU 4 - LES INVESTISSEMENTS IMPERIALISTES EN AFRIQUE
(Valeur cumulée en fin d'année)

	1967		1976		Actifs étrangers en % du PNB (1976)
	milliards $	%	milliards $	%	
Afrique du Nord	1,8	17,9	1,2	6,4	2,0
Nigeria	1,1	11,1	2,0	10,6	6,9
Afrique Centrale	3,7	36,9	7,0	36,9	12,1
Afrique du Sud (RSA)	3,4	34,0	8,7	46,2	27,4
Total Afrique	10,0	100,0	18,9	100,0	10,6

Sources : Voir tableau 3.

l'on ajoute les pays qui sont dans la stricte mouvance économique de l'Afrique du Sud, c'est-à-dire la Namibie, la Rhodésie, le Swaziland, le Lesotho, le Botswana, le Malawi et la Zambie (7), ce chiffre passe à 50,4 %, soit la moitié des investissements impérialistes en Afrique. C'est dire l'importance de la région du point de vue des investissements (qui n'est pas le seul !) pour l'impérialisme mondial.

Réciproquement, le poids des investissements étrangers dans l'économie sud-africaine est considérable, puisque la part des actifs étrangers dans l'ensemble de l'industrie manufacturière s'élève à 40 %, chiffre comparable à celui de la Turquie (41 %) et de l'Australie (42 %) mais supérieur à celui du Brésil (29 %) et à plus forte raison des pays d'Europe comme la Grande-Bretagne (16 %) ou la Suède (8 %) (8).

L'Afrique du Sud intéresse vivement de longue date la finance internationale — avant tout anglo-saxonne, mais également française, allemande et suisse — pour ses énormes richesses minières, sur lesquelles nous reviendrons dans la prochaine partie de cette étude. Les capitaux étrangers sont également investis dans l'industrie manufacturière : en 1967, 30,4 % des capitaux étrangers étaient investis dans l'industrie, et 27,6 % dans les mines et le pétrole ; les chiffres correspondants étaient 33,7 % et 22,6 % en 1970 (9). L'écart n'a pu que se creuser depuis.

(7) Selon l'annuaire anglais *Africa South of Sahara 1978-79*, les 5 milliards de rands (5,7 milliards de dollars) d'avoirs de l'Afrique du Sud à l'étranger en 1976 sont principalement placés en Rhodésie, en Zambie et au Malawi. Sur ce total, 40 % consistent en investissements directs.

(8) United Nations, *Transnational Corporations in World Development: a Re-examination*, New York, 1978, p. 263. De son côté le *Moniteur du Commerce International* (n° 265, 24 oct. 1977) écrit que l'Afrique du Sud « dépend fortement de l'étranger pour sa formation de capital. En 1975 le capital étranger a représenté 22 % de l'investissement ».

(9) South African Reserve Bank, *Quarterly Bulletin*, déc. 71. En 1976, les actifs anglais dans l'industrie manufacturière s'élevaient à 843 millions de dollars (Department of Industry, *Business Monitor M 4, Overseas transactions*, supplément 1974 et 1976, Londres, HMSO) et les actifs américains à 705 millions de dollars (*Survey of Current Business*, août 1977).

TABLEAU 5 - TAUX DE PROFIT DES INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES EN AFRIQUE AUSTRALE

en %	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Afrique du Sud	11,0	11,0	18,7	20,9	19,6	23,2
Rhodésie	10,1	9,9	13,1	14,1	14,8	13,9
Malawi	10,9	5,6	13,7	31,1	26,3	24,4
Namibie	8,0	8,4	42,8	50,8	33,8	...
Zambie	20,1	15,7	19,7	18,8	20,8	25,9
Monde entier	9,3	10,9	15,8	14,2	14,8	20,3

Source : Department of Industry, **Business Monitor M 4**, 1974 (Supplément) et 1976.

Pour comprendre cet attrait de l'Afrique du Sud, dont le PNB est équivalent à celui d'un pays comme la Yougoslavie ou la moitié de la Belgique, il suffit de se rappeler que le capital y exploite la main-d'œuvre salariée dans des formes encore négrières, qui caractérisent l'esclavage colonial perpétué par l'apartheid. Dans les passages cités plus haut, Marx et Lénine expliquaient la faveur des capitaux pour les colonies par des taux de profit plus élevés procurés par l'exploitation plus intense, les salaires beaucoup plus bas, les formes esclavagistes du travail. C'est bien un *taux de profit exceptionnellement élevé* qui attire les capitaux en Afrique du Sud, comme l'explique un magazine d'affaires américain : « *La République Sud-africaine a toujours été considérée par les investisseurs étrangers comme une mine d'or, un de ces rares endroits rafraîchissants* [*sic*] *où les profits sont gros et les problèmes petits* [...]. *Le travail est bon marché, le marché en expansion, la monnaie forte et convertible* » (10). Le memorandum secret de Kissinger sur l'Afrique du Sud indiquait dès 1969 que l'investissement américain dans ce pays « *rapporte un taux de profit très favorable (a highly profitable return)* » (11). De fait, une étude américaine récente basée sur des chiffres officiels montre que « *la plupart des 25 dernières années, les taux de profit des investissements américains en Afrique du Sud ont varié entre 15 et 20 %. Ce taux se compare très avantageusement avec celui de l'ensemble des investissements à l'étranger, qui varie entre 10 % et 15 %* » (12). Quant à l'impérialisme britannique, les chiffres du tableau 5 montrent qu'il réalise lui aussi en Afrique australe des taux de profit élevés, qui n'ont même pas été affectés par les secousses récentes.

(10) John Blashill, « The Proper Role of U.S. Corporations in South Africa », *Fortune*, juillet 1972.

(11) *National Security Study Memorandum 39: Southern Africa*, reproduit dans *The Kissinger Study of Southern Africa*, Edited by M.A. El-Khawas and Barry Cohen, Westport, 1976, p. 87.

(12) Gordon Bertolin, « U.S. Economic Interests in Africa: Investment, Trade and Raw materials», in *Africa and the United States: Vital Interests*, Council on Foreign Relations, New York, 1978. La même étude montre que ces taux ont baissé en 1975 et 1976, respectivement à 8,8 % et 12,1 %.

TABLEAU 6 - SALAIRES DES NOIRS EN % DES BLANCS EN AFRIQUE DU SUD ET EN RHODESIE

%		1960	1965	1970	1975
Afrique du Sud	Mines	6,4	6,1	5,1	12,3
	Industrie manufacturière	18,4	18,8	17,3	20,7
Rhodésie	Mines	...	8,6	7,7	7,0
	Industrie manufacturière	...	14,4	13,2	12,4

Source : United Nations, **Transnational Corporations : Activities of Transnational Corporations in Southern Africa**, New York, 1978, pp. 48 et 59 (chiffres de 1966 et 1974 pour la Rhodésie).

C'est bien un *salaire exceptionnellement déprimé* qui est à l'origine de ce taux de profit élevé, comme le montrent les chiffres du tableau 6, qui donne les salaires des Noirs en pourcentage de ceux des Blancs en Afrique du Sud et en Rhodésie. Un rapport de l'ONU (une source que l'on ne saurait soupçonner d'esprit subversif...) explique :

> « L'idée maîtresse du système de l'*apartheid* est de faire en sorte qu'il soit impossible pour les Africains d'être autre chose qu'une main-d'œuvre bon marché. L'on y parvient de deux manières : les Africains se sont vu refuser tout d'abord le droit à une résidence permanente dans presque toutes les zones à l'exception de celles que le gouvernement désigne comme « territoires » africains. Etant donné que ces zones sont très pauvres et surpeuplées, beaucoup de leurs habitants sont forcés d'émigrer dans des « zones blanches » en quête de travail. S'ils ne le font pas, eux-mêmes et leurs familles risquent de mourir de faim. Dans les « zones blanches », les Africains n'ont aucun droit, aucun statut permanent et aucun contrôle sur les terres et les conditions de leur emploi. Ils sont en conséquence entièrement à la merci de leurs employeurs et du gouvernement » (13).

Il serait faux de croire que l'apartheid soit une politique ne profitant qu'aux esclavagistes sud-africains. En réalité, c'est bien le capital international qui fait son profit des bas salaires, comme le révèle une autre étude de l'ONU, consacrée aux activités des sociétés transnationales en Afrique australe. Selon ce document,

> « une étude privée réalisée en 1973 sur 100 sociétés britanniques opérant en Afrique du Sud a montré que la majorité de leurs employés noirs était payée largement au-dessous du seuil de pauvreté. Une enquête officielle menée en 1974 a conclu que la politique salariale de la plupart des sociétés britanniques ne pouvait pas être distinguée de celle de leurs homologues sud-africaines. Les résultats d'une enquête réalisée

(13) Nations Unies, *Industrialisation, capitaux étrangers et travail forcé en Afrique du Sud*, Rapport du groupe de l'Apartheid, New York, 1970. Nous renvoyons à ce sujet le lecteur aux articles suivants parus dans *Le Prolétaire* : « Dans le bagne sud-africain du capitalisme mondial » (nos 228 et 229, 1976) et « Leur crime c'est d'être chômeurs » (no 263, 1978).

par un sous-comité du Congrès américain en 1971 indiquaient une attitude similaire pour les firmes américaines » (14).

Les dépositions d'hommes d'affaires américains devant le Sous-comité aux affaires africaines du Sénat américain sont fort révélatrices de leur état d'esprit à ce sujet :

> « De nombreux témoins se sont interrogés, à cause du système racial de l'Afrique du Sud, sur la sagesse et la moralité avec lesquelles les sociétés américaines mènent leurs affaires en Afrique du Sud, et ils se sont montrés préoccupés par l'idée que ces sociétés peuvent profiter des coutumes et lois répressives pour faire des profits excessifs en payant des salaires inadéquats aux employés noirs. En général, le débat s'est concentré sur la question de savoir s'il fallait arrêter et/ou retirer les investissements américains, ou si les sociétés américaines devaient être encouragées à adopter une politique sociale plus progressive. Les débats ont tourné autour de la question de savoir si l'investissement et la technologie américains n'étaient pas en train d'instituer davantage de sécurité et par conséquent de renforcer le système de l'apartheid dans sa politique répressive à l'égard des Noirs, et si les investissements américains ne devaient pas servir à accroître les chances de travail pour les Noirs et à constituer les bases d'un changement du système de l'apartheid. Le débat a révélé une profonde division des témoins sur cette question » (15).

Si une partie des entreprises a commencé à modifier légèrement en 1975 cette politique de fossé entre les salaires des Noirs et ceux des Blancs, cela ne tient nullement à une quelconque philanthropie égalitariste, mais aux *seules lois du marché* capitaliste : la main-d'œuvre commençant à manquer, ce qui oblige les capitalistes à payer des salaires élevés aux Blancs, il faut essayer d'ouvrir un peu les vannes. Mais ce n'est évidemment pas en réalisant l'égalité des droits : c'est simplement en cherchant à acheter quelques catégories, tout en maintenant la législation actuelle, qui est un chef-d'œuvre de division des rangs ouvriers.

La résistance raciale et sociale au despotisme du capitalisme esclavagiste soutenu par les grandes métropoles impérialistes occidentales est désormais aiguillonnée par la pression des lois économiques du capital elles-mêmes : alors que les formes antédiluviennes et négrières de la domination bourgeoise sont en train de devenir une entrave au bon fonctionnement capitaliste, elles sont en effet poussées à l'extrême par l'installation systématique de Bantoustans.

---

(14) United Nations, *Transnational Corporations: Activities of Transnational Corporations in Southern Africa: Impact on Financial and Social Structures*, New York, 1978, p. 49. Le Seuil de Pauvreté (*Poverty Datum Line*) défini par l'Afrique du Sud représente, selon le même document, le salaire nécessaire à une famille noire moyenne pour vivre « dans des conditions humaines ou décentes à court terme » (p. 47). Ce « court terme » exclut les impôts, les *dépenses médicales* et l'éducation, qui sont sans doute considérés comme assurant, eux, des conditions décentes... « à long terme » ?

(15) *U.S. Corporate Interests in Africa. Report of the Committee on Foreign Relations, United States Senate*, US Government Printing Office, Washington, 1978, pp. 181-182.

La lutte, que la défaite des troupes sud-africaines en Angola a transformée en révolte généralisée, n'attendra sans doute pas, après Soweto, aussi longtemps qu'après les massacres de Sharpeville pour reprendre son essor, en dépit des espoirs des vampires du capital financier (16).

La révolution sud-africaine, dont le prolétariat le plus compact et le plus développé d'Afrique noire a besoin pour unifier ses rangs et pour reconnaître ses intérêts distincts de classe, est une révolution dirigée aussi contre l'Europe et l'Amérique !

Sous le voile de l'indépendance, l'Afrique noire colonisée

L'Afrique au sud du Sahara (Afrique du Sud et ses satellites exclus) totalisait à la fin 1976, selon l'OCDE, 8,2 milliards de dollars d'investissements étrangers (voir tableau 7), soit environ 43 % de l'ensemble des investissements étrangers sur le continent africain.

Dans cet ensemble, le Nigéria tient une place centrale, avec la population la plus nombreuse du continent (80 millions d'habitants) et des richesses importantes en pétrole. Malgré le désinvestissement qui résulte de l'obligation faite à toutes les entreprises d'avoir, selon les secteurs, 40 à 60 % de capitaux nigérians, les flux d'investissements étrangers n'ont pas tari ces dernières années : ils se sont élevés entre 1974 et 1977 à 1,3 milliard de dollars, compensant pratiquement la baisse provoquée par les mesures gouvernementales. Le stock total était évalué par l'OCDE en 1976 à 2 milliards de dollars.

Nigéria mis à part, le reste de l'Afrique centrale représente 37 % des investissements directs réalisés en Afrique. Cette zone a attiré entre 1968 et 1972 7,5 % de la totalité des mouvements de capitaux dirigés vers les continents dominés, chiffre qui est passé à 8,6 % pour les années 1973-1977, ce qui montre que les orages qui ont agité l'Afrique n'ont pas contrarié la tendance générale à l'afflux de capitaux.

Un premier groupe de pays, qui représente à lui seul 1,3 milliard de dollars d'investissements, est constitué par l'Angola, le Mozambique

---

(16) Avec la baisse de la rentabilité des capitaux américains en 1975 et 1976 (voir note 12), les investissements nouveaux se sont considérablement réduits, tombant de 310 millions de dollars en moyenne en 1973-74 à 102 millions en 1975-76, avec même une sortie nette de 177 millions en 1977 (FMI, *Balance of Payments Yearbook*, déc. 1978). Le commentaire de l'ONU est le suivant : « *Le déclin des investissements en 1975 et 1976 peut être attribué à la récession mondiale. Il est aussi possible que ces diminutions soient le reflet d'une crise de confiance purement temporaire comparable au bref déclin de l'investissement qui suivit le massacre de Sharpeville en 1960* » (ONU, *Activities of Transnational Corporations in Southern Africa, op. cit.*, p. 9). Pour notre part nous espérons au contraire que la révolte, poussée encore plus avant par la crise mondiale, ne sera pas seulement « temporaire » ! Sur la perspective de la révolution sud-africaine, nous invitons le lecteur à lire dans *Le Prolétaire* les articles sur « La solidarité avec les luttes en Afrique australe » et « Le sens de la révolution sud-africaine » (*Le Prolétaire* nos 232 et 236, 1977).

et le Zaïre. Les plus grosses richesses du Zaïre sont situées au Shaba, économiquement et stratégiquement lié à l'Angola et à la Zambie, ce qui situe l'ensemble de ce groupe à la charnière de l'Afrique australe.

Malgré les zig-zags de la zaïrisation et de la dézaïrisation des entreprises étrangères, l'ancienne colonie belge possède un important stock d'investissements directs estimé en 1976 par l'OCDE à 1,1 milliard de dollars et destiné à grandir rapidement sous l'effet des énormes projets concernant la prospection minière et pétrolière. Le second programme d'expansion de la Gécamines, qui a démarré en 1975, prévoyait un investissement d'environ 430 millions de dollars. Un projet minier en cours, celui de la *Sodimiza*, prévoyant un investissement de 200 millions de dollars, vient d'être lancé par une société contrôlée à 80 % par un groupe japonais, l'Etat zaïrois fournissant le reste ; sans parler des innombrables projets pétroliers dans le Bas-Zaïre, miniers au Kasaï ou au Shaba. « Si l'on tient compte de ces derniers investissements étrangers, le poids du secteur d'extraction minière et métallurgique s'accroît fortement et devient prédominant », note un Institut belge, qui poursuit : « ce sont encore 4 parmi les 5 pays qui contrôlaient 90 % des investissements agréés inscrits sur les listes de la Commission des Investissement qui interviennent pour ces derniers investissements. La Belgique n'y est plus représentée... » (17). Ces pays sont vraisemblablement les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne et la France, ce qui explique sans doute la vigueur de la polémique franco-belge sur les interventions militaires au Zaïre.

Les investissements en Angola ont chuté avec l'effondrement de l'empire colonial portugais, passant de 320 millions de dollars en 1973 à 100 millions en 1976. Mais les relations de ce pays avec les Etats-Unis et l'Europe n'ont jamais été coupées malgré l'intervention cubano-soviétique (18) ; désormais, la « normalisation » des rapports avec le Zaïre et avec les shylocks de la haute finance occidentale va sans doute lui redonner une place importante dans les investissements étrangers.

Un deuxième groupe est constitué par les pays qui sont sous la coupe directe de l'impérialisme français et liés à ce dernier non seulement par l'appartenance à la zone franc, mais aussi par des « traités inégaux » politiques et militaires, qui en font de véritables semi-colonies. Leur stock total de capitaux étrangers s'élève à 2,7 milliards de dollars. Parmi eux, quatre pays, qui sont les véritables joyaux de l'impérialisme français (Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal et Cameroun), comptent à eux

(17) Centre d'Etude et de Documentation Africaine, *Les Cahiers du Cedaf*, n° 4/5, Bruxelles, 1977, page 56.

(18) « *Dans le cas de l'Angola, la Gulf Oil a actuellement dépassé sa production de pétrole d'avant-guerre. (Les installations de la Gulf à Cabinda sont gardées — ironie du sort — par les troupes cubaines contre des attaques du Front de Libération de l'Enclave de Cabinda, FLEC). Les vues de M. Young correspondent à celles des sociétés multinationales* [...]. *Quand on lui demandait s'il pouvait y avoir un gouvernement marxiste en Rhodésie, M. Young répondait : « Je ne sais plus ce que signifie un gouvernement marxiste. Si l'Angola a un gouvernement marxiste et que son premier partenaire commercial est les Etats-Unis, alors cela ne m'inquiète pas* » (Barry Cohen, « Les investissements américains en Afrique australe », *Revue française d'études politiques africaines*, n° 147, mars 1978, pp. 37-38).

TABLEAU 7 - LES INVESTISSEMENTS IMPERIALISTES DANS LES PRINCIPAUX PAYS D'AFRIQUE CENTRALE
(valeur cumulée en fin d'année)

millions de $	1967	1973	1976	Actifs étrangers en % du PNB (1976)
Côte d'Ivoire	202	375	480	11,0
Sénégal	154	230	340	17,2
Cameroun	150	240	350	15,4
Gabon	265	425	700	49,0
Congo	90	110	160	22,0
Guinée	93	180	200	22,7
Madagascar	72	140	180	10,1
Autres ex-Fr.	167	248	315	7,7
Angola	193	320	100	2,5
Mozambique	102	135	100	3,7
Zaïre	481	640	1.100	35,0
Nigeria	1.109	2.400	2.000	6,9
Kenya	172	280	500	16,1
Ghana	260	410	280	7,3
Tanzanie	60	80	150	5,9
Liberia	299	440	850	113,3
Ethiopie	50	80	100	3,4
Autres	160	163	236	5,8

Sources : Voir tableau 3. Pour 1973 : OCDE, **Investissements par le secteur privé des pays membres du CAD dans les pays en voie de développement — Etat des actifs à la fin de 1973**, Paris, 1975.

seuls 1,9 milliard de dollars d'investissements. Nous reviendrons plus loin sur ces chasses gardées de l'impérialisme français.

Pour en finir avec l'Afrique noire, trois autres pays, le Liberia, le Kenya et le Ghana attirent d'importants capitaux étrangers.

Rien ne serait plus faux que de croire que la situation d'exploitation coloniale et d'oppression raciale et impérialiste en Afrique noire ait été éliminée par le phénomène de l'indépendance des années soixante. Dans la plupart des pays, le poids de l'impérialisme reste écrasant et les privilèges des prétendus « coopérants » européens à peine différents de ceux des colons d'hier, à ceci près qu'une partie de ces privilèges a été arrachée par une mince couche des classes privilégiées locales, ou (le plus souvent) concédée afin de prévenir un mouvement plus vaste.

C'est ainsi que le niveau des salaires des ouvriers noirs n'est pas fondamentalement différent, dans les pays d'Afrique noire, de celui en vigueur en Afrique du Sud. Les chiffres du tableau 8 montrent par exemple qu'en 1974 le niveau du salaire minimum garanti dans un certain nombre d'ex-colonies françaises variait entre un neuvième et un quart du SMIC français. Ces données se recoupent avec celles du Bureau International du Travail, qui chiffraient en 1974 les salaires mensuels moyens des ouvriers dans l'industrie à 216 F au Malawi,

TABLEAU 8 - LE SMIG EN AFRIQUE NOIRE
(taux mensuel au 1er janvier 1974)

	en Francs français	en % du SMIC français
Bénin	156	16,6
Niger	103	11,0
Sénégal	201	21,4
Côte d'Ivoire	252	26,8
Haute-Volta	118	12,6
Togo	148	15,8

Source : Banque Centrale des Etats d'Afrique Occidentale, **Notes d'Informations et Statistiques.** Tous les salaires horaires ont été ramenés à un salaire mensuel sur la base de 40 heures par semaine.

226 F au Nigéria, 241 F au Mali, 312 F au Burundi, 370 F au Ghana, 414 F en Tanzanie, 491 F au Kenya (19).

Mais surtout, le fossé économique et social entre Blancs et Noirs est dans beaucoup de cas comparable à celui qui existait il y a vingt ans ou à celui qui existe encore en Afrique du Sud, même si désormais le citoyen de l'Etat « décolonisé » a théoriquement le « droit » d'exercer la même fonction que le Blanc. Une étude réalisée pour le compte du BIT au Cameroun, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et à Madagascar révèle que le personnel de direction est en général européen, tandis que les cadres moyens s'africanisent. Ainsi en 1967, au Cameroun, sur 539 directeurs d'entreprises, seuls 77 étaient Africains ; sur 1.405 cadres supérieurs, seuls 460 étaient Africains tandis qu'on comptait 3.706 cadres moyens africains sur un total de 4.489. Naturellement, sur 78.212 ouvriers et employés, seuls 328 n'étaient pas Africains. Une autre étude réalisée en 1971 en Côte d'Ivoire montre que 3,5 % du personnel du secteur public était non-Africain, mais qu'il percevait 29,2 % des salaires. Cette différence n'est cependant pas due au seul fait que les non-Africains sont des cadres supérieurs. Les gouvernements des pays d'Afrique occidentale publient en effet des statistiques sur le coût de la vie qui distinguent officiellement les indices des prix à la consommation familiale européenne et africaine (20). Il existe

(19) Calculs effectués à partir du BIT, *Annuaire des Statistiques du Travail*, 1978, pp. 426-427. Nous ajouterons cette image prise sur le vif par un journaliste français en Côte d'Ivoire en 1973 : « *Voici les chiffres relevés sur une plantation : 12.500 F par mois pour le chef de bloc, 400 F pour le mécanicien et 140 F pour le manœuvre* » (Ph. Lefournier, *L'Expansion*, novembre 1973). Devinette : lequel est le Blanc ?

(20) On peut se reporter aux *Notes d'Informations et Statistiques* publiées mensuellement par la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest, qui donnent régulièrement ce double indice des prix pour la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo. L'existence de ce « double secteur » constitue précisément l'un des avantages de l' « africanisation » pour l'impérialisme. C'est ainsi qu'en commentant les juteux résultats de la *Compagnie Française de l'Afrique Occidentale*, l'une de ces pieuvres spécialisées depuis toujours dans le pillage de l'Afrique, un journal financier expliquait : « l'africanisation de ses cadres lui attire des sympathies... *et lui fait faire des économies* car le personnel européen est coûteux » (*Le marché financier de Paris*, 5 novembre 1976).

ainsi une véritable discrimination de traitement. Comme on peut le lire dans une étude d'universitaires français, en Côte d'Ivoire :

> « A qualification égale, à niveau d'instruction et de formation comparable, les non-Africains sont toujours avantagés [...]. En fait, c'est à tous les niveaux de qualification que les non-Africains sont avantagés. Ceci est vrai pour les ouvriers [...], c'est vrai aussi pour les employés qualifiés (dont beaucoup de femmes : 90,9 %) qui bénéficient de salaires 2,6 fois plus élevés que les Africains [...]. En ce qui concerne les cadres et la maîtrise, les disparités sont de même sens, bien que comparativement moins importantes » (21).

Naturellement, les mêmes remarques valent pour tous les pays concernés par l'étude, mais aussi pour l'ensemble des pays africains : ainsi en Zambie, la statistique officielle révèle que le salaire mensuel moyen des employés noirs des industries manufacturières est de 115 Kwacha alors qu'il est de 554 Kwacha pour les ouvriers et employés blancs (22).

Notre conclusion est que l'importance des privilèges concédés aux Blancs est telle (sans parler des vieux restes patriarcaux-féodaux sur lesquels s'appuie encore en général l'impérialisme) qu'une vague sociale dans cette région prendra demain encore dans certaines zones un aspect anti-impérialiste qui conservera un caractère révolutionnaire, non seulement du point de vue mécanique et objectif de la déstabilisation qu'il doit entraîner en Europe, mais même du point de vue du développement de la lutte de classe en Afrique Noire.

L'Afrique du Nord à l'heure de l' « Infitah »

L'Afrique du Nord, dans laquelle nous avons inclus tous les pays arabes d'Afrique, y compris la Mauritanie et le Soudan, donne l'impression, à la première lecture des statistiques, de s'être fermée aux investissements étrangers, puisque le stock comptable évalué par l'OCDE passe de 1,8 milliard de dollars en 1967 à 1,2 milliard en 1976. L'Egypte de Nasser avait déjà donné l'exemple des nationalisations en 1957. L'Algérie indépendante, puis la Libye, ont suivi, portant un coup aux investissements directs étrangers avec la nationalisation du pétrole en 1971.

Mais les chiffres ne donnent que l'apparence. L'Afrique du Nord est le paradis par excellence des fameuses *joint ventures*, sociétés mixtes où les capitaux locaux (généralement des sociétés d'Etat) s'associent à des capitaux étrangers, mais n'apparaissent pas dans les statistiques des « investissements directs » pour la raison que l'Etat a juridiquement autant ou plus d'actions que le capital étranger. Ainsi, selon *Les Echos* du 30-1-79, le ministre égyptien de la Coopération économique lance des invites en tous sens pour encourager l'investis-

(21) J. Lecaillon et D. Germidis, *Inégalité des revenus et développement économique*, PUF, 1977, pp. 167-168.
(22) BIT, *op. cit.*, p. 467.

sement étranger sous forme de *joint ventures*. Et de révéler qu'« *au total, depuis le début de* l'Infitah [ouverture], *l'afflux d'investissements étrangers s'élève à quelque 12 milliards de francs à travers 905 réalisations* ». Cela représente environ 2,5 milliards de dollars, à comparer avec le chiffre de 175 millions de dollars d'investissements directs avoués par la balance des paiements.

En Libye, si la nationalisation du pétrole a provoqué encore en 1977 un désinvestissement de 451 millions de dollars, le secteur non pétrolier connaît, lui, un courant d'investissement nouveau qui tourne depuis 1974 autour de 30 millions de dollars par an (sans compter les bénéfices réinvestis). Ainsi les capitaux allemands en Libye, tombés à 123 millions de dollars en 1974 (contre un maximum de 172 millions en 1973) remontent régulièrement depuis. Quant aux investissements américains, descendus à 238 millions de dollars en 1974, ils sont remontés à 535 millions en 1975, pour se stabiliser pour l'instant autour de 350 millions de dollars en 1976 et 1977 (23). Comme le note la Chambre de Commerce franco-arabe, la Libye n'est pas en retrait pour la collaboration avec les capitaux étrangers : « *des accords de* joint venture *ont été conclus, comportant notamment la création de 18 banques communes et une participation substantielle dans plusieurs banques étrangères* » (24).

Quant à l'Algérie, si les actifs étrangers estimés par l'OCDE s'élèvent à seulement 395 millions de dollars fin 1976, les données de la balance des paiements laissent apparaître, après un désinvestissement net de 150 millions de dollars dû à la nationalisation du pétrole en 1971, une entrée d'investissements directs de 914 millions de dollars (bénéfices réinvestis non compris) (25). Ceci prouve que là aussi, le mouvement d'association avec les capitaux étrangers a déjà pris de vastes proportions. On peut lire ce commentaire instructif dans une publication du *Department of Commerce* américain destinée aux hommes d'affaires :

> « Etant donné le contrôle étroit effectué en Algérie sur l'investissement privé et la domination directe de l'Etat sur les principaux secteurs de l'économie, l'investissement américain tel qu'on le définit conventionnellement est relativement faible et n'arrive pas à 100 millions de dollars. Cette somme modeste, dont l'essentiel est concentré dans le secteur pétrolier, donne une impression trompeuse de l'activité économique et commerciale des Etats-Unis en Algérie. Plus de 70 firmes américaines ont passé des contrats qui représentent au total 6 milliards de dollars, et elles ont dans de nombreux cas investi énormément d'argent, de main-d'œuvre et d'équipements pour les réaliser. De plus, les créances courantes des banques et des institutions financières américaines en Algérie, y compris l'US Export-Import Bank, sont estimées à plus de 2 milliards de dollars [...]. Les *joint ventures* avec les entreprises d'Etat semblent être la meilleure méthode accessible aux entreprises étrangères désireuses d'investir en Algérie » (26).

(23) Chiffres tirés de *Survey of Current Business.*
(24) Chambre de Commerce Franco-arabe, *Annuaire 1978*, p. 376.
(25) FMI, *Balance of Payments Yearbook.*
(26) US Department of Commerce, *Overseas Business Report*, « Marketing in Algeria », novembre 1977, pp. 23-24. Sur 7 *joint ventures* américaines en 1977, 6 ont été réalisées avec la Sonatrach et une dans le secteur minier avec la Sonarem.

L'ouverture aux capitaux étrangers, en particulier à ceux de l'impérialisme américain, est donc bel et bien déjà réalisée, même dans la fière et « socialiste » Algérie. On voit qu'en matière d'hypocrisie la bourgeoisie algérienne, qui ne manque pas une occasion de faire étalage d'anti-impérialisme... à usage interne alors qu'elle fornique tranquillement avec Wall Street, n'a plus rien à apprendre de ses consœurs de l'Occident développé ! Le mensonge officiel selon lequel la détention de 51 % des actions préserverait des diktats de la finance internationale résistera-t-il longtemps à la pression des faits, surtout à l'heure où la classe dominante algérienne se débarrasse des atours bonapartistes avec lesquels elle tentait de retarder la rupture du front de l'indépendance ?

Comme on peut le lire dans la très officielle étude de l'ONU sur les sociétés transnationales :

> « L'acquisition de la majorité des actions confère bien entendu au gouvernement d'accueil le droit de nommer la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction. L'exercice de ce droit n'implique pas pour autant un contrôle gouvernemental effectif [*Aveu de taille ! NdR*] Premièrement, les parts détenues respectivement par le gouvernement et la société transnationale dans une unité productive peuvent être libellées de manière à interdire aux parts du gouvernement tous les privilèges que confère la propriété d'actions. Deuxièmement, quand les parts de l'Etat sont à parité à tous égards avec celles des sociétés transnationales, la position majoritaire du gouvernement peut encore être neutralisée par des procédures spéciales de vote [dont] l'effet est de donner un pouvoir de veto aux sociétés transnationales dans les domaines clés du management et du contrôle ».

Jusqu'ici il ne s'agit que de limitations juridiques. Mais la réalité est encore plus forte que le droit :

> « Troisièmement, un facteur majeur qui prive d'efficacité les administrateurs désignés par l'Etat et compromet par conséquent tout l'effort des Etats d'accueil pour acquérir le contrôle des opérations des sociétés transnationales, est leur manque de qualification technique » (27).

L'étude officielle se garde évidemment de parler d'autres facteurs comme les pots-de-vin et autres *bakhchich*...

Mais ce n'est pas tout. Même en supposant des dirigeants experts et « intègres », dans toute entreprise le banquier contrôle autant, sinon plus, que l'actionnaire. Ainsi, même si l'Etat algérien avait une idée parfaitement originale à suivre en matière de gaz naturel par exemple, quelle autonomie peut-il avoir vis-à-vis de la finance occidentale avec une dette extérieure qui s'élevait en 1975 à 7,1 milliards de dollars et qui a été alourdie depuis par de nouveaux crédits à long terme qui se sont élevés à 1,4 milliard de dollars en 1976 et à 1,9 milliard en 1977 (28) ?

---

(27) ONU, *Transnational Corporations in World Development... op. cit.*, p. 103.
(28) FMI, *Balance of Payments Yearbook*, décembre 1978.

Le mythe des nationalisations

L'un des mythes les plus complaisamment répandus par les bourgeoisies du Tiers-Monde est que la nationalisation des intérêts étrangers met fin à l'exploitation impérialiste des ressources nationales, et qu'elle constitue par conséquent une conquête que le prolétariat de ces pays doit défendre. Il est difficile de trouver un mensonge plus cynique. L'indépendance politique d'un territoire n'a jamais signifié son indépendance *économique*, à supposer que cette notion ait jamais eu un sens sous le capitalisme, sinon pour les despotes du marché mondial (même la bourgeoisie française, qui pille l'Afrique entière, se plaint d'être exploitée par les Américains !). Que les bourgeoisies locales essayent d'accaparer une plus grande partie de la richesse en modifiant la destination d'une partie du profit et de la rente foncière, quoi de plus banal dans un système dont la *concurrence* est le seul mode possible de fonctionnement ? Mais les rapports de force économiques font que les impérialismes dominants parviennent toujours, même à travers des nationalisations, à s'adjuger ou à retrouver *à la longue* la part du lion. Ainsi l'auteur d'une étude déjà citée fait remarquer à propos des multinationales que « leur propre stratégie a rapidement évolué pour faire face au développement du nationalisme économique du Tiers-Monde. *Même lorsque des nationalisations sont intervenues, les sociétés multinationales s'arrangent pour réaliser des profits considérables sous forme de rétribution de management, de royalties tirées de la vente de capacité technique et d'un marketing global des ressources* » (29).

Une nationalisation peut même être plus favorable pour l'impérialisme que le simple *statu quo*. Ainsi la nationalisation des mines de cuivre en Zambie a eu les résultats suivants :

> « Au lieu de recevoir des dividendes limités à 50 % des profits, le reste devant rester en Zambie, les actionnaires recevaient désormais la totalité de leurs dividendes sur les 49 % des actions leur appartenant, plus la plus grosse partie des dividendes revenant à l'Etat sur les 51 % restant, en tant que repaiement des bons d'Etats reçus en échange de leurs actions. En d'autres termes, leurs recettes annuelles en liquide, toutes choses égales par ailleurs, augmentaient sensiblement par rapport à ce qu'ils recevaient depuis que Kaunda avait limité le paiement des dividendes à Mulungushi en 1968 » (30).

En somme, une bonne affaire pour les intérêts anglais, américains et sud-africains « nationalisés » à 51 % ; mieux, une véritable assurance tous risques compte tenu des zig-zags des prix du cuivre et de toutes les incertitudes locales et internationales pesant sur la vente du minerai !

Certes, toutes les nationalisations ne sont pas forcément aussi favorables à l'impérialisme. Lorsque le pouvoir colonial a été chassé les armes à la main — mais combien de fois est-ce arrivé en Afrique ? —

---

(29) Barry Cohen, *op. cit.*, p. 37. (Souligné par nous.)
(30) Antony Martin, *Minding Their Own Business - Zambia's Struggle Against Western Control*, Londres, 1972, p. 187.

il est évidemment plus facile de l'exproprier (cf. les intérêts français en Algérie) que dans les cas où une indépendance formelle a été concédée par la métropole pour mieux protéger ses intérêts. Mais après les élans nationalisateurs dans la foulée de la lutte de libération, les rapports de force du marché mondial reprennent peu à peu, implacablement, leurs droits. Qui croira que les capitaux américains qui se précipitent en Algérie le fassent par pur souci philantropique ?

En revanche, toutes les nationalisations bourgeoises, qu'elles soient « douces » ou « dures », ont en commun de servir de diversion, quand ce n'est pas d'obstacle direct, aux revendications ouvrières. Ainsi en Zambie, la nationalisation du cuivre s'est accompagnée du gel complet des salaires et de l'interdiction de toute grève ; la justification avancée montre que les jeunes bourgeoisies locales ont retrouvé d'instinct l'hypocrisie de leurs aînées : « *Le gouvernement contrôle maintenant les principaux moyens de production. Tout syndicat qui réclamerait à l'Etat des augmentations de salaires irait à l'encontre des intérêts du peuple* » (31).

L'exemple de l'Algérie n'est pas moins éloquent : la nationalisation de 1971 ne s'est pas accompagnée d'une augmentation de salaires, *mais de leur blocage.* Et malgré l'augmentation du prix du pétrole en 1973, il a fallu attendre les grandes grèves de 1977 pour que le taux officiel du salaire augmente. La raison théorique est simple : le salaire n'est pas une part de la richesse produite, il n'est pas un revenu, mais le prix de la force de travail, déterminé généralement par les conditions matérielles de sa reproduction et, quotidiennement, par la concurrence entre les prolétaires.

Devant le mouvement qui tend aujourd'hui à dévoyer le prolétariat égyptien ou algérien en l'invitant à défendre les « nationalisations » comme un acquis de la lutte ouvrière, il est important de répondre qu'il n'y a là *aucun acquis* à défendre. Si, dans le cours de la révolution anticoloniale, la revendication de la nationalisation des secteurs clés a pu intéresser le prolétariat, c'était uniquement pour briser radicalement la base matérielle de l'*emprise politique de l'Etat colonial,* non parce qu'elle aurait aboli les lois du marché et l'exploitation capitaliste. Mais les rapports de production et d'exploitation de la force de travail sont les mêmes dans les entreprises « privées » ou « nationalisées » : dans les unes comme dans les autres le prolétariat doit défendre ses conditions de vie et de travail sans se laisser mystifier par le prétexte de leur « appartenance à la nation », formule élégante pour masquer leur appartenance à la bourgeoisie ou du moins à ses secteurs les plus influents (32).

---

(31) Cf. Antony Martin, *op. cit.*, p. 156, et *Le Monde,* 24 mars 1971.

(32) Les prolétaires algériens l'ont déjà instinctivement compris, si l'on en croit ce qu'écrit la publication officielle américaine déjà citée :

« *Le syndicat national en Algérie est l'Union Générale des Travailleurs (UGTA), qui est fondamentalement un bras du gouvernement. La position de l'UGTA sur les questions-clé reflète le désir du gouvernement de concentrer les ressources sur le développement économique et social général, en évitant les troubles causés*

(Suite page 54.)

Trois impérialismes se partagent l'essentiel des investissements directs en Afrique

Avec l'élimination de l'Allemagne lors de la première guerre mondiale (33), le continent africain est devenu, si l'on excepte l'enclave de la Belgique au Congo, un quasi-monopole franco-britannique. Les intérêts de l'Italie et de l'Espagne demeuraient localisés. Quant au Portugal, vassal historique d'Albion, ses colonies abritaient des intérêts pour l'essentiel britanniques (34).

C'est avec le choc de la deuxième guerre que s'est opérée une première ouverture de l'Afrique, essentiellement à l'impérialisme américain. En 1960, les Etats-Unis avaient déjà dans l'ensemble du continent un stock de 925 millions de dollars : 286 millions de dollars étaient investis en Afrique du Sud (où ils représentaient 13 % des avoirs étrangers), le solde se répartissant sur le reste du continent, essentiellement dans le pétrole.

La grande vague de la décolonisation n'a pas substantiellement modifié la situation dans l'immédiat, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis possédant à eux trois en 1967 83,5 % des actifs étrangers de l'ensemble du continent africain. Malgré l'ouverture au commerce avec les autres pays d'Europe et la libéralisation des flux financiers (35), la mainmise de ces trois impérialismes sur les moyens de production en Afrique est donc restée très étroite dans les années soixante.

La situation s'est davantage modifiée au cours des dix dernières années. La part des trois grands impérialismes dans l'ensemble du continent est en effet passée de 83,5 % en 1967 à 76,5 % en 1976. Cette estimation (tableau 9), faite par nous sur la base des données des

---

(suite de la page 53)

par les conflits sociaux. L'agitation sociale, entretenue par les pressions inflationnistes et le chômage croissant, s'est néanmoins fortement accrue au cours des dernières années. Bien que les grèves dirigées contre des administrations ou des sociétés d'Etat soient sévèrement considérées en haut lieu, les travailleurs industriels algériens expriment souvent leurs revendications par des grèves sauvages » (*Overseas Business Report, op. cit.*, p. 26).

(33) L'Allemagne s'est vue dépossédée de ses colonies africaines par la France et la Grande-Bretagne, avant que l'article 119 du traité de Versailles ne sanctionne ce règlement de comptes entre requins avec l'accord des Etats-Unis. Wilson justifia ainsi cette mesure devant le Sénat américain en juillet 1919 : « *Les colonies doivent être enlevées à l'Allemagne parce qu'elle les utilisait comme des objets d'exploitation* » (cité par H. Brunschwig, in *L'Expansion allemande outre-mer*, Paris, PUF, 1957, p. 181). Le Togo et le Cameroun ont été partagés entre la France et l'Angleterre, la première s'attribuant la plus large partie des deux pays, tandis que le Sud-Ouest africain (aujourd'hui Namibie) et le Tanganyka (aujourd'hui Tanzanie) tombaient aux mains des Britanniques.

(34) En 1967, l'OCDE chiffrait les intérêts britanniques dans les colonies africaines du Portugal à 145 millions de dollars, contre 93 millions de dollars pour les intérêts portugais. La Suède avait autant de capitaux dans l'ensemble de l'Afrique que le Portugal. (OCDE, *Les actifs..., op. cit.*).

(35) Voir les deux premières parties de cette étude, consacrées à « La lutte pour les marchés africains » et à « L'exploitation financière de l'Afrique » dans *Programme Communiste* nos 76 et 77.

TABLEAU 9 - LES « TROIS GRANDS » IMPERIALISMES EN AFRIQUE EN 1976
(Valeur cumulée des investissements directs en fin d'année)

	Afrique du Sud		Afrique, autres		Continent	
	millions de $	en %	millions de $	en %	millions de $	en %
Grande-Bretagne	5.400	61,8	2.940	23,7	8.340	39,5
Etats-Unis	1.668	19,1	2.770	22,4	4.440	21,0
France	410	4,7	2.960	23,9	3.370	16,0
Autres	1.262	14,4	3.700	30,0	4.960	23,5
Total	8.740	100,0	12.370	100,0	21.110	100,0

Sources : voir tableaux 11, 12, 13.

balances des paiements, aboutit à des chiffres absolus d'investissements supérieurs à ceux donnés par l'OCDE (tableaux 3 et 4), dont nous avons déjà vu qu'ils étaient probablement sous-évalués. Elle recoupe assez bien l'estimation faite par un institut russe (que nos lecteurs ne lèvent pas les bras au ciel : qui est mieux placé qu'un impérialisme pour dire la vérité sur *ses concurrents* ?), qui ne concerne que l'Afrique sous-développée, et que nous publions au tableau 10 (36). Rappelons en tout état de cause que plus que les chiffres absolus, ce sont les proportions qu'il convient de prendre en considération.

La baisse constatée pour les trois grands impérialismes traduit deux phénomènes : d'une part, la lente arrivée de nouveaux venus ; d'autre part la répercussion, au niveau des chiffres, des nationalisations, qui ne pouvaient affecter que les intérêts déjà en place.

Au sud du Sahara, c'est surtout la Grande-Bretagne qui a été touchée : sur 628 prises de contrôle de sociétés étrangères entre 1960 et 1976, 192 ont affecté la Grande-Bretagne, 71 les Etats-Unis, 37 la France, et 328 les autres pays. Au nord du Sahara, sur 319 prises de contrôle entre 1960 et 1976, 107 ont affecté la France, 94 la Grande-Bretagne et 66 les Etats-Unis (37). Le désinvestissement en Afrique du Nord a en fait surtout touché l'impérialisme français, qui concentrait au début des années soixante l'écrasante majorité de ses investissements en Afrique dans les pays du Maghreb.

La Belgique a également suivi le recul relatif des puissances en place, puisque sa part est passée de 7,3 % en 1967 à 5,3 % en 1975, essentiellement à cause de la politique de zaïrisation (sur 481 millions de dollars détenus par la Belgique en Afrique, 447 millions étaient

(36) Et l'impérialisme russe ? Ses investissements directs en Afrique sont encore globalement très faibles, et concentrés dans le secteur des matières premières : bauxite en Guinée, or au Congo, phosphates au Maroc et (par Bulgares interposés) au Congo. Nous y reviendrons dans la prochaine partie de cette étude.

(37) United Nations, *Transnational Corporations in World Development, op. cit.*, p. 234.

TABLEAU 10 - UNE ESTIMATION RUSSE DES INVESTISSEMENTS IMPERIALISTES EN AFRIQUE (HORS AFRIQUE DU SUD)

	1967		1975	
	millions $	%	millions $	%
Grande-Bretagne	1.975	30,0	2.625	23,6
France	1.731	26,2	2.564	23,1
Etats-Unis	1.371	20,8	2.414	21,7
Pays-Bas	323	4,9	620	5,6
Belgique	481	7,3	593	5,3
Allemagne	138	2,1	540	4,9
Japon	15	0,2	501	4,5
Italie	250	3,8	493	4,4
Suisse	60	0,9	350	3,1
Autres	247	3,8	400	3,8
Total	6.591	100,0	11.100	100,0

Source : Mirovaya ekonomika i mejdounarodnaya otnochenila, n° 10, octobre 1970. Les estimations de 1967 reprennent purement et simplement celles de l'OCDE. Le chiffre des actifs français en 1975 a été calculé à partir des flux officiels de la balance française des paiements ; la revue russe estime cependant que pour opérer une comparaison internationale, il faudrait fortement majorer les avoirs français, pour lesquels elle avance le montant de 3,4 milliards de dollars. La part de la France serait alors en 1975 de 28,7 % du total des investissements, contre 22 % pour la Grande-Bretagne et 20,2 % pour les Etats-Unis.

concentrés au Zaïre, et accessoirement au Ruanda et au Burundi). Bien qu'entre 1969 et 1974 la Belgique n'ait été à l'origine que de 26 % des investissements étrangers nouveaux agréés au Zaïre, elle y conserve néanmoins de puissants intérêts et reste de loin le premier investisseur avec plus de la moitié des avoirs totaux.

Si l'on met à part les Pays-Bas (dont les actions sont étroitement liées à celles de la finance britannique, les gros investissements étant effectués par Shell et Unilever, et dont la part est passée de 4,9 % en 1967 à 5,6 % en 1975), quatre pays ont bénéficié de l'ouverture de ces dernières années : l'Allemagne, le Japon, l'Italie (38) et la Suisse ; leur part totale des avoirs étrangers en Afrique (Afrique du Sud exclue) est passée de 7 % en 1967 à 17 % en 1975. L'Allemagne et le Japon retiendront particulièrement notre attention, car ce sont les deux pays dont le rythme d'exportation de capital s'est le plus accru au cours de la dernière décennie (voir tableau 1).

En ce qui concerne l'Allemagne, on constate que la part de l'Afrique dans ses avoirs à l'étranger reste étonnamment stable : 5,8 % en 1960, 5,9 % en 1967, 6,6 % en 1973, 6 % en 1976. A titre de comparaison, l'Amérique latine représente une part bien plus élevée que l'Afrique, avec 13,7 % des actifs allemands à l'étranger en 1976. De plus, il faut savoir que sur les 1.127 millions de dollars investis en Afrique, près de 30 % sont placés aux îles Canaries (investissements touristiques). Sur

(38) En 1967, les investissements directs italiens en Afrique totalisaient 248 millions de dollars. Les principaux pays de destination étaient le Nigeria (44 millions de dollars), la Tunisie (39), le Maroc (28) et le Ghana (27) (source : OCDE, *op. cit.*).

le reste, à la fin 1976, 229 millions de dollars étaient investis en Afrique du Sud, les autres centres d'intérêt étant la Libye (133 millions de dollars), le Nigéria (72), l'Algérie (63) et l'Egypte (50). La pénétration de l'Afrique par les investissements directs allemands reste donc encore assez faible.

La percée du Japon a été beaucoup plus concentrée, à la fois dans le temps et géographiquement. Alors que l'impérialisme nippon ne possédait que 15 petits millions de dollars en Afrique en 1967, son stock était déjà de 501 millions au 31 mars 1976. Les plus gros intérêts japonais sont situés au Zaïre (150 millions de dollars), au Liberia (129) et au Nigéria (112), les autres pays, Afrique du Sud comprise, ne comptant que pour 110 millions de dollars. Ces capitaux sont essentiellement placés dans les mines (56 %). Ce sont surtout les *projets* d'investissements japonais qui attirent l'attention : une étude réalisée en février 1977 par le *Japan Economic Research Center* prévoit que l'investissement direct total du Japon à l'étranger doit passer de 15,9 milliards de dollars en 1976 à 74 milliards en 1985, soit un rythme annuel d'accroissement de 16,6 % ; mais les seuls investissements en Afrique devraient passer de 0,5 à 7,1 milliards de dollars pendant la même période, soit un taux annuel d'accroissement de 30,4 %, le plus élevé de toutes les régions et le double du taux général (39). On peut être sceptique sur la possibilité pour le Japon de caser en dix ans 6,5 milliards de dollars d'investissements sur un continent qui n'en a pas encore 20 au total, et où les impérialismes anglais, américain et français montent la garde. Quoi qu'il en soit, le simple fait d'évoquer de pareils projets montre clairement la formidable pression qui doit s'exercer sur ce continent, ainsi que la vigueur de la concurrence qui va encore se renforcer dans les années à venir.

Progrès lents et réguliers de l'impérialisme américain

Avec un total de 4,4 milliards de dollars à la fin 1976, les investissements en Afrique représentent une part encore faible de l'ensemble des investissements directs américains à l'étranger, mais cette part est en progression : 2,8 % en 1960, 4 % en 1967 et 3,3 % en 1976 — ce dernier chiffre devant être apprécié en tenant compte des désinvestissements comptables massifs en Libye et au Nigéria. Les capitaux américains représentaient en 1976 22,4 % de l'ensemble de l'investissement direct des pays de l'OCDE en Afrique.

Géographiquement, les investissements américains étaient en 1967 répartis sur l'ensemble du continent africain : 29 % en Afrique du Nord, 38 % en Afrique centrale et 33 % en Afrique australe. Fin 1976, la part de l'Afrique du Nord est tombée à 14,6 % tandis que celle de l'Afrique centrale s'est élevée à 45 %, et celle de l'Afrique australe à un peu plus de 40 %. Mais si l'on tient compte des investissements réalisés

(39) Japan Economic Research Center, *The future of Labor Force and Employment in Japan*, Feb. 1977. Les chiffres cités plus haut pour l'Allemagne sont tirés de : Bundesministerium für Wirtschaft, *Runderlass Aussenwirtschaft*, numéros divers.

ou en cours de réalisation, notamment en Egypte et en Algérie, sous forme de *joint ventures*, on peut penser que la répartition des investissements réels sera d'ici peu la même qu'en 1967, ce qui signifie que l'effort américain est également réparti dans toutes les régions. Cette constatation est d'importance car elle signifie que par rapport à l'Angleterre, dont la place est très faible en Afrique du Nord, et à la France, dont la place est parallèlement très faible en Afrique australe, les Etats-Unis sont les seuls à avoir un caractère d'impérialisme véritablement continental.

En revanche, les capitaux américains sont concentrés à plus de 75 % dans un seul secteur, celui des matières premières : 57,5 % des investissements américains en Afrique concernent en effet le pétrole, et 19,2 % les mines ; le secteur industriel, lui, n'attire que 9,3 % des capitaux américains (40). La seule exception à cet état de fait est constituée par l'Afrique du Sud, pays industrialisé, où les capitaux américains sont placés à égalité dans les secteurs pétrolier-minier et industriel (environ 42 % pour chaque secteur).

En Afrique du Nord, les capitaux américains se sont donc essentiellement portés vers les pays pétroliers : la Libye (où ils ont atteint un montant de 551 millions de dollars en 1974 avant de décroître ensuite avec les nationalisations) et l'Algérie ; en revanche en Egypte ils semblent intéressés, outre la recherche pétrolière, à des *joint ventures* industrielles (41).

En Afrique centrale, les investissements américains les plus importants ont été effectués au Nigéria : le stock s'y est élevé à 535 millions de dollars avant la prise de participation de l'Etat qui l'a ramené à 335 millions de dollars en 1977 ; plus des 4/5 de ces investissements concernent le pétrole. Quant au Liberia, c'est depuis longtemps une véritable colonie américaine, qui a pour monnaie le dollar et dont la banque centrale est une filiale... de la First National City Bank de New York ; les capitaux américains sont concentrés dans le minerai de fer (avec la participation de capitaux européens, notamment suédois) et surtout dans d'immenses plantations d'hévéas appartenant aux gros fabricants de pneumatiques (d'où le surnom de « République de Firestone » longtemps donné à ce pays).

Les autres gros centres d'intérêt sont le Zaïre, avec 250 millions de dollars d'investissements, et le Gabon (170 millions) (42). Le montant précis des investissements américains en Angola n'est pas connu, mais il n'est pas inutile de rappeler que la Gulf Oil estimait en 1972 ses

(40) Sauf indication contraire, les chiffres concernant les investissements américains sont tirés de *Survey of Current Business.*

(41) Voir notamment *Les Echos* du 30 janvier 1979.

(42) Au Gabon, l'US Steel possède 44 % de la Comilog (manganèse), Bethlehem Steel a 20 % de la Somifer, et la Gulf Oil a d'importants intérêts dans la recherche pétrolière. Selon le *Department of Commerce* américain, en 1976, 101 millions de dollars étaient investis dans le secteur minier, 68 millions dans le pétrole, et « *de nouveaux investissements américains sont prévus qui pourraient accroître substantiellement l'investissement total* » (*Overseas Business Reports*, « Marketing in Gabon », mars 1976).

TABLEAU 11 - LES INVESTISSEMENTS DIRECTS AMERICAINS EN AFRIQUE EN 1976
(valeur cumulée en fin d'année)

	millions de $		millions de $
Monde, total	136.396	Algérie	100
Afrique, total	4.443	Côte d'Ivoire	100
		Angola	(100)
Afrique du Sud	1.668	Egypte	(100)
Libye	362	Zambie	83
Liberia	348	Guinée	(80)
Nigeria	341	Maroc	(60)
Zaïre	250	Ghana	(60)
Gabon	170	Tchad	60
Kenya	150	Autres	(411)

Sources : pour les chiffres globaux ainsi que pour Afrique du Sudd, Liberia, Libye, Nigeria, **Survey of Current Business**, août 1978 ; pour Zaïre, Gabon, Kenya, Algérie, Zambie, **Overseas Business Reports**, nos divers déjà cités ; pour Côte d'Ivoire et Tchad, **Afrique Industries**, 1er mars 1978 ; pour les autres pays, estimations (entre parenthèses) de la rédaction, sur la base de l'ensemble des sources citées en référence.

investissements totaux à 262 millions de dollars (43). La normalisation des relations avec les Etats-Unis devrait ouvrir la voie au développement des investissements dans ce pays. Le dernier pôle important d'investissements américains en Afrique centrale est le Kenya, où leur montant total était estimé à 150 millions de dollars à la fin 1975, avec une forte proportion d'entreprises industrielles implantées ou représentées (44).

Avec un total de 1,9 milliard de dollars, l'Afrique australe représentait fin 1976 un peu plus de 40 % des investissements américains sur l'ensemble du continent : les actifs US étaient de 1.668 millions de dollars en Afrique du Sud, 83 millions de dollars en Zambie, 45 en Namibie, 25 au Botswana (45). La Namibie est entièrement dominée par une association de capitaux américains et sud-africains, ce qui explique le caractère feutré de la « lutte » qui oppose l'Afrique du Sud et les Etats-Unis au sujet de son indépendance. En Zambie, pays dont l'économie est dominée par les capitaux sud-africains, l'essentiel des investissements américains est concentré dans le cuivre (46).

(43) Barry Cohen, *op. cit.*, p. 37.

(44) « *Le nombre des sociétés américaines ayant une représentation directe au Kenya a considérablement augmenté, passant de 20 en 1962 à plus de 200 en 1976* » (*Overseas Business Reports*, « Marketing in Kenya », mai 1977).

(45) *Overseas Business Reports*, « Marketing in Zambia » (août 1975), « Marketing in Botswana » (juin 1977).

(46) « *Les sociétés minières sud-africaines et américaines dominent les deux plus grandes sociétés minières, qui produisent plus de 90 % de toute la production de minerais en Namibie* » ; « *la liste des principales entreprises zambiennes dans plusieurs secteurs industriels ressemble à s'y méprendre au* Who's Who *d'Afrique du Sud* » (Ann et Neva Seidman, *South Africa and US Multinational Corporations*, Dar es Salaam, 1977, reprint Wesport, USA, 1978, pp. 165 et 225).

D'après l'annuaire du consulat des Etats-Unis à Johannesburg, plus de 300 sociétés américaines étaient implantées en Afrique du Sud en 1976, couvrant pratiquement tous les secteurs d'activité. Mais 13 sociétés géantes (General Motors, Ford, Chrysler, Texaco, Socal, Mobil, ITT, General Electric, Firestone, Goodyear, 3M, Caterpillar et Union Carbide) possèdent à elles seules plus des 3/4 des actifs américains (47). Indépendamment même des questions stratégiques, l'importance des investissements américains en Afrique australe suffirait à expliquer, non seulement l'intérêt de la politique américaine pour cette zone, mais aussi ses contradictions. Comme on peut le lire dans un livre déjà cité :

> « L'expansion des investissements américains dans l'industrie sud-africaine a d'importantes conséquences potentielles : d'un côté, elle a donné aux multinationales géantes américaines une raison croissante de maintenir en place le système actuel en Afrique du Sud. De même que les grosses sociétés minières qui y sont impliquées, elles entretiennent des liens multiples avec le gouvernement américain, ce qui leur permet d'exercer une influence sur la politique gouvernementale américaine afin de protéger et de poursuivre leurs profitables affaires. De l'autre côté, étant donné que la croissance de l'industrie sud-africaine se heurte à l'étroitesse du marché national, les sociétés américaines vont indubitablement chercher les moyens d'accroître leurs ventes. Il ne semble pas qu'elles aient l'intention de le faire en augmentant les salaires pour élargir le marché intérieur. Il apparaît plus probable qu'elles vont chercher à exercer des pressions pour faciliter les ventes à l'exportation sur le continent africain » (48).

En Afrique australe, où le capital américain a pénétré très tôt, les investissements US représentent 19 % de l'investissement étranger total (soit le tiers des investissements britanniques), mais ils sont situés dans les secteurs stratégiques de haute technicité, ce qui leur donne un grand poids. Dans les autres ex-colonies britanniques, les Etats-Unis possédaient en 1967 16 % du total des investissements directs, part qui est montée à 20 % en 1976.

Le taux de pénétration dans la zone des anciennes colonies françaises est plus difficile à évaluer. Les chiffres de l'OCDE pour 1967 attribuent aux investissements américains une part de 14,6 % dans les pays du Maghreb (Mauritanie comprise) et de 9,6 % dans les pays d'Afrique Noire. Il n'existe pas de données permettant de faire une estimation globale pour les années récentes. Malgré une ouverture réelle de certains pays comme la Côte d'Ivoire aux capitaux américains dans les années 70, leur part sur l'ensemble de la zone ne doit guère dépasser 10 % des investissements totaux. Prenons l'exemple du Gabon, qui est l'ex-colonie française où les investissements américains sont les plus importants : les sources américaines elles-mêmes estimaient en 1974 leurs avoirs au Gabon à 170 millions de dollars sur un total de 1.300 mil-

(47) *US Corporate Interests in Africa, op. cit.*, p. 133 s ; Ann et Neva Seidman, *op. cit.*, p. 79.
(48) A. et N. Seidman, *op. cit.*, pp. 105-106.

lions, soit une part de 13 % (49). En Côte d'Ivoire, les sources locales estimaient en 1976 les investissements américains à 4,7 % du total des investissements étrangers (voir plus loin tableau 14). Des intérêts américains sont également implantés au Sénégal et au Cameroun, tandis que plus de 100 millions de dollars ont déjà été dépensés par des consortiums à majorité américaine dans la recherche pétrolière au Niger et au Tchad (50).

La pénétration américaine a évidemment été la plus facile dans les zones où les autres impérialismes étaient moins bien implantés, comme la Libye, sans parler du Liberia. Là où d'autres impérialismes étaient en place, elle a été relativement plus facile dans la zone britannique que dans la zone d'influence française, qui conserve des caractères de chasse gardée. Au total, sur l'ensemble des investissements directs américains en Afrique en 1976, 56 % étaient implantés dans la zone britannique (Afrique du Sud comprise), contre 17 % seulement dans la zone française.

Ajoutons que même à chiffres comparables, l'influence américaine est qualitativement très différente de celles des impérialismes anglais et français. Les investissements américains sont peu nombreux, massifs, cantonnés dans certains secteurs caractéristiques ; en revanche les intérêts anglais et français dominent étroitement depuis longtemps l'ensemble du tissu économique des pays de leur zone d'influence ; ils disposent en outre du contrôle des leviers économiques, financiers et bien souvent politiques des Etats africains ; en somme ils y sont *chez eux*, ce qui n'est pas le cas de l'impérialisme américain, surtout dans la zone française.

L'impérialisme britannique, Shylock de l'Afrique australe

Si l'étude de la concurrence pour les marchés africains avait révélé un net recul de l'impérialisme britannique dans ses zones traditionnelles, il n'en est pas de même pour les investissements directs, où son poids reste important sur l'ensemble du continent, et particulièrement écrasant en Afrique australe. La part des investissements britanniques sur l'ensemble du continent africain représente en effet en 1976 39,5 % du total des actifs impérialistes en Afrique, contre 48 % en 1960. Mais ce recul cache en réalité deux phénomènes contradictoires.

En effet, la décolonisation a entraîné une nette ouverture des pays de l'Afrique sous-développée, où la part britannique a chuté de 41 %

(49) « Marketing in Gabon », *op. cit.*

(50) Selon *Afrique Industrie* du 4 mars 1978, qui consacre une étude aux rapports entre « Les Etats-Unis et l'Afrique Noire francophone », les principales sociétés américaines implantées dans la zone d'influence française sont les suivantes : IBM, Texaco et Exxon, Kaiser Engineering, Louis Berger, Burroughs, Union Carbide, Colgate-Palmolive, Jonson and Johnson, Continental Seafoods, Harry Winston. Au Sénégal, le seul investissement important a été réalisé dans l'exploitation des phosphates par International Minerals Corporation. Les investissements sont infimes au Togo, au Mali, en Haute-Volta, en Centrafrique et nuls au Bénin.

du total des actifs étrangers en 1960 à 30 % en 1967 et à 24 % en 1976. Parallèlement, le poids de cette zone dans l'ensemble des capitaux britanniques en Afrique décroît, passant de 58,5 % en 1960 à 35 % en 1976, malgré les investissements pétroliers massifs au Nigéria.

En revanche, les investissements britanniques en Afrique du Sud ont été multipliés par 5 en 16 ans, passant de 1,1 milliard de dollars en 1960 à 5,4 milliards de dollars en 1976, si bien que malgré la substantielle pénétration américaine, l'impérialisme britannique est parvenu à maintenir son écrasante domination sur l'économie de ce pays, où il possédait en 1976 62 % des actifs étrangers (contre 63,6 % en 1960). L'Afrique du Sud représente maintenant à elle seule près des deux-tiers des investissements de la Grande-Bretagne sur le continent africain (contre 41,5 % en 1960) ; cette part s'accroît encore si l'on tient compte de ses satellites. C'est dire l'importance de l'Afrique australe pour l'impérialisme britannique.

Avant d'en venir à l'étude de cette région, nous examinerons les intérêts britanniques dans le reste de l'Afrique. Contrairement à l'impérialisme français, l'impérialisme anglais n'a pas tellement débordé sur les autres zones, puisque 90,8 % de ses capitaux restent engagés dans les pays ayant appartenu ou appartenant encore au Commonwealth.

Le centre le plus important est naturellement le Nigéria, pays énorme, et dont le marché s'est rapidement développé avec le boom pétrolier, au point qu'il est désormais plus important pour les exportations britanniques que l'Afrique du Sud elle-même. L'odeur de l'or noir a fait affluer depuis le début des années 70 la faune capitaliste internationale, qui grouille littéralement dans tous les secteurs, alléchée par la perspective de profits faciles et rapides (51). Malgré cet afflux de concurrents et la « nigérianisation » des entreprises, la Grande-Bretagne conserve de solides positions. Le plus gros investissement concerne naturellement le pétrole où l'association *Shell-BP* est de loin le premier producteur. Les plus grosses banques étrangères sont également britanniques (*Barclays Bank* et *Bank of West Africa*), la troisième étant l'*United Bank for Africa*, association de la finance anglaise et de la BNP. L'impérialisme britannique conserve également de puissants intérêts dans les secteurs industriel et commercial. Avant la « nigérianisation », il contrôlait au total 44 % des actifs étrangers au Nigéria (contre 56 % en 1968). Quant aux bénéfices retirés, ils sont de toute

(51) Le *Moniteur du Commerce international* du 11 juillet 1977 conclut en ces termes une étude consacrée au Nigéria :

« Main-d'œuvre abondante, bien que chère lorsqu'elle est qualifiée, argent bon marché, concurrence embryonnaire, d'où prix élevés : les taux de profit au Nigéria sont exceptionnels. Certaines sociétés ne cachent pas qu'elles ont amorti leur investissement initial en moins de trois ans. Reste que la distribution des dividendes est limitée à 16 % (ce dont beaucoup de sociétés opérant en France se contenteraient...), et que l'on prête au gouvernement l'intention de limiter encore plus les rapatriements. Il faut cependant noter qu'aucun Etat, même le mieux administré, n'est en mesure de contrôler parfaitement les transferts de bénéfices. Au total, le Nigéria apparaît comme un « bon risque », où il est avantageux non seulement d'investir, mais encore de réinvestir ».

TABLEAU 12 - ESTIMATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS BRITANNIQUES EN AFRIQUE
(valeur cumulée en fin d'année)

	1967 millions $	%	1976 millions $	%
Afrique du Sud	2.205	52,7	5.400	64,8
Rhodésie	210		280	
Zambie	335		200	
Autres, Afrique australe	58		183	
Afrique australe	2.808	67,1	6.063	72,7
Nigéria	596		850	
Kenya	137		300	
Ghana	154		180	
Tanzanie	28		80	
Autres	83		97	
Afrique centrale britannique	998	23,9	1.507	18,1
Afrique, autres zones	378	9,0	767	9,2
TOTAL AFRIQUE	4.184	100,0	8.337	100,0
Monde	17.521		32.100	

Sources : pour 1967 : ONU, **Les sociétés multinationales et le développement mondial**, New York, 1973, p. 151 ; OCDE, **Les actifs... Etat à la fin de 1967, op. cit.** ; SARB, **Quarterly Bulletin, op. cit.** ; pour 1976 : **Business Monitor M4, op. cit.** (estimation réalisée à partir des stocks 1974 et des flux 1975 et 1976, corrigés pour tenir compte des investissements dans les secteurs du pétrole, des banques et des assurances, en utilisant la proportion de ces secteurs dans le stock total en 1967 et du stock britannique dans le monde en 1976 évalué par ONU, **Transnational Corporations in World Development, op. cit.**, p. 236).

évidence substantiels puisque le taux de rendement des capitaux britanniques dans les secteurs non pétroliers est passé de 16,7 % en 1973 à 17,8 % en 1974 et à 36,4 % pour les deux années 1975 et 1976 (52).

Avec environ 300 millions de dollars d'investissements sur un total de 500 millions d'actifs étrangers, le Kenya constitue un autre champ d'exploitation important pour l'impérialisme britannique, comparable à ce que représente la Côte d'Ivoire pour l'impérialisme français. Si l'ouverture aux capitaux américains est réelle, le statut d'ancienne puissance coloniale intimement implantée dans tous les secteurs de la vie économique, de l'agriculture à la finance en passant par l'industrie et le commerce (53), donne à la Grande-Bretagne une prépondérance certaine, que quelques respectueuses nationalisations n'ont pas entamée. Le tableau dressé par le correspondant à Nairobi du *Financial Times* est éloquent :

« Il ne fait pas de doute que la Grande-Bretagne est le pays occidental le plus apprécié au Kenya. L'influence britannique pénètre profondément

(52) *Business Monitor M 4, op. cit.*
(53) Cf. *Who Controls Industry in Kenya ?*, Nairobi, 1968.

> le tissu de la société kenyane [...]. Les Kenyans vont en grand nombre étudier en Grande-Bretagne et il y a un flot continu de coopérants britanniques pour conseiller et former les Kenyans dans l'administration, l'enseignement, le secteur scientifique [...]. Encouragés matériellement par le gouvernement kenyan, les investissements privés britanniques sont bien supérieurs aux investissements américains, allemands, italiens ou japonais. Les banques britanniques, grâce à une forte participation kenyane, ne sont plus les créatures étrangères qu'elles étaient autrefois. Les architectes britanniques bâtissent toujours Nairobi, l'ingénierie britannique est toujours appréciée, le tissu de la vie économique est pénétré de planificateurs britanniques, et le chef de la police de Nairobi est britannique [...]. Et dans quel autre pays d'Afrique l'armée britannique pourrait-elle aller s'entraîner dans des conditions tropicales ? » (54).

Au Ghana en revanche, les intérêts britanniques, qui étaient supérieurs dans les années 60 aux intérêts britanniques au Kenya, ont diminué depuis le début des années 70 et n'en représentent plus que la moitié environ.

Les autres pôles d'investissement sont le Zaïre, où la Grande-Bretagne a réalisé entre 1969 et 1974 20 % des investissements agréés (dans les secteurs minier et pétrolier), la Libye (pétrole), la Tanzanie et la Sierra Leone (diamants).

Venons-en maintenant à l'Afrique australe et en particulier à l'Afrique du Sud. Si l'on veut faire une comparaison, l'Afrique australe, avec 19 % des investissements britanniques à l'étranger est aussi importante, toutes proportions gardées, que l'Amérique latine pour les Etats-Unis (18 % des investissements américains à l'étranger) ou que les anciennes colonies d'Afrique pour l'impérialisme français (16 % du total des investissements français à l'étranger).

L'histoire de l'Afrique du Sud depuis la découverte des premières mines d'or à la fin du siècle dernier est synonyme de près d'un siècle d'exploitation bestiale et sanglante de la force de travail noire au profit de l'impérialisme britannique, auquel elle procure, rien qu'en profits nets rapatriés des investissements directs, plus de 500 millions de dollars par an au rythme actuel. Comme le faisait déjà remarquer Engels, si cette exploitation profite essentiellement à la bourgeoisie anglaise, il est inévitable à une telle échelle, que des miettes en retombent aussi sur certaines couches ouvrières. Ainsi, une étude publiée en Angleterre révèle que parmi les actionnaires d'une des plus grosses sociétés minières, connue pour ses méthodes impitoyables, la *Consolidated Gold Fields,* figurent une cinquantaine de fonds de retraite anglais, possédant 2.400.000 actions, ainsi que plusieurs dizaines de municipalités, indifféremment conservatrices ou travaillistes (55). Or l'exemple de la *Gold Fields* est loin d'être isolé.

---

(54) « Britain's African friend », *Financial Times,* 5 février 1974.

(55) Counter Information Services, *Consolidated Gold Fields Ltd., Anti-Report,* Londres, s.d. [1972].

Comme nous l'avons montré, malgré l'ouverture aux capitaux américains, allemands, français et autres, la prépondérance britannique sur l'Afrique du Sud demeure écrasante. 400 des plus grosses sociétés britanniques y ont près d'un millier de filiales et de succursales. La domination anglaise est sans partage dans le domaine bancaire, puisque *Barclays* et *Standard* contrôlent à elles seules 57 % de tous les avoirs des 20 plus grandes institutions bancaires d'Afrique du Sud, et à peu près les deux tiers de tous les « guichets » existant dans le pays (56) — sans compter les autres filiales des groupes bancaires britanniques. Dans le secteur minier, les capitaux britanniques et sud-africains sont intimement mêlés. Le plus important des groupes miniers, la fameuse *Anglo-American* d'Oppenheimer, dont l'actif total était estimé en 1974 à 7,4 milliards de dollars, contribuait la même année à 27 % du PNB sud-africain. Le second groupe minier, *Gold Fields of South Africa*, était détenu à 49 % par la *Consolidated Gold Fields* de Londres. Les autres groupes sont liés aux deux premiers ainsi qu'entre eux par un réseau serré de participations entrecroisées (57). Dans l'industrie, les participations britanniques s'élevaient 1.328 millions de dollars, couvrant tous les secteurs.

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur l'importance du capital anglais dans les pays enclavés dans l'Afrique du Sud comme le Swaziland, le Lesotho, le Botswana ou la Namibie, ou encore en Rhodésie et en Zambie, où nous avons déjà vu que se retrouve tout le tissu des intérêts sud-africains et donc, au premier chef, la finance britannique (58).

Le capital anglais est donc si étroitement lié aux grands intérêts sud-africains qu'une crise dans cette région peut être catastrophique pour lui. Le mémorandum Kissinger de 1969 signalait déjà que « *les Etats-Unis ont un intérêt économique indirect dans le rôle-clé que joue l'Afrique du Sud dans la balance des paiements britannique* » et que « *les Britanniques ont fait clairement savoir qu'ils n'entreprendraient aucune action susceptible de compromettre leurs intérêts économiques* » (59). Le *Financial Times* confirmait récemment qu'en Afrique du Sud « *les intérêts économiques britanniques sont immenses, et un effondrement de la République Sud-Africaine pourrait être un coup sérieux pour l'économie britannique* [...]. *L'économie de la Grande-Bretagne reste largement dépendante de celle de l'Afrique du Sud* [...]. *La crainte américaine que l'économie britannique soit torpillée par*

(56) Voir : United Nations, *Activities of Transnational Corporations in Southern Africa, op. cit.*, p. 24, ainsi que *Programme Communiste* n° 77, pp. 44-47.

(57) Les données concernant les groupes miniers sont tirées du livre de A. et N. Seidman, *op. cit.*

(58) On ne sera pas étonné d'apprendre que les quatre plus grandes banques en Rhodésie sont, dans l'ordre : Barclays Bank International (GB), Standard and Chartered (GB), The National and Grinlays Bank (GB) et Nedbank (RSA, filiale de Barclays National Bank). Seule la Rhodobank échappe aux mailles du filet britannique (UN, *op. cit.*, p. 37).

(59) *National Security Study Memorandum 39, op. cit.*, p. 87.

des sanctions trop sévères contre l'Afrique du Sud demeure tout à fait fondée » (60).

Cette remarque résume bien le paradoxe de l'impérialisme britannique. Il sait bien, comme l'explique le même article, que « *l'Afrique du Sud est devenue un mauvais risque. Il y a encore de l'argent à faire, mais* [...] *la perspective à moyen terme est lourde de nuages.* [...] *La perspective des années à venir doit sûrement être une aggravation des désordres sociaux, une augmentation régulière des actes de violence contre l'Etat, et une continuation de la politique de répression* ». Mais bien qu'il soit l'impérialisme le plus directement engagé dans l'exploitation négrière de l'Afrique australe, il n'a plus la force d'avoir une autre attitude que celle du *rentier*, laissant à l'Amérique le soin de décider la politique à mener en Afrique australe en fonction de sa propre stratégie internationale, pourvu que les dividendes continuent à tomber. Et la seule conclusion devant la montée de la révolte sociale est le calcul blasé des profits et pertes :

> « un accroissement des salaires des Noirs serait sans aucun doute bien accueilli par les bénéficiaires — mais un changement réel en Afrique du Sud ne pourra être introduit que par des moyens bien moins élégants que le discret coup de pouce d'hommes d'affaires éclairés ». Conclusion : « L'équation économique et politique s'est donc modifiée au point que pour la Grande-Bretagne la meilleure assurance doit être une politique de désengagement économique [...]. En bref, la République Sud-Africaine ne peut plus garantir des profits suffisamment élevés pour justifier le risque politique croissant ».

Mais où placer ses capitaux quand on détient un si formidable monopole sur les richesses d'une région ?

L'impérialisme français, garde-chiourme moderne

Le continent africain joue historiquement un rôle important pour l'impérialisme français. Avant les mouvements d'indépendance, celui-ci y possédait environ 40 % de ses avoirs à l'étranger ; cette part a baissé de moitié dans les vingt dernières années. Mais l'évolution a été différenciée selon les zones, qui ont connu des cours historiques dissemblables.

En 1939, la structure des investissements français était très différente de celle d'aujourd'hui. Selon les évaluations de l'époque, on peut estimer que sur 57 % de capitaux placés dans les colonies, le Maghreb en totalisait 26 % (dont 16,7 % pour la seule Algérie), l'Afrique noire et Madagascar 12,3 %, l'Indochine 10,9 %, le reste correpondant à l'Océanie. Dans l'immédiat après-guerre, le désinvestissement provoqué par l'émancipation de l'Indochine a provoqué une progression de l'investissement au Maghreb et surtout un début d'industrialisation

(60) « Why South Africa is now a bad risk », *Financial Times*, 24 janvier 1978.

de l'Afrique noire, si bien que la part de l'Afrique sous domination française était de 42 % du total des investissements en 1953 (61).

L'effondrement de Dien Bien Phu en 1954 correspond au début de l'insurrection algérienne, qui provoque immédiatement l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. Malgré l'investissement pétrolier massif en Algérie, on assiste donc à un certain ralentissement de l'investissement global au Maghreb, qui se transformera en une chute brutale en 1962 avec l'indépendance algérienne. En 1967, les investissements au Maghreb ne représentent plus que 11,8 % des actifs français à l'étranger. Le mouvement de chute se poursuit avec la nationalisation du pétrole en Algérie et l'arrêt des flux d'investissement vers ce pays, si bien qu'en 1976 la part du Maghreb dans les actifs français est retombée à 3 %, soit 9 fois moins qu'en 1953. L'Afrique noire a connu une évolution différente : elle n'a pas subi dans son ensemble une secousse sociale comparable à celle du Maghreb, même si l'insurrection camerounaise, allumée en 1955 à la suite des révolutions indochinoise et algérienne, n'a pu être maîtrisée qu'au milieu des années soixante, après un épouvantable bain de sang. Du point de vue économique, seul le gouvernement de la Guinée ne s'est pas docilement prêté à la transformation de l'empire colonial et a ouvert largement ses frontières aux capitaux des concurrents. Le résultat est que la réorientation des investissements s'est poursuivie en direction de l'Afrique noire, donnant à cette zone une part qui a dû passer par un maximum dans les années 72-73, dans la période pompidolienne, avant de régresser légèrement en valeur relative. La part des chasses gardées d'Afrique noire n'en présente pas moins une exceptionnelle stabilité dans les investissements français à l'étranger, et leur part progresse même avec l'« indépendance » : 12,3 % en 1939, 12,6 % en 1953, 15 % en 1967, 13 % en 1976.

Ce tableau général serait incomplet si on ne mentionnait pas, à partir des années soixante, une tendance à élargir le champ des investissements en Afrique, notamment en Afrique du Sud (relativement tôt), au Nigéria dès le début des années soixante et en Libye vers la fin de la même décennie ; ce mouvement a été contrebalancé ces dernières années par la nationalisation du pétrole. La part des pays d'Afrique autres que les anciennes colonies peut être évaluée, en 1976 comme en 1967, à 4,6 % des investissements français à l'étranger.

Si les évaluations auxquelles nous venons de procéder donnent une idée d'ensemble du mouvement général de la structure des investissements français, il convient cependant de les prendre avec prudence, étant donné les difficultés qui se dressent devant celui qui veut en faire une estimation précise. Il s'agit en effet d'un domaine réservé, sur lequel le capital financier français n'entrouve que rarement un coin de voile. Contrairement à ses concurrents américain, anglais,

---

(61) Chiffres extraits d'une étude intitulée « Les exportations de capitaux français dans les colonies », parue dans *Economie et Politique* n° 37-38, août-septembre 1957.

allemand ou japonais, il ne publie en effet aucune statistique sur ses avoirs cumulés à l'étranger. Les estimations doivent se baser sur les flux annuels d'investissements directs apparaissant dans la balance des paiements ; or ceux-ci sont grossièrement sous-évalués. Après correction de la sous-évaluation, on peut estimer, en partant des chiffres donnés par l'OCDE pour 1967, que les investissements directs français en Afrique (hors Afrique du Sud) atteignaient fin 1976 environ 3 milliards de dollars, chiffre que nous avons retenu au tableau 13 (62). C'est donc l'impérialisme français qui possède les avoirs les plus importants dans l'Afrique sous-développée (c'est-à-dire hors République Sud-Africaine), battant d'une courte tête l'Angleterre et les Etats-Unis.

Cette situation ne se retrouve évidemment plus si on prend en compte l'Afrique du Sud, où l'impérialisme français n'a qu'une place modeste ; sur l'ensemble du continent, sa part est de 16 %, légèrement inférieure à celle des Etats-Unis (21 %), mais loin derrière la Grande-Bretagne (39,5 %).

L'actualité récente a mis en lumière les liens de la France avec l'Afrique du Sud, qu'elle a largement contribué à équiper militairement contre la révolte anti-apartheid et les mouvements d'indépendance qui secouent l'ensemble de l'Afrique australe. L'impérialisme français possède à peu près 6 % des capitaux étrangers en Afrique du Sud, soit plus d'un milliard de dollars ; mais une grosse partie de ces capitaux consiste en investissements de portefeuille (placements en actions de sociétés minières, qui sont presque toutes cotées à la Bourse de Paris). La part des investissements directs est plus modeste, et peut être estimée en 1976 à 410 millions de dollars (soit un peu moins

(62) La sous-évaluation de la balance officielle des paiements est de deux ordres. Tout d'abord, avant 1977, elle ne faisait pas apparaître dans les flux d'investissements directs les prêts et avances aux filiales à l'étranger (voir note 1) ; leur montant calculé rétrospectivement pour la période 1973-77 sur la base des chiffres officiels aboutit à accroître le montant des investissements directs du secteur privé de 30 %. Ensuite, les données officielles ne prennent en compte qu'*une partie* des bénéfices réinvestis sur place (« seulement la partie des revenus non distribués déjà incorporée au capital social des entreprises », selon l'observation du FMI, *Balance of Payments Yearbook*). En conséquence, le rapport des bénéfices réinvestis à l'investissement direct total calculé sur la période 1970-77 est de 17,6 % seulement selon les statistiques officielles françaises, contre 60 % pour les Etats-Unis et 62 % pour la Grande-Bretagne. Nous supposerons donc que les chiffres officiels doivent être réévalués de 30 % pour aboutir à une estimation moyenne. En appliquant ces deux corrections successives de 30 % (soit au total 69 %) aux flux officiels d'investissements directs 1968-76, et en ajoutant le chiffre obtenu à l'estimation du stock des avoirs français en Afrique faite par l'OCDE pour 1967, nous obtenons le chiffre de 2.960 millions de dollars en 1976. Par souci de cohérence dans la méthode avec les estimations faites dans les tableaux antérieurs, qui en l'absence d'autres données admettent pour 1967 l'estimation de l'OCDE, c'est ce dernier chiffre (2.698 des « ex-colonies » + 262 des « Autres Afrique » = 2.960) qui a été retenu dans le tableau 13. Mais l'OCDE sous-estime très probablement la valeur des actifs français en Afrique en 1967. En réévaluant son estimation de départ de 30 %, on aboutirait, avec le calcul exposé plus haut, à un montant d'environ 3,3 milliards de dollars fin 1976. Ce chiffre, qui recoupe assez bien l'estimation russe du tableau 10 (3,4 milliards de dollars en 1975), nous paraît *en fait* mieux correspondre à la réalité, bien qu'en l'absence de certitudes comptables nous ne l'ayons pas retenu dans la suite du raisonnement.

TABLEAU 13 - ESTIMATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS FRANÇAIS EN AFRIQUE
(valeur cumulée en fin d'année)

	1967 millions $	%	1976 millions $	%
Maghreb	708	37,5	450	13,3
Afrique noire ex-française	900	47,7	2.248	66,7
Total ex-colonies	1.608	85,2	2.698	80,0
Afrique du Sud	140	7,4	410	12,2
Autres	139	7,4	262	7,8
TOTAL AFRIQUE	1.887	100,0	3.370	100,0
Monde	6.016		17.319	

Source : pour 1967 : OCDE, **Les actifs..., Etat à la fin de 1967, op. cit.** ; pour 1976, voir note 62.

de 5 % des investissements étrangers en Afrique du Sud). Inutile de dire que cet investissement non négligeable trouve avantage au maintien du régime négrier de l'apartheid.

Dans le secteur bancaire, l'impérialisme français intervient par la French Bank of Southern Africa, filiale du groupe Suez, qui est la cinquième banque d'Afrique du Sud. Quant à la liste des investissements dans le secteur industriel, elle montre le réseau serré d'intérêts qui lie l'impérialisme français au capitalisme sud-africain, le secteur le plus important étant l'armement, où Panhard et Sodeteg sont implantés depuis dix ans, et où surtout Dassault construit désormais le Mirage — une manière élégante de tourner le prétendu boycott des livraisons d'armes.

L'impérialisme français a également d'importants intérêts au Nigéria, où il est le troisième investisseur étranger avec environ 100 millions de dollars d'investissements (63). La pénétration française n'est pas toute récente puisqu'en 1967 le stock français représentait déjà 9 % des investissements étrangers. Les 3/4 étaient investis dans le pétrole, avec Elf qui, après avoir subi le choc de la guerre du Biafra et la prise de participation récente de l'Etat, est cependant le principal investissement français. Avant la prise de participation de l'Etat, 32 % de la principale banque nigeriane, l'United Bank of Africa, appartenaient à la BNP. Les autres gros investissements sont concentrés dans l'automobile, les travaux publics et le secteur commercial, où l'on retrouve les mêmes entreprises que dans le « domaine colonial » français.

(63) *MOCI*, 21 janvier 1975. « Aucun pays d'Afrique noire non francophone ne compte autant d'établissements français installés à demeure sous les raisons sociales les plus diverses et avec des activités aussi variées » note *Marché Tropicaux* du 31 décembre 1976.

Pour le reste, est-il besoin d'insister sur l'intérêt que porte l'impérialisme français au Zaïre, pays immensément riche en ressources minières et où le français est langue officielle ? Si les projets sont importants, l'investissement direct français effectivement réalisé y semble encore faible. Sans doute Paris attend-il de sa politique de soutien au régime de Mobutu (qui lui vaut une querelle avec Bruxelles) des avantages en matière d'investissement. Les principaux autres pays où les entreprises françaises ont d'importants intérêts sont l'Egypte et la Libye.

Il est très difficile d'évaluer les investissements français dans les pays du Maghreb, étant donné les fortes perturbations apportées aux chiffres par les politiques de nationalisation massive. Une grosse partie des petites entreprises françaises ont cédé la place, mais il reste de la période précédente de puissants intérêts liés aux grands trusts notamment dans les secteurs pétrolier et minier.

C'est ainsi qu'on oublie souvent que la nationalisation des pétroles algériens a quand même laissé en 1971 49 % des actions à la CFP aussi bien qu'à Elf-ERAP, et que si cette dernière a vu la totalité de ses actions passer à l'Etat en 1975, la CFP conserve en revanche ses parts jusqu'en 1980 (date à laquelle le contrat d'association sera soumis à renégociation). En Tunisie, l'exploitation du pétrole et les recherches sont fortement contrôlées par Elf-ERAP. En Mauritanie, la nationalisation des mines de fer, qui s'est traduite par un désinvestissement français de 143 millions de francs en 1975, n'empêche pas les capitaux français de contrôler largement l'appareil productif du pays (64). Au total, sur le stock comptable fin 1976, estimé par l'OCDE pour l'ensemble du Maghreb à 965 millions de dollars, 400 à 500 millions sont aux mains de sociétés françaises.

Or ce stock risque bien d'augmenter rapidement dans les prochaines années, même si l'ouverture économique favorise l'entrée d'investisseurs concurrents. Ce phénomène est largement engagé au Maroc (65), ainsi qu'en Tunisie, où il s'est déjà traduit par une sensibilité plus grande à la crise internationale et par l'explosion sociale qui a culminé dans la grève générale du 26 janvier 1978 (66).

---

(64) La société d'Etat qui a repris les actifs nationalisés est en effet gérée par des intérêts publics et privés français. Voir à ce sujet « Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? », *Programme Communiste* n° 76.

(65) Des journées « Maroc » ont été organisées en 1978 par le CNPF. D'autre part, le secrétaire d'Etat Taïeb Bencheikh a récemment invité les entreprises françaises à « se déployer par de petits projets à travers le royaume », les assurant que « les institutions politiques » sont stables » (*Top Africa*, janvier 1979). Sans doute avaient-elles besoin d'être rassurées, étant donné la crise économique et sociale dans laquelle la guerre du Sahara enfonce le Maroc.

(66) Cette ouverture aux nouveaux capitaux n'a nullement empêché la CEE, à l'initiative de la France, comme le souligne le *MOCI* du 17 octobre 1977, de fermer les frontières de l'Europe aux entreprises ainsi créées en Tunisie, pays dont le marché intérieur est trop étroit pour que les entreprises ne travaillent pas à l'exportation. « *Le gouvernement français a agi à la légère, en l'occurrence,*

Quant à l'Algérie, on sait que de grosses négociations sont en cours sur le gaz et le lancement d'un vaste plan de construction d'HLM, pour essayer de calmer la colère provoquée par les effroyables conditions de logement (67). Le seul phénomène qui pourrait limiter l'engagement du capital français au Maghreb serait la lente montée des luttes ouvrières, mais ce facteur risque en revanche d'accentuer un rapprochement qui ne serait plus seulement économique mais directement politique, les bourgeoisies locales ayant besoin de l'aide d'une grande sœur pour tenir une classe ouvrière gonflée par l'émigration massive et de plus en plus remuante (68).

Les chasses gardées d'Afrique Noire

Si l'impérialisme français a subi un recul au Maghreb, son monopole dans l'Afrique noire ex-française est en revanche incontesté. Nous avons déjà vu que sa prédominance est écrasante tant dans les importations de marchandises que dans les flux de capitaux bilatéraux à long terme. La même situation se retrouve naturellement dans les investissements étrangers, bien qu'il soit difficile d'en donner une évaluation chiffrée générale précise.

Une estimation est possible pour un pays comme la Côte d'Ivoire, où le Ministère des Finances publie chaque année les résultats de la *Centrale des Bilans*, qui touche la quasi-totalité des entreprises. La statistique de 1976, dont nous résumons les principaux résultats dans le tableau 14, révèle l'emprise de l'impérialisme français : avec près des deux tiers des capitaux non ivoiriens, sa place est 14 fois plus importante que celle des Etats-Unis, 46 fois plus que celle de l'Allemagne ! Or, selon un article de *The Economist*, il est bien connu que « *la Côte d'Ivoire est un des endroits d'Afrique les plus libéraux envers les investissements étrangers* [comprenez : non français] » (69). Que dire alors des autres !

Un autre exemple significatif est celui du Gabon, autre ex-colonie française connue pour être ouverte aux capitaux américains, et où leur pénétration a commencé très tôt, puisque c'est en 1948 que l'US

---

alors que nous avons des relations privilégiées avec la France [s'est alors écrié le PDG de l'Agence pour la Promotion des Investissements] ; *il faudrait enfin comprendre que nous nous dirigeons vers une division internationale du travail* ». Les conséquences ne se sont pas fait attendre. La réduction de la production de la société d'Etat Sogitex a provoqué la révolte de Qsar Hellal, et la « division internationale du travail » s'est dialectiquement transformée en coopération policière et militaire pour écraser la révolte du 26 janvier 1978.

(67) Ces négociations ne vont pas sans marchandages qui en disent long sur le cynisme des capitalistes des deux bords. On peut lire dans *La lettre de l'Expansion* du 29 janvier 1979 l'entrefilet suivant : « *Etrange marchandage : contre la troisième tranche d'Arzew à Technip, la prolongation des certificats de résidence pour 350.000 Algériens. La réalité de ce troc semble aujourd'hui établie* ».

(68) Nous renvoyons le lecteur à notre bulletin pour le Maghreb *El-Oumami* (L'Internationaliste), qui consacre une rubrique régulière aux luttes ouvrières dans cette région.

(69) *The Economist*, 28 janvier 1978.

TABLEAU 14 - LE CONTROLE DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE EN 1976

Millions de Francs CFA (1 F CFA = 0,02 FF)	Capitaux sociaux	% du total	% des capitaux étrangers
Côte d'Ivoire, public	75.556	33,5	
» » privé	42.384	18,8	
France	69.342	30,7	64,3
Afrique (autres pays)	7.335	3,2	6,8
Israël	6.173	2,7	5,7
Etats-Unis	5.029	2,2	4,7
Grande-Bretagne	4.165	1,8	3,9
Suisse	3.269	1,4	3,0
Autres	12.547	5,7	11,6
Total	225.800	100,0	100,0

Source : Ministère de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire, **Centrale des bilans 1976**, Abidjan, 1977.

Steel a réussi à s'associer à des intérêts français dans l'exploitation du manganèse, avant qu'en 1964, Gulf Oil, Texaco et Chevron s'engagent dans l'exploitation pétrolière, attirant derrière elles les banques (Morgan, First National City Bank, Bank of America). Le poids des Américains devenait suffisamment important pour que lors du coup d'Etat de 1964, De Gaulle envoie les parachutistes ramener M'Ba au gouvernement, assurant ainsi le verrouillage des intérêts français (70). Quel est le poids de ces intérêts aujourd'hui ? Voyons la situation secteur par secteur. C'est dans les mines que les Etats-Unis ont fait la percée la plus significative, avec 44 % des actions de la Comilog (dont les capitaux français contrôlent 46 %) et 20 % de la Somifer (9 % aux capitaux français) ; en revanche la Comuf (uranium) est française à 75 %, le reste appartenant à l'Etat gabonais. Rapportés aux actifs, ces pourcentages donnent en 1977 158 millions de dollars de capitaux français et 155 de capitaux américains. Mais ceci est un cas unique. Dans le pétrole, Elf-Gabon détenait en 1977 78 % de tout l'investissement pétrolier évalué à 854 millions de dollars, contre 17,6 % à Shell et 4,8 % à toutes les autres sociétés dont les sociétés américaines. Les capitaux français contrôlent la quasi-totalité des investis-

(70) Le coup d'Etat de 1964 contre M'Ba semble avoir été attribué par les Français aux Américains, au point que l'ambassadeur américain à Libreville de l'époque a dû consacrer la moitié d'un livre à réfuter avec une application peu convaincante les bruits de la participation américaine au complot. Sur la toute puissance des Français, il écrit notamment : « *Le gouvernement de Léon M'Ba a conservé au pays, sous certains aspects encore plus qu'à l'époque coloniale* [sic !], *son caractère de chasse gardée pour les investisseurs et les hommes d'affaires français* » (Charles F. Darlington, *African Betrayal*, New York, 1968, p. 17). C'est un scénario inverse qui s'est déroulé au Biafra, puis, lors de l'indépendance de l'Angola, à Cabinda, où l'impérialisme français a tenté, par FLEC interposé, de mettre la main sur le pétrole angolais aux mains de la Gulf et protégé par les *barbudos*.

TABLEAU 15 - LE CONTROLE DE L'INDUSTRIE DANS LES CHASSES GARDEES FRANÇAISES

	Capital social (millions CFA)	Intérêts nationaux Publics %	Intérêts nationaux Privés %	Intérêts étrangers Français %	Intérêts étrangers Autres %
Bénin	1.964	47	2	24	27
Cameroun	40.700	39	3,5	45	12,5
Centrafrique	3.016	34	1	52	13
Congo	2.960	11,5	1	75,5	12
Côte d'Ivoire	62.000	28,1	10,3	40,9	20,7
Gabon	12.167	25,2	3,2	62,6	8,9
Haute-Volta	3.335	30,5	9,5	57	3
Niger	4.270	47	11	27	15
Sénégal	28.100	16	3	74	9
Tchad	6.387	15	0,5	75,5	9
Togo	4.333	38	24	16	22
Ensemble	(169.143)	(28)	(7)	(49)	(16)

Source : chiffres extraits ou calculés à partir de l'Annuaire Ediafric, **Les intérêts nationaux et étrangers dans l'économie africaine**, Paris, 1978. Les données englobent les industries de transformation, l'énergie électrique et l'eau.

sements étrangers dans le bois, 75 % de tous les investissements nationaux et étrangers dans l'agro-industrie et la pêche, 87,6 % dans les industries de transformation, 89,5 % dans la distribution, 66,5 % dans les banques, 88,3 % dans les établissements financiers et de crédit, autour de 80-85 % dans le bâtiment et les travaux publics, etc. (71). Au total, on peut estimer que les investissements français au Gabon sont *quatre fois plus importants que l'ensemble des autres investissements étrangers.*

La situation du Gabon est significative, puisque nulle part la pénétration étrangère n'a été aussi forte, sauf en Guinée avec le « non » retentissant de Sékou Touré. Elle montre bien que les capitaux des autres impérialismes pénètrent essentiellement dans le secteur des matières premières, en laissant pratiquement intact le tissu de l'impérialisme français dans les autres secteurs de l'économie, qu'il domine étroitement.

Exception faite de cette ouverture relative des secteurs minier et pétrolier, la domination française sur le reste de l'économie n'est donc pas substantiellement entamée par la concurrence des autres impérialismes. Prenons l'exemple des industries de transformation (la situation étant tout à fait comparable dans les autres secteurs, comme nous l'avons déjà vu pour le Gabon) : comme le montre le tableau 15, dont les données sont tirées d'une source française spécialisée et très bien documentée, l'impérialisme français détient en moyenne *les trois quarts de tous les capitaux étrangers dans l'industrie de ses « chasses*

(71) Annuaire Ediafric, *Les intérêts nationaux et étrangers dans l'économie africaine*, Paris, 1978.

gardées » d'Afrique noire (ce qui implique accessoirement, étant donné leur nombre, qu'aucun *autre* impérialisme n'a plus de 5 % en moyenne). Peut-on imaginer une prépondérance plus écrasante ?

Ce tableau fournit par ailleurs les termes d'une comparaison très instructive : on peut calculer qu'en moyenne l'impérialisme français détient 49 % de l'ensemble des capitaux de l'industrie, alors que le secteur privé local n'en détient que 7 %, soit exactement 7 fois moins. Il est donc inutile de se poser la question de savoir qui décide de la marche des affaires. Mais, objecteront les théoriciens de la « réappropriation des richesses nationales », l'Etat détient quand même en moyenne 28 % des actions ! Notre réponse est que cela ne change rien.

En effet, même en admettant un instant la fantasmagorie chère aux tenants du concept de « classe bureaucratique », selon laquelle l'administration d'Etat pourrait avoir une « volonté propre », que pourrait-elle faire à côté d'un capital français beaucoup plus important et puissant ? Et surtout, cette thèse oublie (ou fait semblant d'oublier) l'essentiel : *dans la pratique,* les capitaux d'Etat ne sont le plus souvent que des crédits alloués *par l'Etat français* par l'intermédiaire du Fonds d'Aide et de Coopération (FAC), afin de jouer un rôle d'entraînement et de contrôle des capitaux privés, tout en donnant l'illusion d'une démagogique « africanisation » du capital. En fait, le fond du problème est que *l'Etat local est directement aux mains de l'impérialisme français.* Comme l'explique l'*Economist* à propos de la Côte d'Ivoire dans un article significativement intitulé « La place de la France au soleil » : « *L'influence française s'est accrue depuis l'indépendance* [sic !]. *La population française est passée de 12.000 personnes en 1960 à 50.000 aujourd'hui* [...]. *La France a une base militaire de 600 hommes et des Français jouent le rôle de décisionnaires (sous des ministres noirs) dans tous les ministères. A la manière d'un vice-roi ancien style, l'ambassadeur français, M. Jacques Raphaël-Leygues, est pratiquement en place depuis l'indépendance* » (72). Langage de connaisseurs !

Le tableau des chasses gardées françaises est donc le suivant : monopole écrasant du capital français qui tient en main l'administration et toute la machine de l'Etat, rôle auxiliaire d'une mini-bourgeoisie locale dans quelques pays à forte expansion (Gabon, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal), faible ouverture aux impérialismes concurrents.

Le mensonge du « rôle secondaire » de l'impérialisme français

A la lumière de ce qui vient d'être exposé, on mesure toute l'ignominie des thèses social-impérialistes du style de celles du PCF, qui cherchent à dédouaner l'impérialisme français en suggérant douce-

(72) Article déjà cité de l'*Economist*, 28 janvier 1978.

reusement qu'il ne serait plus capable d'agir que comme comparse ou exécuteur des basses œuvres d'impérialismes plus puissants, en l'occurrence les Etats-Unis et l'Allemagne. C'est ainsi que le PCF écrit :

> « Face à une poussée nationale qui menace les intérêts d'ensemble de l'impérialisme, le gouvernement français multiplie, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique, les initiatives en vue de se faire le défenseur et le promoteur de ces intérêts d'ensemble. Dans leur pénétration, les capitaux français qui dans certains cas jouent un rôle moteur, se coalisent avec des capitaux d'origine ouest-allemande, japonaise, américaine dans le cadre d'opérations conjointes. La place des monopoles français s'en trouve amoindrie, voire fortement concurrencée, les entreprises françaises se trouvent parfois réduites à un rôle de sous-traitance, mais les intérêts généraux du capitalisme s'en trouvent mieux assurés » (73).

Selon cette thèse, l'impérialisme français n'aurait donc pratiquement plus de dynamique ni d'intérêts propres, il serait tout juste capable de « *s'affairer à aménager sa place à l'abri des Etats impérialistes plus puissants* » (74). C'est donc cette « mauvaise influence » germano-américaine qui est pour nos sociaux-chauvins le véritable ennemi — position commode pour tenir des discours « anti-impérialistes » (contre les impérialismes *concurrents* !) tout en évitant de souffler mot du pillage auquel la France soumet l'Afrique sous couleur de « coopération ».

Il existe évidemment une indéniable *convergence d'intérêts* entre les impérialismes occidentaux contre les incursions du concurrent russe, qui, s'il parvenait à contrôler certaines zones clés de l'Afrique, pourrait aussi se donner les moyens de contrôler l'Europe. De même, il existe une convergence d'intérêts entre *tous* les impérialismes pour éteindre l'incendie de la révolte des populations colonisées, ce qui n'exclut pas que les nouveaux venus essaient de canaliser certains mouvements pour avancer leurs pions. Mais comme nous l'avons montré, la convergence d'intérêts entre impérialismes occidentaux n'exclut pas la défense acharnée, par l'impérialisme français, de « l'empire » sur lequel il est contraint de se replier faute de pouvoir piller à l'échelle mondiale, et qui joue pour lui un rôle économique et surtout stratégique fondamental.

Le seul élément qui pourrait donner un semblant de crédit aux thèses du PCF est que depuis quelques années les flux nets d'investissements français augmentent considérablement plus vite en direction des pays développés qu'en direction du Tiers-monde, et de l'Afrique

---

(73) *L'impérialisme français aujourd'hui*, Ed. Sociales, Paris, 1977, p. 30.

(74) *Ibid*, p. 28. Le *Cedetim* ne fait que reprendre la thèse du PC lorsqu'il écrit : « la faiblesse de l'impérialisme français et son absence réelle d'autonomie [...] l'amènent à refuser de prendre des risques industriels et financiers seul, y compris dans sa zone traditionnelle d'influence » (*L'impérialisme français*, Cedetim-Maspéro, Paris, 1978, p. 73).

en particulier (75). Est-ce cette constatation qui aurait éveillé chez messieurs les sociaux-chauvins la crainte de perdre leurs miettes des surprofits coloniaux ? En fait, la raison essentielle de cette réorientation des investissements directs, qui se traduit par un flux massif en direction des grands pays d'Europe et surtout de l'Amérique du Nord, réside dans le besoin des grands trusts français de se donner l'assise internationale la plus large possible, en particulier dans les marchés les plus riches, dans la guerre commerciale qui se déchaîne à l'échelle mondiale. Cela n'enlève rien à la prépondérance de l'impérialisme français dans sa zone d'influence, qui pourrait difficilement être plus écrasante, et qui s'exerce sur des marchés pour la plupart limités par rapport à ceux des pays développés. Par ailleurs, la baisse des chiffres sur la période récente est aussi due en partie aux nationalisations partielles d'intérêts miniers, pétroliers ou bancaires notamment, qui provoque une diminution des soldes des flux de capitaux (puisque les indemnisations font naître un flux en sens contraire).

Comment les entreprises françaises pourraient-elles bouder l'Afrique, alors que, comme le note le « Nouvel Economiste » : « *pour les entreprises de travaux publics, les sociétés de commerce, l'Afrique reste l'Eldorado. La rentabilité y est excellente.. quelquefois même « indécente », remarque avec quelque inquiétude le représentant en Afrique d'une grande société industrielle* » (76).

Il est vrai, fait remarquer le même journal, que « *d'une façon générale, les entreprises françaises ne se sont guère précipitées sur les matières premières d'Afrique* » malgré les puissants intérêts d'Etat dans le pétrole et l'uranium et la prospection minière. Cependant « *elles s'y intéresseront davantage dans l'avenir, par nécessité, mais la concurrence sera dure* » (77).

---

(75) Les flux nets d'investissements directs français vers les pays développés (OCDE) sont passés de 5.061 millions de francs sur la période de cinq ans 1968-1972 à 15.153 millions de francs sur la période 1973-77 ; en revanche, sur les mêmes périodes, les flux vers le « reste du monde », c'est-à-dire les pays sous-développés, sont passés de 4.315 à 4.004 millions de francs (Ministère des Finances, *Statistiques et Etudes financières*, numéros divers ; *Mouvements de capitaux à long terme entre la France et l'extérieur*, 1976 et 1977).

(76) *Le Nouvel Economiste*, 16 janvier 1978. Précisons que par « sociétés de commerce », il faut entendre les gros trusts du genre CFAO, SCOA (filiale de *Paribas*), Optorg, etc., qui sont issus historiquement du négoce colonial, mais ont peu à peu créé ou pris le contrôle de centaines de sociétés dans les domaines du commerce de gros et de détail, de l'industrie, de l'agro-business, du transport, du tourisme, etc., et constituent de véritables puissances en Afrique ex-française. En 1976, le groupe CFAO a réalisé 152 millions de francs de bénéfice net après impôts, et le groupe SCOA 104 millions de francs...

(77) L'impérialisme français cherche à contrôler les sources de matières premières africaines et les surprofits correspondants, mais il voudrait bien partager les risques financiers. C'est ainsi que « Le Monde » du 17 mars 1979 nous apprend que M. Cheysson, commissaire européen (et « ministrable » du P.S.), se désole de ce que « *les entreprises européennes se laissent de plus en plus distancer par les entreprises américaines et japonaises* ». C'est pourquoi il « *demande aux Neuf de couvrir les risques politiques des investissements miniers en Afrique* ».

La hantise de l'ouverture des chasses gardées frappe avant tout les petits et moyens intérêts coloniaux, qui passent de plus en plus sous la coupe du grand capital financier dont ils avaient cru pouvoir se protéger en favorisant avec le gaullisme la politique des grands trusts d'Etat. Ce sont eux en effet qui trouvent en Afrique des marchés à leur taille, protégés comme dans une serre chaude par le corset de la zone franc, qui favorise la métropole aux dépens des pays concurrents, et alimentés par la manne de la fameuse « coopération ». Voici ce qu'on pouvait lire il y a une dizaine d'années dans la presse officielle française, et qui reste vrai encore aujourd'hui :

> « Par la communauté de langue, celle de la monnaie aussi, l'implantation des investisseurs français privés s'est trouvée facilitée en zone franc. Mais une autre raison intervient, tout aussi puissante, et qui celle-là ressort de la rentabilité future de l'investissement ; en effet, lorsqu'une société, ou un industriel, peu importe, investit dans un Etat de la zone franc, elle est parfaitement consciente que son investissement ne représente guère que le tiers environ de l'investissement réel qui portera des bénéfices : l'action de la société se trouve en réalité prolongée par celle du FAC et par celle de la COFACE, qui facilite le crédit-marchandises. C'est-à-dire qu'un projet bien conçu peut s'inscrire dans le cadre d'un crédit de développement du FAC et bénéficier ainsi d'investissements qui, sans être d'origine privée, n'en sont pas moins d'une aide précieuse. D'où la rentabilité accrue pour l'investissement français, lorsqu'il est dirigé vers la zone franc » (78).

Sans commentaires...

C'est cette crainte de la concurrence étrangère qui a dicté la politique de « décolonisation » du gaullisme. C'est elle aussi — et non, on s'en doute, les intérêts de la lutte de classe du prolétariat — qui a dicté l'attitude du PCF, cet autre grand défenseur de l'intérêt national, du petit et moyen capital « non monopoliste », et des bureaucraties ouvrières corrompues grâce aux miettes du pillage impérialiste (79). Comme l'écrivait dans les années cinquante le tristement célèbre Jacques Duclos :

> « Sous le signe de la force, la France perdra tout au profit des impérialistes de Washington et de Bonn, sans parler de ceux de Londres. Par contre, en faisant flotter le drapeau de l'indépendance,

---

(78) *Afrique contemporaine* n° 41, 1968, qui résume un article paru dans le *Moniteur Africain* du 19 décembre 1968.

(79) Voici comment le PCF voit la place des trusts nationaux dans un « autre modèle de développement » :

« *Les groupes industriels et financiers s'emploient à se conforter à réaliser leur percée internationale en prenant appui sur les entreprises publiques* [...] *certaines d'entre elles comptent parmi les grandes sociétés mondiales. Elf-Erap arrive au 39e rang des groupes industriels du monde capitaliste, Renault au 44e rang. Alors qu'elles ont vocation et moyen d'œuvrer à des rapports stables et féconds de coopération internationale, ces entreprises sont largement utilisées par le pouvoir comme fer de lance de la pénétration des monopoles à base française sur les marchés étrangers* » (*L'impérialisme français aujourd'hui, op. cit.*, p. 17). En clair, la pénétration des monopoles privés s'appelle « impérialisme », tandis que le pillage par des trusts publics est de la « coopération » !

de l'Algérie à l'Afrique Noire, la France pourrait établir avec les peuples d'Afrique ayant acquis leur indépendance des rapports nouveaux ; elle pourrait ainsi barrer la route aux convoitises des néocolonialistes américains » (80).

Le porte-parole du social-impérialisme (dont le programme a été appliqué... par le gaullisme !) faisait évidemment allusion à des indépendances *concédées* à des potiches locales : dès qu'il y a eu des insurrections réelles dirigées contre l'oppresseur français, comme en Algérie et au Cameroun, il s'est empressé de les trahir !

C'est toujours la même position que l'on ressort aujourd'hui contre le « néo-colonialisme ». L'attitude des marxistes révolutionnaires est radicalement opposée. S'ils étudient les rapports réels afin de déterminer l'alignement des forces dans les heurts inter-impérialistes et les poussées révolutionnaires, ils luttent avant tout *contre leur propre impérialisme,* pour *unir le prolétariat de tous les pays,* et pour *unir à la lutte prolétarienne les révoltes provoquées par l'oppression semi-coloniale* dont souffre encore la plus grande partie du continent africain.

(A suivre.)

(80) *Economie et Politique* n° 37-38, août-septembre 1957, p. 108.

Au sommaire de notre nouvel organe pour les pays du Maghreb

el-oumami

(l'internationaliste)

N° 3 - Mars 1979

— **Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.**
— **L'après-Boumediène en Algérie.**
— **Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise.**
— **Foyers en lutte : le sabotage hypocrite des bonzes CFDT.**
— **Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb.**
— **Ce qui distingue notre Parti.**
— **Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.**

16 pages - 2 F - Abonnement : 12 F les 6 numéros
(pli fermé : 20 F)

A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation

Dans diverses études sur l'économie russe, nous avons montré que la « planification autoritaire » de l'époque stalinienne, que certains présentaient comme socialiste ou en tout cas « transcapitaliste », correspondait en réalité aux besoins d'un capitalisme jeune et faible, tendant à augmenter à coups de cravache le *volume global* de la production pour atteindre un seuil suffisant d'industrialisation, c'est-à-dire d'*accumulation de capital* productif. Comme nous l'avions annoncé, une fois ce niveau atteint, le capitalisme russe s'est trouvé devant un autre problème : il lui fallait certes augmenter toujours la production, mais sur la base d'une augmentation de la *productivité* du travail et de la *rentabilité* du capital — en un mot passer d'une accumulation extensive sur la base de la plus-value absolue à une accumulation intensive cherchant à produire de la plus-value *relative*. Comme le disait Krouchtchev au 22e congrès, « il faut que chaque rouble investi rapporte le plus possible ». Krouchtchev a été évincé, mais il n'exprimait pas des lubies personnelles : il traduisait une exigence du capitalisme russe qui ne pouvait que devenir de plus en plus impérative.

Les nos 49 et 51 (décembre 1977) de l'hebdomadaire *Economitcheskaïa Gazeta* ont publié plusieurs articles qui montrent bien comment cette exigence se manifeste et quelles conséquences elle a pour la classe ouvrière. Ils traitent de l'expérience bien connue réalisée à l'usine de fabrication d'azote de Chtchekino dans la région de Toula, et de la façon de généraliser cette expérience en utilisant les « stimulants matériels » dans la course à la productivité.

Le but recherché à Chtchekino était « *un accroissement de la production avec, simultanément, une diminution des effectifs* ». De fait, « *en dix ans (1967-1976) le collectif de notre combinat a multiplié le volume de la production par 2,7 et la productivité du travail par 3,4. L'objectif du 9e plan d'augmentation de la productivité du travail a été atteint en quatre ans* ». Si la productivité du travail a augmenté plus vite que la production, c'est bien que l'effectif a diminué et qu'il y a donc eu des licenciements. Effectivement, « *pendant la même période* [1967-76], *1.514 personnes ont été dégagées...* ». L'effectif initial étant de 7.300 personnes environ, cela signifie une diminution d'un peu plus de 20 % du nombre de salariés. Joli dégraissage en vérité...

L'auteur de l'article s'empresse d'ajouter que tous les licenciés « *ont reçu un travail correspondant à leur spécialité ou en ont assimilé une nouvelle* » et que « *pratiquement personne n'est resté sans travail intéressant* ». Tous ceux qui croient peu

ou prou au « socialisme » russe en profiteront pour dire : vous voyez bien qu'en URSS ce n'est pas pareil, puisque les licenciés y sont reclassés au lieu de devenir chômeurs comme chez nous.

Sans même parler du fait que l'article reste remarquablement vague sur les reclassements (où ? à quel salaire ? pour quel travail ?), l'argument ne fait que révéler une méconnaissance de la réalité de l'économie russe, et surtout une ignorance totale de ce qu'est le socialisme. Si en Russie les licenciés trouvent actuellement à se recaser, c'est que la main-d'œuvre ouvrière fait cruellement défaut. Ce n'est pas là un signe de « socialisme » — ou bien il faudrait admettre que la France du début des années 60, ou la Suisse jusqu'en 1970, étaient peu ou prou socialistes ou en voie de l'être. Cela correspond au contraire à *l'arriération capitaliste relative* de la Russie, dont une grosse partie de la population active reste immobilisée dans l'agriculture, et dont les usines sont peu productives. Le X[e] plan quinquennal prévoyait que sur la période 1976-80, l'effectif ouvrier ne pourrait augmenter que de 0,8 % par an : ce tarissement de la force de travail disponible est dû à l'improductivité de l'agriculture et à la structure arriérée du kolkhoze, qui retenait encore à la campagne en 1975 *un quart* de la population active (soit la proportion des Etats-Unis il y a un demi-siècle, alors qu'elle est de 4 % actuellement) (1). Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que la demande de main-d'œuvre ouvrière soit forte, et que celle qui a été « libérée » par les « restructurations » de certaines usines trouve d'autres emplois dans une industrie en expansion, qui est encore loin d'avoir conquis son propre marché intérieur et son « far-east ». La force de travail ne fait que subir le mouvement d'« attraction et répulsion des travailleurs par la fabrique » exposé par Marx dans le *Capital*. La seule « différence » avec l'Occident surdéveloppé est que le capitalisme russe n'a pas encore atteint le stade de la *surproduction généralisée* de marchandises, de capital et de prolétaires, avec le gonflement monstrueux de l'armée industrielle de réserve qui en découle.

Ce qui caractérisera le socialisme, ce n'est pas que les travailleurs licenciés pour « rationalisation » d'une usine où ils s'abrutissaient 45 heures par semaine, pourront retrouver sans trop de peine un autre poste d'esclavage pour éviter de crever de faim. Ce qui caractérisera l'économie socialiste, c'est notamment qu'elle profitera du développement des forces productives légué par le capitalisme pour *soulager l'espèce de son effort productif* en *diminuant radicalement le temps de travail* ainsi que son *intensité*, et en détruisant les bagnes productifs hérités de l'époque antérieure. C'est donc tout le contraire des « restructurations » destinées à accroître la productivité. Est-ce à dire que le socialisme se désintéressera des méthodes permettant de produire de manière plus productive ? Evidemment pas, mais *dans un premier temps*, passée la phase de la guerre civile, les premières mesures de la dictature du prolétariat tendront sans aucun doute à *faire baisser la productivité du travail* en *accroissant les effectifs*, de manière à réduire le temps de travail, les cadences, l'intensité du travail, en affectant à la production utile tous ceux qui étaient auparavant oisifs ou employés à des activités socialement inutiles ou parasitaires, dans le cadre d'unités de production qui n'auront à se soucier ni de rentabilité ni de compétitivité puisqu'il n'y aura plus de monnaie, ni de marché, ni de concurrence. *Ce n'est qu'ensuite* que la productivité pourra s'accroître de nouveau : mais la

(1) Voir « En marge du X[e] plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie », *Programme Communiste* n° 69-70, mai 1976.

société ne se préoccupera d'appliquer la science et la technique à la production que dans l'unique souci de libérer l'espèce, non de rendre une usine plus rentable ou plus compétitive. Une société socialiste profiterait d'un triplement de la productivité pour réduire des deux tiers ou de moitié le temps de travail et/ou les cadences ! A Chtchekino, *c'est exactement l'inverse* : l'accroissement de la productivité a été obtenu en bonne partie par une pression accrue sur les travailleurs et une intensification de l'effort qui leur est demandé.

C'est ainsi que l'article explique : « *La première étape de l'expérience du combinat de Chtchekino a couvert les années 1967-1970. Durant cette étape, la croissance de la productivité du travail a été principalement obtenue grâce à une mise en valeur plus complète des capacités existantes et une diminution des effectifs, grâce au perfectionnement de l'organisation du travail et de la production. Au fond, les mesures de la première étape n'ont pas exigé d'investissement en capital* ». On ne saurait avouer plus clairement que cette « première étape » a purement et simplement consisté à exercer une pression accrue sur les travailleurs par l'accélération des cadences, la chasse aux temps « morts », le cumul des tâches, les heures supplémentaires, etc. Ce dressage les a préparés à la « seconde étape », qui a consisté en « *la mobilisation des réserves sur la base de la modernisation de l'équipement, de l'amélioration de la technologie, l'automatisation et la mécanisation, de l'élévation générale du niveau technique de l'entreprise* ».

A travers l'ensemble de ces deux étapes, l'augmentation de la productivité a été obtenue, nous dit-on, grâce au « *perfectionnement et la mise en application de normes progressives, le cumul des tâches, l'élargissement des zones de service, la mécanisation des tâches exigeant beaucoup de main-d'œuvre et la modernisation des équipements, le perfectionnement de la structure de direction, la centralisation des services de l'usine* ».

Les prolétaires occidentaux retrouveront là un langage de garde-chiourme qu'ils connaissent bien : que signifie la « mise en application de normes progressives », sinon que le bureau des méthodes, après « étude » de poste et chronométrage, fixe de nouvelles cadences en hausse, qui seront elles-mêmes révisées en hausse quelque temps après que le travailleur aura réussi à les atteindre, et ainsi de suite ? Que signifie le « cumul des tâches » (procédé d'exploitation que les bourgeois occidentaux baptisent plus subtilement « polyvalence »), sinon que là où l'ouvrier avait un travail à accomplir, il en aura désormais deux ou trois, ce qui permettra de l'exploiter davantage tout en licenciant son voisin ? Que signifie « l'élargissement des zones de service », sinon que l'ouvrier d'entretien ou de surveillance qui avait deux ou trois ateliers à couvrir en aura dorénavant quatre ou cinq ? Quant aux tâches que l'on mécanise, ce n'est pas celles qui sont pénibles ou épuisantes ou dangereuses : ce sont celles qui présentent le défaut capital d'« exiger beaucoup de main-d'œuvre », une main-d'œuvre que l'on va pouvoir ainsi « dégraisser ». Tout, donc, est conçu pour *mieux pressurer les prolétaires.*

Les résultats ne se sont pas fait attendre. Durant la période considérée, « *la rentabilité a été multipliée par 3,6* » et « *grâce à une croissance plus rapide de la productivité du travail, les dépenses de salaire par rouble de produit sont passées de 13,9 à 5,6 kopecks* ». Pour le X[e] plan, l'association industrielle de l'URSS, « Soyouz-azote », ne prévoyait pour Chtchekino qu'une légère baisse de ce coût salarial : de 5,76 kopecks par rouble de produit en 1975 à 5,53 en 1980. Mais le « contreplan » du collectif de l'entreprise est plus ambitieux ; il se propose d'atteindre

« *une augmentation du volume de la production de 20,3 %, une croissance de la productivité de 27,6 %, ce qui signifie le dégagement d'encore 300 personnes* » et conduirait à abaisser le coût salarial à 5,08 kopecks par rouble de produit.

Mettez des dollars, des francs ou des marks à la place des roubles et kopecks, et voilà un rapport qui dans n'importe quelle usine occidentale vaut à l'ingénieur en chef les félicitations du conseil d'administration. Les « dépenses de salaire par rouble de produit » ne sont en effet autre chose que les fameux « coûts salariaux unitaires », qu'il est si important pour le capital d'abaisser, puisque diminuer la part du capital variable dans chaque unité produite revient tout simplement à *accroître le taux de plus-value*, et donc le *taux de profit* (« la rentabilité a été multipliée par 3,6 »). Nous sommes donc bien dans la logique capitaliste de a à z.

Comment la pilule a-t-elle été présentée aux travailleurs ? Pour leur faire accepter cette sérieuse aggravation de la charge de travail, les « managers » russes ont utilisé non seulement la contrainte directe, mais aussi l'« éducation » par le collectif (comprenez : la propagande productiviste abrutissante), ainsi qu'un « système de stimulation matérielle ». Ces « stimulations » se traduisaient par une augmentation de la paie des travailleurs, que la publication russe appelle « augmentation de salaire ». Ainsi, à Chtchekino, en dix ans, le salaire des travailleurs aurait « *augmenté à peu près une fois et demi* », et pour la période du X[e] plan on prévoit que « *le salaire moyen des travailleurs croîtra de 12,3 %* » alors que les bénéfices doivent augmenter de 14 %.

Notons d'abord que la hausse *moyenne* n'est pas très significative : le simple fait d'éliminer, par la mécanisation des tâches « exigeant beaucoup de main-d'œuvre », une partie des ouvriers les moins qualifiés et les plus mal payés, augmente mathématiquement le salaire *moyen*.

Cependant, selon les « normes en vigueur », lorsqu'une entreprise fait des économies de salaire par compression de personnel, 50 % de la masse salariale ainsi économisée peuvent être répartis sous forme de « stimulants matériels » (2). Cela permet de donner « *un supplément pouvant atteindre 30 % du salaire ou du traitement aux ouvriers, travailleurs, ingénieurs-techniciens et employés pour le cumul des tâches, l'élargissement des zones de service et l'augmentation du volume des travaux exécutés* ».

On précise bien, d'abord, que les conditions d'attribution de ce supplément, c'est-à-dire « *le cumul des tâches, l'élargissement des zones de service et l'augmentation du volume des travaux exécutés se trouvent réunis lorsque le travailleur, au cours de la prolongation fixée de la journée de travail, assure une exécution de ses obligations dans les délais prévus pour le travail de base et le travail cumulé, et un volume de travail accru* ». Et ensuite, que « *le montant du supplément pour le cumul des tâches, l'élargissement des zones de service et l'augmentation du volume des travaux exécutés est établi, dans la limite de 30 % du salaire pour le travail de base, en fonction de la complexité, du caractère et du volume des travaux exécutés en plus, de la qualité des normes retenues,*

---

(2) Cela est vrai aussi lorsque « *des ouvriers exécutent provisoirement, en même temps que leurs propres obligations, celles de travailleurs absents (pour maladie, congé, mission ou autre raison)* [...] *Le montant global du supplément, indépendamment du nombre d'ouvriers entre lesquels il se partage, ne dépasse pas 50 % du salaire (ou traitement) du travailleur absent* ». On voit que dans les deux cas cela revient à payer le travail supplémentaire... à demi-salaire !

du degré d'utilisation du temps de travail ».

Il est clair, en d'autres termes, qu'il ne s'agit nullement d'une véritable *hausse du salaire,* mais d'une *prime* qui ne compense que *partiellement* une augmentation bien plus grande de la *charge de travail, en intensité comme en durée.* De plus, une partie au moins de cette prime *n'est que temporaire.* En effet, explique l'article, « *les suppléments peuvent être DIMINUES ou SUPPRIMES lors de la réalisation de mesures en vue de la mise en œuvre d'une technique nouvelle, le perfectionnement de l'organisation du travail, et lors de l'INTRODUCTION DE NOUVELLES NORMES concernant les effectifs, les charges de service et autres normes de travail, qui en découlent* » (souligné par nous). Autrement dit, selon un procédé bien connu des prolétaires de tous les pays, lorsque les nouvelles cadences sont atteintes, on supprime les primes qui avaient été instituées pour inciter les travailleurs, et on re-fixe de nouvelles normes encore en hausse.

Tout comme son frère de l'Ouest, l'ouvrier russe peut donc espérer augmenter sa paie... à condition d'augmenter son effort productif dans une proportion *bien plus grande encore.* Tout comme son frère de l'Ouest, il voit son exploitation *croître* à mesure que l'appareil productif du capital se perfectionne, puisque la productivité du travail augmente bien plus vite que son salaire, et qu'il reçoit donc une part toujours *décroissante* du produit de son travail.

On comprend que l'*Economitcheskaïa Gazeta* prône la « *plus large diffusion de la méthode de Chtchekino* » au cours du X[e] plan. Face à la chtchekinisation, face à l'exploitation croissante, il faudra bien que l'ouvrier russe, comme son frère de l'Ouest, retrouve la voie de la lutte de classe !

Socialisme — ou production individuelle ?

Dans l'*Humanité* du 2 février 1978, une « Lettre de Moscou » rend compte de la campagne en faveur du lopin familial du kolkhosien qui a été récemment lancée par les autorités.

« *Le maintien du jardin et de l'élevage familial,* écrit l'article, *a toujours suscité des polémiques en Union soviétique. Des théoriciens et beaucoup de citadins voyaient en eux une survivance de la propriété privée « bourgeoise », une source de profits individuels immoraux* [sic] *parce que échappant aux normes de la production et de la distribution collectives* ». Nous laisserons les petits-bourgeois de l'*Humanité* discuter l'intéressante question de savoir si les profits sont... « moraux » ou « immoraux ». Le marxisme, en tout cas, ne pose pas la question sur le terrain *moral,* mais du point de vue de l'organisation sociale de la production. Pour lui, loin d'être une survivance de la propriété privée « bourgeoise », le lopin individuel est une survivance *pré*-bourgeoise, une forme qui n'est non seulement pas socialiste, mais même *pas encore capitaliste.*

Du point de vue économique, le kolkhose est une espèce de monstre : une combinaison aberrante de la *coopérative de production* avec le *salariat* et avec la *production individuelle* archaïque. Il s'est établi en Russie comme compromis entre l'Etat, gérant l'accumulation capitaliste dans l'industrie, et la paysannerie ; et il représente la forme *la moins propice* au développement de la production agricole. En effet, le développement de cette production ne peut se faire que par la mécanisation et l'extension du secteur de la production *collective* ; mais le paysan a tout intérêt à se consacrer le plus possible à son *lopin personnel*, puisqu'il vend librement ses produits qui « *peuvent atteindre des cours plusieurs fois supérieurs à ceux des magasins d'Etat moins chers mais dont l'inconvénient majeur est d'être souvent démunis...* »

Et comment ne le seraient-ils pas, démunis, puisque, « *en 1975, les enclos individuels fournissaient 31 % de la viande, 39 % des œufs, 59 % des pommes de terre produites en Union Soviétique. On y élevait 18 % des ovins et des porcins et 33 % des bovins* » ! C'est donc complètement renverser le problème que d'affirmer, comme le fait l'organe du PCF, que « *les exploitations agricoles coopératives* [...] *ne parviennent pas toujours* [!] *à satisfaire les besoins alimentaires de la population et l'enclos familial compense dans une certaine mesure cette carence.* » En réalité, c'est *l'existence même* du petit lopin qui *produit* cette carence, et sa production ne peut la compenser, puisqu'elle ne peut augmenter que dans de faibles proportions.

« *Mettre un signe d'égalité entre le travail minutieux du petit carré de terre familial et les vastes champs kolkhosiens ou sovkosiens serait un non-sens. On ne peut davantage comparer le nombre d'heures passées à faire pousser ce tubercule ici et là* », écrit l'*Humanité*. Il est évident, en effet, que la productivité du travail (1) sur les « vastes champs » travaillés à la machine ou dans les élevages industriels est incomparablement supérieure à celle du travail individuel. Si, *malgré cela*, la part des lopins dans la production totale est aussi grande, cela signifie que les kolkhosiens leur consacrent un temps énorme ! Si 59 % des pommes de terre sont produites dans les enclos familiaux (sans parler des fruits et primeurs, pour lesquels la proportion doit être encore supérieure) cela signifie que le travail collectif avec une technique tant soit peu moderne ne doit guère être utilisé que pour la production des céréales et des produits agricoles servant de matières premières industrielles. Et ce travail collectif doit être considéré comme une « corvée » par les kolkhosiens, pressés de retourner gratter leur lopin individuel, bien moins rentable techniquement, mais combien plus rentable *financièrement* pour eux.

Cela n'empêche pas l'*Humanité* de conclure en dépit de toute vraisemblance que « *l'écart considérable de productivité entre l'individuel et le collectif aura, sans conteste, contribué à la faveur dont bénéficie aujourd'hui le premier* ». Mais il faut bien chercher des justifications au fait que « *souvent tenu pour un mal nécessaire, parfois supprimé* [?], *l'enclos familial des paysans soviétiques reçoit aujourd'hui des brevets de civisme et des encouragements* ». La réalité, elle, est très simple. Le capitalisme russe a besoin d'augmenter

(1) C'est-à-dire la production obtenue en moyenne par *heure de travail*. Il ne faut pas la confondre avec le *rendement du sol*, qui est la quantité de produit obtenu par *unité de surface* ; dans un jardin de 100 m², où on bichonne chaque plant pendant des heures, ce rendement peut évidemment être élevé, avec une productivité très faible. Par ailleurs, la notion de rendement n'a pas de sens dans beaucoup d'élevages (volailles, lapins, cochons, etc.) qui ne demandent pour ainsi dire pas de terrain du tout.

la production agricole ; mais, d'une part, il ne peut consacrer à la modernisation et à l'équipement de l'agriculture collective les investissements qu'exigerait une telle augmentation ; d'autre part, il n'ose pas s'attaquer aux rapports archaïques, à la production individuelle et aux privilèges des paysans, par crainte de réactions violentes. Bref, il continue la politique agraire qui est la sienne depuis 1930, et qui achète l'appui de la paysannerie au détriment des « citadins » comme dit l'*Humanité*, c'est-à-dire du prolétariat ; car les cadres techniques et politiques de l'Etat peuvent toujours, si d'aventure leurs magasins « spéciaux » sont démunis des meilleurs produits, s'offrir ceux du marché libre.

Pousser à l'augmentation de la production agricole sans investir et sans déstabiliser les campagnes, comment faire ? Le seul moyen est d'inciter les paysans à augmenter leur production *individuelle*. En conséquence les idéologues russes doivent se livrer à des contorsions diverses pour théoriser le lopin. *Troud*, l'organe des syndicats russes cité par l'*Humanité*, écrit que les lopins, potagers et élevages individuels constituent « *une parcelle du bien collectif* [sic] *parce qu'ils nourrissent beaucoup de gens à la campagne comme à la ville* ». A ce compte-là, les exploitations capitalistes de la Beauce, les fermes normandes ou les immenses domaines du Middle West font aussi partie du « bien collectif » ! Les contorsions de *Troud* ne prêtent pas seulement à rire, elles sont révélatrices : elles montrent que le paysan russe sort à peine du stade où il produisait essentiellement pour sa propre consommation ! Mais évidemment, parler de « socialisme » dans ces conditions relève du délire.

« *Poussant plus loin* » comme dit l'*Humanité*, *Troud* affirme que si la tâche numéro un est bien de développer les kolkhoses et les sovkhoses, il n'en reste pas moins que « *l'économie individuelle auxiliaire répond pleinement aux rapports de production socialistes* [sic] *et c'est pourquoi l'Etat a intérêt à la soutenir et à la voir se développer* ». Ici, même le journaliste de l'*Humanité* se sent obligé de réagir : « *Ce dernier raisonnement ne laisse pas d'intriguer car il peut s'appliquer à l'artisanat comme au petit commerce privé* ». Le stalinien de service semble ignorer que la nouvelle Constitution russe élargit effectivement le rayon d'action de « *la petite entreprise privée des paysans non associés et des artisans* », et étend son statut au secteur « *des services et autres types d'activité fondées exclusivement sur le travail individuel des citoyens et des membres de leur famille* » (2). Sans compter que le PCF, ardent défenseur des paysans, artisans, commerçants, entrepreneurs, et jusqu'aux petits et moyens capitalistes « non-monopolistes », est mal placé pour faire ici la fine bouche...

Pour finir, l'*Humanité* brosse un tableau des contradictions dans lesquelles se débattent les Russes : la part du secteur individuel serait « *en régression régulière depuis plusieurs années* » ; « *la presse et les sociologues* [sic !] *distribuent bons ou mauvais points aux responsables locaux selon qu'ils aident ou négligent les particuliers. Dans le même temps, ils enregistrent l'apparition d'une tendance contraire au but poursuivi : les jeunes* [...] *renoncent de plus en plus à l'enclos familial* [...] *cette désaffection rend nécessaire une augmentation rapide de la productivité agricole collective* » ... et par conséquent l'Etat encourage les lopins individuels ! Jardins et élevages familiaux ont donc « *encore de beaux jours devant eux* ».

Il est manifeste que pour le capitalisme russe la persistance de cet

(2) Article 17. Voir « La nouvelle constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS », *Programme Communiste* n° 74.

important secteur archaïque et précapitaliste constitue un lourd handicap. Elle immobilise dans les campagnes une fraction importante de la population active, empêche l'élévation de la productivité dans l'agriculture, bloque la production agricole, freine l'urbanisation et la prolétarisation, bref, ralentit l'accumulation du capital. Mais surtout, elle ridiculise sans recours les prétentions de 50 ans de « construction du socialisme » : voilà un « socialisme » qui non seulement n'a pas aboli les rapports capitalistes de production, la production de marchandises par le travail salarié et l'accumulation du capital, mais qui ne parvient même pas à dépasser et à éliminer les rapports *pré-capitalistes,* la production marchande simple par le producteur individuel. Au XXII[e] Congrès fin 1961, Khrouchtchev avait annoncé le « *passage au plein communisme dans 20 à 30 ans* ». Comme nous l'avions dit à l'époque, la réalité dément ces fanfaronades : en fait de passage au communisme, le capitalisme russe en est réduit à mettre « *l'enclos familial à l'honneur* » !

Au sommaire de «Programme Communiste»

N° 73 - Avril 1977 (104 pages - 10 F)

— Changhai, avril 1927 — Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme.

— Le tournant des Fronts populaires (II).

— La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III).

— Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

N° 74 - Septembre 1977 (92 pages - 8 F)

— La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS.

— La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV).

— **Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III) (Textes annexes :** A. Gramsci, La révolution contre « Le Capital » ; Articles de « Il Soviet » et de l'« Avanti », 1918-1920 ; Thèses sur la constitution des conseils ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI, 1920).

— Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?

N° 75 - Décembre 1977 (72 pages - 8 F).

— L'Internationale des flics au travail.

— Sur le fil du temps : Espace contre ciment.

— Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine.

— En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara.

— Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - $ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - $ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - $ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM